ÉCHANGES

N° 128 — Printemps 2009 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

La **RÉPRESSION** s'accentue, p. 3 ◆ Dans les publications : prisons, sécurité, p. 6

Europe-Etats-Unis : derrière le soixantième anniversaire de l'**OTAN**, p. 7

France. Résistances des **ENSEIGNANTS**, p. 13 ◆ Dans les publications : Guadeloupe, p. 15

Royaume-Uni. La lutte de classe telle qu'elle est : racisme et anti-racisme, p. 16 ◆ Le conflit de **LINDSEY** dans les publications, p. 20 ◆ La récession redonne vie au mouvement squatter, p. 24

HONGRIE. Au lieu de luttes prolétaires..., p. 25 ◆ **UKRAINE.** Le capital attaque, p. 30 ◆ Dans les publications : Europe, Afrique, p. 34

Etats-Unis. « Les droits des **IMMIGRÉS** sont les droits du travail », p. 36 ◆ La grève de Hormel (1985-1986), p. 42

La situation des classes laborieuses au **JAPON** (XI), p. 45

CORRESPONDANCE. « Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts », p. 59

La crise économique : des hauts et des bas, p. 61

Dans les publications : théorie, histoire, organisations..., p. 70

NOTE DE LECTURE. « Revolution and Counterrevolution. Class Struggle in a Moscow Metal factory », de Kevin Murphy, p. 74

ÉCHANGES N° 128 — Printemps 2009

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ : 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ : 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

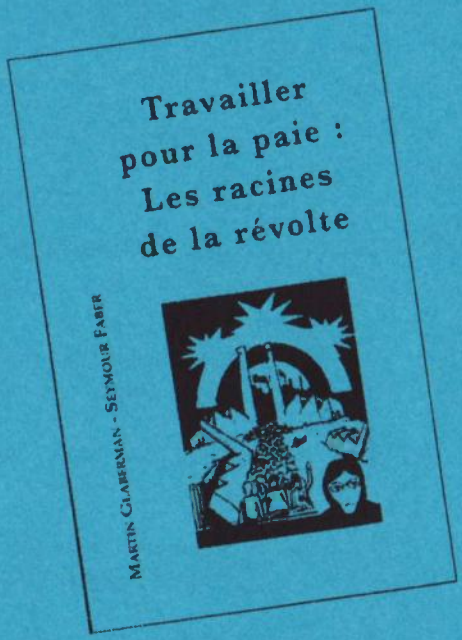
à Rennes

Alphagraph, 5 rue d'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRE PARUTION



S'appuyant sur leur expérience de militants,de nombreux témoignages de travailleurs et des analyses de sociologues, philosophes et historiens du travail, Martin Glaberman et Seymour Faber décrivent la résistance quotidienne de la classe ouvrière en Amérique du Nord, et notamment dans les usines automobiles de Detroit.

Sans occulter sexisme ou racisme (« Le travailleur en guerre contre lui-même»), ils dépeignent les comportements des ouvriers, sous l'angle du rapport capital-travail.

La traduction publiée en feuilleton dans *Echanges* a été révisée.

Editions Acratie, 164 p., 17 euros. Prix spécial abonnés d'Echanges : 10 euros.

Un blog sur les luttes :
http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2008/01/02/index.html

LA RÉPRESSION S'ACCENTUE

Conditionnement idéologique et contre-feux

QUERÉPONDRE à une question aussi générale que « ce que nous pensons de la situation actuelle sur certains aspects – manifestations du 29 janvier et 19 mars, recomposition de la gauche, nature de l'anti-sarkozysme, mouvement social et les jeunes de banlieues... » ?

Tout d'abord, que la situation actuelle ne doit pas être considérée sous le seul angle de la France, ou même de l'Europe. Bien sûr notre propre lutte se déroule là où nous sommes, mais le cadre national où nous pouvons œuvrer pour ce que nous considérons le « juste combat » et auquel nous pouvons consacrer une bonne partie de notre vie (peu importe en quoi il consiste et où il se situe) n'est pas isolé au sein de ce territoire. Doublement : d'une part avec la mondialisation du système capitaliste, tout y est internationalisé et interdépendant à la fois économiquement, socialement, politiquement et militairement ; d'autre part ce qui se passe partout dans le monde du point de vue des luttes, tout comme ce qui se passe ici même dans l'Hexagone, est presque immédiatement connu dans le monde entier et, d'une manière ou d'une autre, n'est pas sans répercussions même si elles ne sont pas immédiatement apparentes.

Les réponses à ces questions, qui sont toutes limitées à la France, sont inévitablement liées au contexte international. Un exemple : aux Etats-Unis, le pouvoir s'inquiète particulièrement des effets de la crise mondiale sur la situation interne et, prédisant l'irruption d'une violence similaire à celle des années 1920 ou 1930, rapatrie des troupes d'élite d'Irak et semble modifier en conséquence toute sa politique dans le Moyen-Orient. Ce n'est pas bien sûr à cette échelle pour la France, mais c'est à celle de l'Europe où bon gré mal gré, s'édifient aussi d'une part tout un arsenal de mesures financières et économiques pour tenter de limiter la casse et d'autre part un appareil répressif destiné à endiguer les débordements.

Dans cet appareil répressif, on doit mettre non seulement les plans d'utilisation des forces policières et militaires et l'arsenal législatif et de contrôle matériel et pénal, mais aussi les manipulations idéologiques qui, elles, sont beaucoup plus visibles et peuvent faire illusion dans un premier temps. Parmi ces manipulations idéologiques, je rangerais :

◆ l'anti-sarkozysme qui joue un rôle d'écran en concentrant sur un seul homme (il fait inconsciemment tout ce qu'il faut pour ça) l'impossible solution de la crise et qui fait de son remplacement éventuel une fallacieuse possibilité de « solution ». Cet anti-sarkozysme est d'ailleurs un amalgame hétéroclite d'oppositions diverses qui, eux non plus, ne peuvent trouver la martingale d'une « solution » qui resterait dans le cadre du système (rajeuni, moralisé, reconstruit, etc., les qualificatifs ne manquent pour masquer le vide même d'un réformisme qui se voudrait cohérent) ;

◆ ce qu'on appelle la « recomposition de la gauche » fait aussi partie de cette digue idéologique. A première vue elle peut apparaître, pour un Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) bénéficiant manifestement d'une certaine bienveillance du pouvoir, comme une trappe électorale sous les pas des socialistes. Mais il serait léger de s'arrêter à cet aspect ponctuel et temporaire. Toute situation de crise soulève la formation d'anticorps qui, sous la forme d'oppositions prétendument radicales, sont destinés à empêcher la transgression totale destructrice du système lui-même. Les ambiguïtés du NPA, entre autres, sont un bon terreau pour cette fonction ;

◆ d'une même façon, bien que sur un plan plus direct et matériel, les manifestations « unitaires » du 29 janvier et du 19 mars font partie de cette construction de digues pour encadrer (ils ne savent trop quoi, application sociale du « principe de précaution »). La fonction de ces manifestations promenades a été trop souvent utilisée et décrite pour qu'on s'y étende. La seule question que l'on peut se poser à ce sujet est : pourquoi tous les syndicats s'unissent-ils pour entériner ce minimum protecteur du système ? Cela rejoint les tentatives d'union nationale politique tentées par Sarkozy et plus ou moins avortées. Globalement, on peut dire que chaque fois que dans l'Histoire, tous les organes de représentation du pouvoir s'unissent, c'est pour imposer au prolétariat d'abord une situation qui représente pour lui une défaite magistrale.

Parallèlement à ce conditionnement idéologique et à ces contre-feux destinés à prévenir toute explosion sociale, la répression non seulement s'accentue mais se donne les moyens de parer à toute transgression, quelle qu'elle soit. Leur problème est de ne pas savoir en quoi elle consistera ni comment elle se manifestera. C'est le problème central de la crise actuelle.

Pour autant que je sache, trois exemples (il y en a certainement beaucoup d'autres) peuvent montrer comment les pouvoirs dominants envisagent d'avoir à faire face à des troubles intérieurs. Aux Etats-Unis, un chef du FBI les a qualifiés d'accès de violence pires que dans les années 1920 ; l'appel aux unités d'élite dont nous avons parlé montre que la Garde nationale, dont c'est la fonction mais basée sur le volontariat des classes moyennes locales, n'est certainement plus fiable ; dans le même temps des sections spéciales sont crées pour étudier, infiltrer, etc. les milieux jugés subversifs. Au Royaume-Uni, les services du contre-espionnage, prévoyant un « été violent », viennent aussi de créer une section spéciale en mélangeant aussi bien les néo-nazis et les groupes pour la libération des animaux que toutes « organisations derrière les actions sociales illégales comme les piquets secondaires » (*sic*) ; cette section spéciale, appelée « National Extremism Tactical Coordination Unit », va travailler étroitement avec tous les fonctionnaires, les autorités universitaires et des sociétés privées, afin d'« éliminer toute menace de criminalité et de désordre public venant de l'extrémisme intérieur ». En France, l'affaire Coupat a mis au grand jour une stratégie identique, tout en comportant un volet (qui existe aussi ailleurs) de manipulation idéologique préventive.

Relativement aux différentes manifestations récentes, quelques observations s'imposent. La manifestation non autorisée du 24 janvier (1), vu le nombre restreint de par-

(1) Le 24 janvier a eu lieu à Paris, boulevard de la Chapelle, une manifestation non autorisée « en solidarité avec tous les prisonniers et révoltés incarcérés ». La police a embarqué une centaine de personnes pour vérification d'identité.

Tizi Ouzou, le 31 mars.

Londres, le 1er avril.

ticipants, a permis à la police de procéder à un nombre relativement important d'arrestations sans autre suite – ce qui n'est pas négligeable pour elle, vu qu'elle avance dans le brouillard – que de faire un recensement nominatif d'une mouvance qu'elle a du mal à pénétrer donc à connaître. Pour la « grande » manifestation syndicale du 19 mars et celle de soutien aux emprisonnés, autorisée celle-ci et qui réunit un nombre relativement important de participants, on a pu observer une stratégie identique de la police : ne pas affronter directement les manifestants, mais les laisser s'étaler en les divisant en petits groupes qui ne peuvent plus communiquer entre eux et qui, avec le temps, finissent par se disperser. A mon avis, cette stratégie du moment témoigne du désir de ne pas provoquer de réactions en cas de violence ou de bavure ponctuelles.

L'exemple grec aurait été étudié en haut lieu et les reculades récentes sur des problèmes secondaires – essentiellement dans le secteur enseignant – illustrent bien cette crainte de voir un événement ponctuel être l'étincelle qui mettrait le feu à la plaine. Ce qui se passe dans les Antilles françaises illustre aussi ce propos, les atermoiements du pouvoir montrant bien ces hésitations sur l'emploi de la force répressive qui conduit à une situation inextricable et aux conséquences inévitables.

Les principales caractéristiques de la présente crise sont, pour tous les pouvoirs généraux et locaux « gérant » le cours aveugle du capital, qu'ils ne savent pas d'une part quel sera ce cours et les effets des mesures palliatives de circonstance qu'ils peuvent prendre, et d'autre part quelles seront les réactions de défense, voire d'attaque, voire d'organisation de tous ceux qui subissent plus ou moins durement les conséquences de cette crise et de ces mesures de circonstance.

Dans le passé, ces résistances s'organisaient autour de projets portés par des organisations et il était relativement facile de les identifier et de les réprimer. Il semble qu'il en soit très différent aujourd'hui. Un article récent du *Washington Post* posait la question de savoir où étaient les résistances présentes aux conséquences de la crise, qui se fait ressentir aujourd'hui beaucoup plus durement aux Etats-Unis qu'en France. Cet article évoquait notamment les mouvements de masse divers qui avaient secoué les Etats-Unis dans les années 1960, particulièrement contre la guerre du Vietnam, en posant la question de l'inexistence actuelle de tels développements. Il n'en concluait pas pourtant, comme certains peuvent le faire, à une passivité face à la chute dans la précarité des générations qui ont vécu le « rêve américain » et des jeunes générations qui n'ont

plus « aucun avenir ». Il développait l'idée que ces résistances étaient « ailleurs » que dans les formes traditionnelles. Il concluait (avec des témoignages) que les jeunes générations vivaient déjà dans cet ailleurs, complètement détachés de ce monde et de ses règles, un ailleurs mal défini dont on pouvait déceler le potentiel, sans pouvoir savoir sur quoi il déboucherait (on pourrait établir des correspondances avec les jeunes de « banlieues »). Les pouvoirs dominants peuvent difficilement vivre avec de telles incertitudes tant économiques que politiques qui les privent de tous les leviers de pouvoir qu'ils utilisent habituellement.

Pour en revenir à la France, on peut faire le même type de constatation : un malaise général doublé d'un « apolitisme » dans le sens d'un dédain total des filières médiatrices traditionnelles. En regard, rien de précis ne se dégage avec les caractéristiques habituelles d'une lutte ouverte. Par contre, une foule d'initiatives locales ponctuelles ou plus généralisées qui restent sur un plan horizontal, pour lesquelles les liens se tissent non plus à travers des hiérarchies d'appareils mais essentiellement via Internet ou des contacts informels localisés.

Personne ne peut dire comment cela se polarisera, et ce qui se passe dans les DOM avec ses spécificités n'est pas forcément un exemple – bien que cela puisse illustrer les incertitudes du pouvoir face à des situations dont il ne connaît ni la nature ni les perspectives d'évolution.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS

Prisons, sécurité

◆ *Barricata* n° 18 (mars 2009), « Fanzine de contre-culture, antifasciste et libertaire », contient un mélange heureux d'articles politiques sur la « sécurité » (Tarnac ou les fantasmes du pouvoir), l'antiterrorisme, les nouveaux antisémites, littéraires (Patrick Pécherot, un écrivain populaire ; sur l'ouvrage de Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, et de nombreuses critiques d'autres ouvrages), sans compter des incursions dans les groupes musicaux et leurs animateurs).
21*ter* rue Voltaire, 75011 Paris. Site www.barricata.org, courriel : rashparis@hotmail.com

◆ *Offensive* n° 27 (février 2009) est spécialement consacré à l'enfermement sous le titre « L'industrie de la punition » ainsi qu'aux différentes formes de résistance.
Une étude sur l'économie de la prison, source de revenu pour l'Etat grâce au travail des prisonniers, et sur l'expansion de la sphère judiciaire ; un rappel du débat sur la justice des mineurs, « Eduquer entre quatre murs ? » ; un entretien avec une sociologue sur « Le contrôle du genre, déviance des femmes et contrôle social particulier, etc. Et une réflexion sur penser l'abolition de la prison... qui ne va pas jusqu'à l'abolition de la peine envisagée par le mouvement abolitionniste des prisons et des peines (http://abolition.prisons.free.fr), mais qui cherche quand même à « démonter l'idéologie qui justifie l'existence des murs», « renverser les points de vue, [arriver à ce que] les "honnêtes gens" s'identifient à la personne qui commet un délit, essaient de comprendre pourquoi elle agit de telle façon ».

DERRIÈRE LE 60E ANNIVERSAIRE DE L'OTAN

Le complexe militaro-industriel européano-américain veut s'ouvrir des marchés par la guerre

LE SOIXANTIEME ANNIVERSAIRE de l'OTAN – Organisation du traité de l'Atlantique Nord – nous donne l'occasion de passer en revue le positionnement de l'ennemi de classe « la communauté internationale du capital » et l'arsenal de guerre du camp occidental. On fait beaucoup de tapage autour du « retour » de la France dans l'OTAN, célébré lors du sommet de l'organisation à Strasbourg les 3 et 4 avril. La France n'a en fait jamais quitté l'OTAN, dont elle était en 1949 un des membres fondateurs, elle en est encore aujourd'hui un des principaux contributeurs (1). De Gaulle, en 1966, a décidé de quitter le « commandement intégré » de l'OTAN, ce qui entraîna le départ du territoire français de toutes forces militaires des pays de l'Alliance, et notamment la fermeture des bases américaines ; il poursuivait ainsi son rêve d'indépendance et préservait l'autonomie de la force de frappe nucléaire alors en construction (2). Le « re-

tour » – avec des guillemets, puisqu'il n'y a jamais eu rupture (3) – de la France dans l'OTAN semble être tactique et aussi budgétaire, de même que la position du Royaume-Uni ; ces deux Etats se sont mis d'accord à Saint-Malo en 1998 (4) uniquement pour booster « la défense européenne » et s'ouvrir des marchés, tout en cherchant à faire contribuer à cet effort de guerre les autres pays européens qui aujourd'hui renâclent d'autant plus que la crise ronge leurs finances. Quant aux nouveaux membres de l'Union européenne, ils sont plus enclins à s'aligner sur l'Oncle Sam.

Même si, en apparence, la France et le Royaume-Uni ont obtenu de l'OTAN, suite

(1) « La France est le quatrième contributeur financier de l'Alliance avec des troupes qui comptent pour 7 % des effectifs engagés dans les opérations. Ce sont près de 4 650 soldats qui agissent sous la bannière de l'OTAN », lit-on dans le n° 94 (12 mars 2009) de *Clés Actu*, une publication officielle du porte-parole du gouvernement (www.porte-parole.gouv.fr/wp-content/uploads/2009/03/94-cles-actu-la-france-dans-lotan.pdf)

(2) « Dès à présent, bien que l'Alliance atlantique demeure telle que nous l'avons conclue en 1949, il ne subsiste pour nous aucune subordination ni actuelle, ni éventuelle de nos forces à une autorité étrangère (...) L'accession de la France à la puissance atomique et son accession à son indépendance en matière de Défense sont pour elle désormais une garantie essentielle et sans précédent de sa sécurité propre » (De Gaulle, conférence de presse du 28 octobre 1966).

(3) « Il s'agit là, non point du tout d'une rupture, mais d'une nécessaire adaptation » (De Gaulle, conférence de presse du 21 février 1966).

4( ) En décembre 1998, lors d'un sommet tenu à Saint-Malo, la France et le Royaume-Uni font une déclaration commune affirmant la détermination de l'UE à établir une politique européenne de sécurité et de défense.

au sommet de Prague (novembre 2002), le label de « nation Cadre NRF (Nato Response Force) » (5). Il n'en reste pas moins que l'objectif des Etats-Unis est l'intégration de l'UE dans l'OTAN, pour faire de l'OTAN un instrument de sa domination mondiale, dans le cadre du concept de RMA (Revolution in Military Affairs, Révolution dans les affaires militaires) élaboré par les Américains au lendemain de la chute du Mur de Berlin et réaffirmé par les faucons du Pentagone après la guerre du Golfe en 1991.

Les Etats-Unis ont le projet de faire aboutir cette révolution à l'horizon 2020, sur une objective force à dominante technologique dont le financement serait assumé par les membres de l'OTAN.

La tournée du président des Etats-Unis Barack Obama au sommet du G20 à Londres le 2 avril, puis à celui du 60e anniversaire de l'OTAN les 3 et 4 avril à Strasbourg et à Kehl (Allemagne), et au sommet Etats-Unis/UE le 5 avril à Prague, visait cet objectif et d'autres.

Sans reprendre tout l'historique visant à l'instauration d'une « défense européenne » (6), nous partirons du sommet de Saint-Malo du 4 décembre 1998 pour en exposer l'évolution récente. Quelque temps après ce sommet, Tony Blair se dira favorable à une armée européenne ; Madeleine Albright, alors Secrétaire d'Etat, rétorquera : « Nous ne voulons pas que l'identité européenne de défense sape la vitalité de l'OTAN. » La mise en garde est sans ambiguïté. En y regardant de plus près, le sommet de Saint-Malo ressemblait plus à un rapprochement pour cause budgétaire, le Royaume-Uni pas plus que la France n'étant capable seul de relever le défi technologique des Etats-Unis.

Les Etats européens devront se résigner et procéder à des coupes claires dans leurs divers programmes.

Dès 1994, l'Etat français va limiter ses dépenses d'armement, en se fixant pour objectif une baisse de 30 % des coûts des programmes sur la durée de la programmation, c'est-à-dire cinq ans. Ensuite les coupes claires, les interruptions et suppressions de programmes se sont succédé. La loi de programmation (1997-2002) allait réduire ses « cibles » sur 31 programmes et procéder à un étalement sur 20 autres.

Depuis, le gouvernement Fillon veut la suppression de quelque 54 000 postes au ministère de la Défense et des forces armées sur six ou sept ans, afin de libérer les finances nécessaires à la modernisation du matériel militaire lourd. Au Royaume-Uni, le gouvernement Major a lui aussi procédé à une baisse de 30 % du budget militaire.

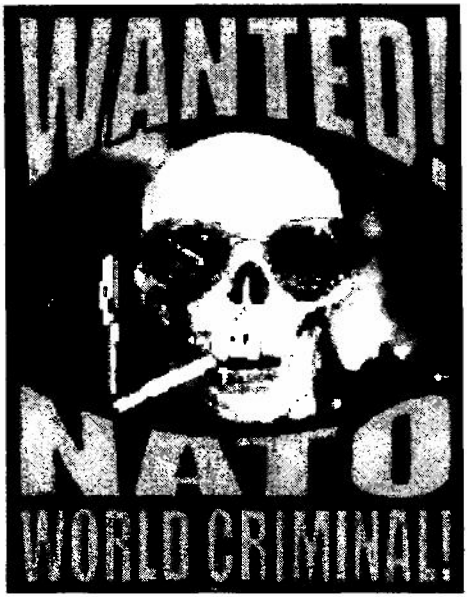
L'Etat français n'a plus la capacité de procéder à un développement industriel de ses prototypes à hautes technologies. Il est réduit, pour conserver les compétences de ses techniciens, à attendre l'européanisation militaire industrielle, qui tarde à se mettre en place. Cette politique dite « prototypaire » ne peut se prolonger très longtemps. Une fraction de la bourgeoisie française se rend compte qu'elle n'a pas les moyens de rivaliser durablement avec les Etats-Unis dans la course aux armements sans le soutien financier des autres pays de l'UE.

La politique de la France va alors lou-

---

(5) Depuis le 1er juillet 2005, l'armée de l'air française a le privilège (pour six mois) d'être l'un des principaux contributeur, avec les Britanniques, de la « Nato Response Force » (NRF).

(6) Voir « A propos de la constitution d'une communauté autonome de défense », *Echanges* n° 108 (printemps 2004).



voyer. Dès 1991, Mitterrand se rendra compte de la distance technologique prise par ses alliés lors de la guerre du Golfe et souhaitera un retour progressif de la France dans l'OTAN. En 2003, celle-ci est de nouveau membre de l'organisation militaire de l'OTAN (signalons que même en 1966 les forces armées françaises veillaient à toujours être en interopérabilité avec l'OTAN).

« En 1992, avec François Mitterrand, des officiers ont recommencé à assister au comité militaire dans le cadre des opérations en Bosnie. Avec Jacques Chirac, la France a réinséré des militaires français dans la structure intégrée en 2004 trois états-majors à Lille, Lyon et Toulon sont certifiés pour les opérations alliées et sur le terrain, des troupes françaises sont engagées avec l'OTAN en Afghanistan et au Kosovo (7).

(7) *Clés Actu*, document cité note 1

En échange de cette participation, la France de Chirac espérait obtenir le commandement sud de l'OTAN (celui qui couvre la zone des Balkans). Mais les Etats-Unis n'étaient pas enclins à satisfaire la demande française, dont ils percevaient l'ambition, celle d'une Europe militaire indépendante.

En décembre 1995, la France fait un pas de plus vers l'OTAN et siège de nouveau au Conseil des ministres et au comité militaire de l'OTAN. Depuis le sommet de Saint-Malo, l'Union européenne n'a cessé de renforcer et développer des structures communautaires (8) menant vers une force militaire unique et intégrée, capable d'intervenir sans hésitation tant à l'extérieur, que pour le maintien de l'ordre intérieur et même dans des contrées lointaines, le théâtre des opérations de l'Union européennne ne devant plus se cantonner à la défense des frontières de l'Union. Mais sortir d'une défense régionale pour se lancer avec les Américains et dans le cadre de l'OTAN dans des opérations visant la domination mondiale.

Mais quoi que puisse faire l'UE, elle reste un nain militaire par rapport aux Etats-unis. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les budgets militaires : 649,9 milliards de dollars pour les Etats-Unis, contre 59,2 pour le Royaume-Uni et 53,1 pour la France – ou, si l'on préfère : l'UE consacre 1,9 % de son PIB à la « défense » et les Etats-Unis 3,4 %.

En décembre 2003, le Conseil européen va s'aligner sur le discours étasunien en

(8) Notamment le comité politique et de sécurité,le Comité militaire de l'UE, le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), l'agence européenne de défense (AED), plus des organisations visant à faire face à la guerre de classe.

Déploiement de forces

80 sites de l'agglomération strasbourgeoise ont bénéficié de protection particulière et 30 d'une protection rapprochée, dont le site de l'Eurocorps, proche du village des anti-Otan mais aussi quatre aéroports de Bâle à Baden-Baden.

Pour la première fois en France, la manœuvre globale a été placée sous l'autorité d'un contrôleur général de la gendarmerie nationale.

8 escadrons (soit environ 600 hommes) ont été déployés autour de l'aéroport d'Entzheim, sur les berges du Rhin au nord et au sud de Strasbourg et à proximité de la passerelle Mimram du Jardin des Deux-Rives.

L'armée de terre est venue en appui avec des plongeurs, des chiens détecteurs d'explosifs, des ponts flottants, deux bases de missiles Crotale et plusieurs hélicoptères prêts à décoller à n'importe quel moment.

En sécurité aérienne, 400 personnes se sont ajoutées aux 400 militaires travaillant en permanence. Avec le renfort d'un radar de campagne installé en vallée du Rhin, d'un radar aéroporté sur avion Awax et d'un guet aérien renforcé à Colmar. Trois mirages 2000 et un ravitailleur en vol sont restés en alerte.

Les avions des délégations ont été stockés sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

À Strasbourg, les 280 caméras vidéos de surveillance ont été mises à contribution, ainsi que celles du Sirac et de la DDE.

adoptant une stratégie européenne contre le terrorisme et les armes de destruction massives. Cet alignement va donner l'occasion à l'Union européenne d'intervenir militairement dans plus de 19 opérations civiles et militaires sur quatre continents.

Deux opérations majeures seront menées par l'EUFOR (European Union Force) : l'opération Althéa (9) en Bosnie-Herzégovine pour remplacer l'OTAN puis, en janvier 2008, l'intervention au Tchad et en République du Congo.

Cette intervention est la plus importante de l'UE : plus de 3 300 soldats pour venir en aide aux humanitaires, en réalité aux autorités du Tchad et de la République démocratique du Congo, dont le pouvoir est menacé. L'opération multinationale du nom de Minurcat (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad) fut commandée à partir d'un état-major situé au Mont Valérien (Paris), relayé sur place au Tchad par un général de brigade français.

L'originalité des structures paramilitaires de l'UE consiste à toujours associer les descentes militaires à une aide aux populations, afin de légitimer au nom des droits de l'homme l'intervention impérialiste. Tout ceci se fait sous le couvert de missions « état de droit » dites Eulex -Ko-

---

(9) Le 2 décembre 2004 a marqué la fin de l'existence de la « Stabilization Force » en Bosnie-Herzégovine (SFOR), déployée en vertu de l'annexe 11 des accords de Dayton-Paris (1995). Dans la continuité de la SFOR, l'Union Européenne conduit à présent l'opération Althéa, commandée par le major général (Royaume-Uni) Leaky. Cette opération se compose d'environ 7 000 militaires sur le théâtre, répartis entre un état-major et trois « Task Forces » d'environ 1 800 militaires. 2 830 militaires allemands, italiens et britanniques sont dédiés au titre de la réserve opérationnelle à partir de leur territoire. Des moyens planifiés, en liaison avec le commandement air de l'OTAN et six pays membres de l'UE sont dédiés à Althéa.

sovo, dans le cadre de la Minuk (10). Une mission du même type sera mise en place le 21 février 2005 par le Conseil de l'UE, sous le nom d'Eujust Lex (« mission intégrée Etat de droit ») pour l'Irak.

La crise économique et financière contraint aujourd'hui le camp occidental à resserrer les rangs, et dans le contexte actuel, certains membres du lobby militaro-industriel français n'ont pas digéré la participation de plusieurs pays européens au programme aéronautique américains du JSF, ou au programme naval du LCS, au détriment de l'industrie militaire de l'Union européenne : une affaire de 4 milliards de dollars, et une véritable nique à l'Agence européenne de défense qui doit favoriser le marché européen des équipements de défense compétitifs et mettre en œuvre des politiques visant à renforcer la base industrielle et technologique de défense (BITD).

De plus, sur tous les grands dossiers, l'UE est brinquebalante. Le Royaume-Uni s'aligne sur Washington, la Pologne aussi. D'autres comme l'Espagne ou l'Italie ménagent la chèvre et le chou. Quant aux Etats-Unis, ils ne sont plus eux non plus en mesure de poursuivre seuls leur projet de RMA. Il leur faut la contribution financière des Européens, quitte à passer des alliances avec les producteurs d'armement de l'UE (type Raythéon).

Comme dans tous les autres secteurs, l'industrie d'armement en temps de paix ou de petites guerres localisées est en surproduction, ce qui avive la concurrence du secteur militaro-industriel et des monstres vont devoir tomber.

Côté américain, quatre géants se partagent le secteur aérospatial (Lockheed Martin, Northrop Grumman, Raythéon et Boeing), et côté ouest-européen, trois (Bae Systems, EADS et Thales).

Le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN dépendra au final du mode de répartition des commandes et des profits des complexes militaro-industriels. Nicolas Sarkozy en la matière soutiendra Dassault et EADS. Il est même question que, dans la corbeille des retrouvailles, l'armée française trouve la direction d'un des deux commandements stratégiques de l'OTAN, le « Commandement allié transformation » (ACT), basé à Norfolk, en Virginie, et chargé de piloter la réforme de l'OTAN. Et, en prime, qu'un général français prenne la tête du commandement régional de Lisbonne, où se trouve le QG de la force de réaction rapide de l'Alliance (11).

En conclusion

Les Etats-Unis, nous l'avons vu par exemple en mars 2003 lors de la guerre d'Irak, prétendaient pouvoir régenter seuls le monde. Ils sont allègrement passés au-dessus de l'ONU pour déclencher la

(10) La MINUK correspond à l'autorité administrative de l'ONU qui a pour but d'administrer le territoire et la population du Kosovo, tous les pouvoirs législatifs et exécutifs, ainsi que les pouvoirs judiciaires. Son but est de faciliter l'instauration au Kosovo d'une autonomie et d'une auto-administration. Elle doit aussi veiller au bon déroulement du retour et à la sécurité des populations réfugiées dans les pays limitrophes durant la guerre.

(11) Ce qui explique tout le cinéma – menace de boycotter la réunion – que Sarkozy a fait pour figurer sur la photo de famille au côté du secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer. Cette demande a été satisfaite par les dirigeants de l'Otan : à l'ouverture du sommet de Strasbourg M. Sarkozy devait prendre place à droite du chef de l'Alliance et la chancelière allemande Angela Merkel être assise à sa gauche. Après la photo de famille, les participants à la réunion devaient être installés autour de la table par ordre alphabétique.

guerre (12)) . Aujourd'hui ils veulent intégrer l'UE (leur principal concurrent économique) dans une sorte d'ONU armée, visant à marginaliser complètement les Nations-Unies.

Pour les Etats-Unis, les puissances ennemies sont toutes désignées (Chine, Russie, Iran , Corée du Nord ...) et c'est contre ce bloc potentiel que l'OTAN doit fourbir ses armes, se préparer au « choc des civilisations » c'est-à-dire à la montée de puissances économiques pouvant maintenant défier l'Occident (13). Telles sont, en dernière analyse, les raisons qui poussent les Etats-Unis à resserrer les rangs avec l'UE (qui cherchait à rester en dehors d'un tel conflit, pour ensuite, après la guerre, se présenter comme bloc reconstructeur).

Mais les Etats-Unis sont bien décidés à empêcher l'UE de jouer le rôle de Vénus, alors qu'eux-mêmes continueraient seuls à assumer celui de Mars (dieu de la guerre). Le mariage entre Mars (les Américains) et Vénus (les Européens) mis sur les bans par le politologue néo-conservateur Robert Kagan (14) devrait donner naissance à un petit monstre visant la domination mondiale.

G. Bad
mars 2009

---

(12) Comme la France, la Russie et la Chine entendaient utiliser leur droit de veto pour empêcher une approbation à l'ONU de la guerre contre l'Irak que voulaient les États-Unis et le Royaume-Uni. Ceux ci décidèrent, sans l'aval de l'ONU, d'attaquer l'Irak en mars 2003. Cette guerre fut qualifiée de guerre « illégale » par les secrétaires généraux des Nations-Unies

(13) Pour alimenter ce danger, on cite souvent Serguei Lavrov, ministre russe des affaires étrangères : « Pour la première fois depuis longtemps, un environnement concurrentiel existe sur le marché des idées entre différents systèmes de valeurs et modèles de développement. La bonne nouvelle du point de vue russe, c'est que l'Occident est en train de perdre son monopole sur le processus de mondialisation. »

(14) Robert Kagan, *La Puissance et la Faiblesse*, éd. Hachette, « Pluriel », 2006.

RÉSISTANCES DES ENSEIGNANTS

Politique libérale et sciences de l'éducation

EN MARGE DES LUTTES actuelles des chercheurs et des étudiants, des défilés périodiques pour la défense du service public et/ou des salaires, moins visibles et moins audibles, un certain nombre d'enseignants du primaire et du secondaire sont « entrés en résistance ». Toutefois, cette résistance semble être le fait de minorités sur fond d'apathie générale dans de nombreux établissements malgré les difficultés croissantes dans l'exercice de cette profession.

La plus ancienne et la plus méconnue de ces résistances est celle d'enseignants – universitaires ou non – qui tentent depuis longtemps d'alerter leurs pairs et le public sur les dégâts du pédagogisme. L'association Reconstruire l'école (www.r-lecole.free-surf.fr) a tenu sa première réunion publique en janvier 1999, organisée par Le Collectif pour la démission d'Allègre et La Coordination des enseignants du Nord-parisien. Cette réunion avait été précédée en janvier 1998 par un Comité de défense de l'école de la république dont la pétition nationale « Pour des états généraux de l'éducation » avait recueilli plus de 2 000 signatures en quelques semaines.

> « Reconstruire l'école : car c'est bien à sa destruction que l'on assiste. Pis : c'est à sa destruction que l'on nous "invite" à collaborer ! Avant de nous y contraindre, naturellement... La destruction de l'école procède en effet de deux logiques. Selon la première, il s'agit de la soumettre à une norme qui lui est imposée de l'extérieur, le marché : elle est sommée de se conformer aux exigences du libéralisme économique, et le ministre n'en fait pas mystère, puisque au contraire il se vante d'"instiller l'esprit d'entreprise à l'école". Mais la destruction de l'école a aussi lieu de l'intérieur, car elle est sommée, en même temps, de se conformer aux réquisits des "sciences de l'éducation" [...]. Or, ce qu'il y a d'exceptionnel dans la circonstance présente, c'est la rencontre de ces deux logiques, qui ne datent pas d'aujourd'hui, ni l'une ni l'autre. Mais c'est précisément leur rencontre qui précipite la destruction de l'école : la politique libérale trouve en effet dans les "sciences de l'éducation" et ses avatars un parfait auxiliaire pour s'annexer l'institution scolaire à ses fins, et réciproquement les "sciences de l'éducation" et leurs avatars trouvent dans l'application de la politique libérale le moyen d'investir l'institution scolaire et de la transformer au point de s'y rendre indispensables et de ne plus pouvoir en être à l'avenir délogées » (1).

(1) Il serait long et fastidieux ici de citer tous les livres écrits par des enseignants et œuvrant dans le même sens. On peut trouver une bonne bibliographie sur le site www.appy.ecole.free.fr, sur le site de Sauver les lettres, Savoir Lire Écrire et Compter (SLEEC) et des blogs « amis ». Il faut cependant signaler un ouvrage fondateur dans cette prise de conscience de la menace « libérale » qui pèse sur l'école, il s'agit de *Tableau noir*, de Gérard de Sélys et Nico Hirtt (EPO 1998) dont le sous-titre est « Résister à la privatisation de l'enseignement ». Pour l'aspect de résistance au pédagogisme et aux sciences de l'éducation, voir les ouvrages de Liliane Lurçat, chercheur au CNRS : *La Destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs* (éd. François-Xavier de Guibert, 1998) et *Vers une école totalitaire ? L'enfance massifiée à l'école et dans la société* (même éditeur, 1999).

Le pédagogisme préconise qu'« apprendre à apprendre » est plus important que d'acquérir des connaissances, que l'enseignant ne doit plus transmettre des savoirs mais aider l'élève à « construire son propre savoir », si possible de façon ludique et par sa propre activité. Liliane Lurçat parle d'« abandon pédagogique » des enfants. Cette résistance a été totalement occultée dans les médias mais aussi dans la presse syndicale, car elle se démarque clairement de l'égalitarisme caractéristique de la pensée unique et du politiquement correct dans l'éducation nationale. Plus « à gauche », on lui reproche d'être « étatiste » et « conservatrice ».

Plus récente et plus visible (voir les reportages de FR3 Rhône-Alpes), relayée par Sud et la CNT (Vignoles) et par de nombreux parents d'élèves, la « désobéissance pédagogique » des enseignants « désobéisseurs » n'est pas non plus prise en compte par les syndicats majoritaires malgré la répression dont elle fait l'objet. On peut en trouver l'historique et les détails sur le blog « résistance pédagogique pour l'avenir de l'école » qui contient de nombreux documents et lettres ouvertes. Cela commence le 6 novembre 2008 par la publication de la lettre de désobéissance qu'André Réfalo (instituteur dans la banlieue toulousaine) envoie à son inspecteur. Cette initiative a fait tache d'huile et regroupe maintenant environ 2 000 instituteurs qui refusent d'appliquer la réforme Darcos de 2008 et veulent s'en tenir à celle de 2002. Ils refusent l'aide personnalisée, les évaluations nationales en CM2, la base élèves et la suppression des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased). Les sanctions sont d'ordre financier (retenues sur salaire pour service non fait) et sont appliquées de manière assez brutale et inégalitaire (diviser pour régner !).

Cette résistance est intéressante dans sa forme puisqu'elle tente de contourner les « temps forts » des grandes centrales syndicales et semble relever d'anciennes pratiques révolutionnaires de désobéissance civique. Mais, à lire ses communiqués, force

Au Royaume-Uni

Les Britanniques ont déjà mis leurs écoles en concurrence et ferment celles qui ne sont pas assez performantes. Ils éprouvent aussi des difficultés pour recruter et retenir des enseignants. Les deux notes qui suivent sont peut-être prémonitoire de ce qui nous attend dans quelques années !

The Guardian, 10 mars 2009 : Les ex-employés de la City se voient offrir une formation accélérée (six mois) pour enseigner. Le gouvernement cible les ambitieux qui perdent leur travail à cause de la récession. Les syndicats disent qu'une formation de six mois dévalue la profession d'enseignant. Ceux qui sont particulièrement doués pour raient devenir proviseurs en quatre ans. Cette initiative fait partie des réformes du service public par les Travaillistes. Au moins 200 personnes devraient bénéficier de cette formation en 2010. Certains seront éligibles pour des « golden hellos » de 10 000 livres sterling s'ils choisissent des écoles dans des zones défavorisées.

BBC, 5 mars 2009 : « Des caméras de surveillance ont été installées dans les classes de quatre écoles du Grand Manchester afin de contrôler les nouveaux enseignants, ont déclaré les autorités éducatives locales. » Le but serait de fournir un feed back aux enseignants fraîchement diplômés.

est de reconnaître qu'elle est tout aussi « étatique » que la précédente et elle semble moins claire dans son positionnement vis-à-vis des sciences de l'éducation et des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui en sont les laboratoires. Il ne faut pas non plus exagérer sa popularité auprès des instituteurs : de nombreuses régions et écoles ne participent pas du tout à ce mouvement.

Enfin, ces deux résistances ne sont unies que par leur refus de la marchandisation et de la privatisation de l'école et non sur les finalités de cette école (instruction/éducation, lieu de vie/lieu de savoir, etc.). Face à la mise en concurrence des lycées, des universités, face à l'idéologie du résultat, dans un contexte économique anxiogène, elles risquent de ne pas peser très lourd.

A.Sc.

Dans les publications

France

◆ « Depuis la fin des années 1970, on affirme qu'il y a une baisse continue des conflits du travail dans les entreprises [Or] Toutes les formes de lutte (...) (débrayages, grèves courtes et longues, grèves du zèle et grèves perlées, manifestations, pétitions et refus d'heures supplémentaires) ont augmenté pendant la période de 1996-1998 à 2002-2004, sauf une : les grèves de plus de deux jours, qui stagnent. » C'est une des constatations de l'entretien que publie *Offensive* n° 21 (février 2009) avec Jérôme Pélisse, co-auteur de *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, et qui s'intéresse aussi à l'articulation entre conflits individuels et collectifs, à l'absentéisme, à la judiciarisation des luttes... Sur ce dernier point, curieusement, Jérôme Pélisse s'en tient aux recours aux prud'hommes par les salariés, « dont se plaint le patronat », et pas à l'autre versant, la pénalisation des mouvements sociaux... dont parle ce même numéro d'*Offensive*, mais dans un dossier sur les prisons (voir page 6).

◆ « Une lutte exemplaire face aux licenciements : le marché Saint-Pierre à Paris » dans *Courant alternatif* n° 188 (mars 2009).

◆ « En 2009, la colère monte aussi des universités » dans *Courant alternatif* n° 188 (mars 2009).

◆ « La manifestation syndicale du 29 janvier et ses suites à Saint-Nazaire » dans *Courant alternatif* n° 188 (mars 2009).

◆ « L'épouvantail terroriste » dans *Jakilea* n° 90, mars 2009.

◆ « Le fantasme du retour de l'insurrectionnalisme » dans *Alternative libertaire* n° 180 (janvier 2009).

◆ « Fermeture de la gare Saint-Lazare : Irresponsables de tous les pays »,. dans *CQFD* n° 64 (février 2009).

◆ « Nouvelles de la guerre sociale » dans *Cette Semaine* (décembre 2008).

Guadeloupe

◆ « L'étincelle antillaise, pour une explosion sociale salutaire » dans *Alternative libertaire* n° 182, mars 2009. Pour AL, il faut renforcer un « syndicalisme de lutte», avancer des « revendications plus offensives » (32 heures, augmentation des salaires de 300 euros, blocage des dividendes...)... Et aussi : « L'économie coloniale en question. »

◆ « Guadeloupe : Voilà mon pays qui se lève », dans *CQFD* n° 64 (février 2009).

◆ Guadeloupe : « 44 jours pour changer le monde », dans *Courant alternatif* n°189 (avril 2009), et sur http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article542, un utile rappel des faits.

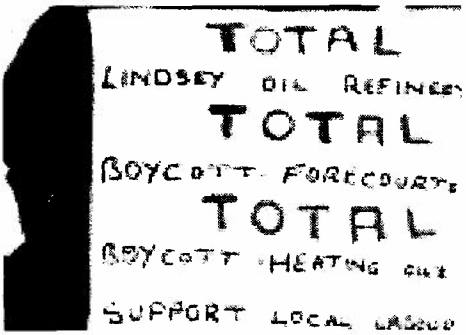
LA LUTTE DE CLASSE TELLE QU'ELLE EST : RACISME ET ANTIRACISME

La grève menée par des ouvriers britanniques sous le slogan « British jobs for british workers » n'était pas dirigée contre les étrangers, mais contre leurs conditions d'embauche

La raffinerie Total (Lindsey Oil Refinery, LOR) à Lindsey près d'Immingham sur la côte de la Mer du Nord, dans ce qui fut le cœur industriel de l'Angleterre (Lincolnshire), s'agrandit. Comme d'autres chantiers d'agrandissement ou de construction d'usines du secteur de l'énergie, elle emploie des travailleurs occasionnels (plus de 3 000 non-Britanniques dans ce secteur, sur plus d'une vingtaine de chantiers) œuvrant pour des sous-traitants, les contrats de travaux d'ingénierie étant confiés aux moins offrants, ceux qui peuvent garantir le meilleur taux d'exploitation du travail (salaires et conditions de travail). 600 de ces « contractuels » sont déjà exploités sur le site de LOR. De même, Alstom agrandit la centrale de Staythorpe près de Newark-on-Trent, dans le Nottinghamshire, et le sous-traitant emploie 800 travailleurs polonais et espagnols non syndiqués, refusant même d'examiner la simple candidature d'un travailleur britannique.

De telles situations ont toujours existé à plus ou moins grande dimension. Quand un entrepreneur œuvrait sur un chantier de construction – qu'il s'agisse d'une simple maison, d'une usine ou d'un projet pharaonique, quel que soit le site de ce chantier sur une commune voisine ou sur le territoire national ou dans le monde entier –, il amenait au moins une partie des travailleurs, ne recrutant souvent sur place que des travailleurs non qualifiés. Il s'agissait, pour les grands chantiers, souvent aussi de sous-traitants et celui qui l'emportait était le moins offrant, ce qui inévitablement signifiait entre autres des conditions d'exploitation plus dures pour les travailleurs de ce sous-traitant. Dans ces conditions, on pouvait trouver des compétitions et des conflits entre la main-d'œuvre locale et la main-d'œuvre « importée ».

Comme il le fit autrefois à l'échelle des régions et des pays, le capitalisme joue la carte des migrations internes à l'échelle de l'Europe, de façon à entraîner une baisse du prix de la force de travail (salaires et conditions de travail) donc une mise en compétition des travailleurs et une division de fait qui n'est pas sans laisser de traces dans les relations humaines et les solidarités. La libre circulation des travailleurs dans l'Union européenne permet l'exploitation des travailleurs des derniers Etats admis (les pays de l'Est) en les utilisant, dans le pays où s'exécutent les travaux ainsi sous-traités, dans les conditions en vigueur dans leur pays d'origine. C'est une situation parfaitement légale de par les traités unissant les Etats de l'Union. Cela



a été de plus confirmé en décembre 2007 par deux arrêts de la Cour européenne de justice. L'un précise que ce sont les conditions de travail du pays d'origine qui peuvent continuer à s'appliquer où qu'ils travaillent dans l'UE et interdit aux syndicats d'engager des actions revendicatives sur ce point. L'autre, au nom de la « liberté d'établissement », légalise le recours aux « pavillons de complaisance » exploitant des marins du monde entier à des conditions très en deçà de celles que des décennies de lutte avaient imposé pour les marins nationaux.

La grève sauvage s'étend

Sur le site LOR de Total, œuvre sur les travaux d'extension un sous-traitant, Shaw, qui a déjà perdu un tiers du marché et licencié une partie de ses ouvriers, en grande partie britanniques. C'est alors, le 28 janvier, que la direction de LOR annonce qu'une partie des travaux seront confiés à une société italienne, IREM, laquelle embauchera 200 à 300 travailleurs italiens et portugais. Une centaine d'entre eux sont déjà sur place, logés sur des péniches dans le port de Grimsby, et d'autres doivent venir les rejoindre. Une grève sauvage éclate alors sans aucun préavis, demandant que des travailleurs britanniques soient employés pour ces travaux. Un comité de grève est constitué. La grève sauvage, rapidement connue par Internet et les portables, s'étend immédiatement sur une douzaine d'autres sites de construction, pas seulement de Total mais aussi d'autres raffineries et des centrales électriques, là où travaillent plus de 3 000 travailleurs européens non-britanniques chez des sous-traitants, dans des conditions identiques, pour des salaires et dans des conditions de travail inférieurs aux normes locales.

Les syndicats Unite et GMB prennent toute l'affaire en mains bien que leurs positions sur ce problème soient particulièrement ambiguës. Malgré des pressions constantes de la base des travailleurs de ce secteur, ils ne peuvent que traîner, leur existence officielle et les lois britanniques sur les conflits du travail leur interdisant toute action illégale. Tout ce qui leur reste, et c'est ce qui apparaîtra dans ce conflit, c'est la médiatisation d'un populisme verbal.

Le conflit est immédiatement porté devant l'organisme officiel de médiation ACAS (Advisory Conciliation Arbitration Service) où se retrouvent les représentants du gouvernement, des syndicats, de Total, d'IREM mais où la pression de la base contraint d'accepter la présence de représentants du comité de grève de LOR.

Un premier accord qui prévoit l'embauche de 60 travailleurs britanniques (40 non-qualifiés, 20 qualifiés) est refusé par les grévistes de LOR. Quelques jours plus tard, un autre accord est présenté aux grévistes : il prévoit que sur 198 embauches par IREM, 101 seront britanniques et qu'aucun des 300 travailleurs italiens et portugais ne sera licencié. Le gouvernement promet qu'il engagera des pourparlers pour tenter d'harmoniser les conditions de travail de tous les travailleurs employés sur ces sites, mais on ne sait pas trop en quoi consistent exactement ces engagements. Toujours est-il que ce dernier accord est accepté par les travailleurs de LOR.

Apparemment cela a suffi pour arrêter l'extension des grèves, qui semblaient être des mouvements de solidarité autant que visant le problème de l'emploi d'immigrés européens. Pourtant, sur certains sites de construction de centrales thermiques (Staythorpe et Isle of Grain) par Alstom maître d'œuvre, des actions continuaient de se dérouler le 11 février contre les sous-traitants. Tout en serait resté là si le gouvernement et les médias n'avaient fait grand cas de cette grève avec un écho dans les cercles européens, tant patronaux que politiques de gauche, mais pas sur les mêmes thèmes.

La crise frappe particulièrement la Grande-Bretagne. Les deux mamelles de sa prospérité relative des dernières décennies se sont effondrées. Le prix du pétrole, après son envolée spéculative, est redescendu à des niveaux dérisoires ; l'effet en est d'autant plus ressenti que la production de pétrole et de gaz décline lentement par épuisement des puits. Toute la sphère financière est à la dérive et le gouvernement doit renflouer – nationaliser – les plus importants établissements financiers.

Manifestation des travailleurs du chantier d'une centrale Alstom à Staythorpe.

Parallèlement, ce qui reste du secteur industriel (1) subit durement le contrecoup de la crise financière. Le résultat est une augmentation brutale du nombre des chômeurs, passés à 2 millions fin 2007 avec une prévision d'une envolée à 3 millions courant 2009. Un retour aux chiffres atteints en 1982, suite aux mesures prises par Thatcher d'ouverture totale du marché britannique au nom du libéralisme, ce qui permit de briser la combativité ouvrière ; cependant, cette fois, ce n'est pas un problème purement britannique mais un problème mondial et de telles manipulations ne sont plus de mise.

Les secteurs les plus touchés par le chômage sont le secteur financier (notamment la région de Londres et la City) et le bâtiment, en raison comme aux Etats-Unis des prêts hypothécaires et de la spéculation immobilière (2). C'est dire que ces travailleurs du bâtiment dont font partie ceux

(1) Le secteur industriel traditionnel britannique a été largement décimé sous le gouvernement Thatcher (1979-1990) par l'ouverture du Royaume-Uni à la circulation mondiale des marchandises et des capitaux. Au début des années 1980, 100 000 emplois disparaissaient chaque mois au Royaume-Uni, surtout dans le centre et le nord, qui avaient été le cœur industriel du pays. Aujourd'hui, la récession touche surtout Londres (secteur financier et BTP) et le Sud-Est (industries nouvelles) ; rien qu'à Londres on prédit la disparition de 200 000 emplois.

(2) Le Royaume-Uni a développé le même système de

embauchés sur les sites du secteur de l'énergie, pouvaient s'estimer directement lésés par l'embauche d'ouvriers italiens.

Lors du congrès du Parti travailliste de septembre 2007, le leader du Labour et premier ministre Gordon Brown, devant faire face à des échéances électorales, s'était lancé dans un populisme de mauvais aloi en reprenant le slogan ultra-nationaliste (3) « des emplois au Royaume-Uni pour des travailleurs britanniques ». Cette déclaration lui avait valu immédiatement les critiques du parti conservateur, relayant les positions du patronat britannique. C'est l'intérêt bien compris du capital d'utiliser tant que faire se peut, en toute légalité, des travailleurs européens sous-payés. Cela non seulement fait baisser directement le coût de la force de travail mais, indirectement, fait pression sur les salaires de tous les travailleurs, d'autant plus fortement que le chômage croît quotidiennement. Ce n'est nullement un paradoxe de voir le patronat et la couche politique qui lui est plus directement liée défendre des positions européennes. Mais pas n'importe quelle position européenne, celle qui a été rappelée ci-dessus.

Manipulations médiatiques

La grève sauvage et son extension rapide ont pourtant un tout autre sens. Elle a réveillé les vieilles inquiétudes sur la lutte de classe et tout le passé des luttes depuis la dernière guerre mondiale (4). Ces craintes ne sont pas surfaites. Dans les années récentes, des amorces de telles extensions de grèves locales ont déjà eu lieu notamment dans les postes et les transports. On se trouve en présence d'une catégorie de travailleurs en général qualifiés, se retrouvant sur des chantiers de même nature dans le monde entier, ayant les mêmes problèmes dans leurs relations de travail et vraisemblablement ayant même des relations personnelles, une sorte de réseau horizontal. La solidarité de classe peut s'affirmer et explique la fulgurante extension du conflit.

En dénonçant, en contradiction avec ses propos antérieurs, le caractère « xénophobe » de la grève, en ouvrant ainsi la porte à une polémique sur le « racisme » des travailleurs, en l'occurrence britanniques, en rompant le fer à ce sujet avec les conservateurs et le patronat, le gouvernement provoquait un débat qui pouvait n'être que politique et idéologique mais qui en fait divisait un front de classe que la crise tendait à reconstituer. Une série de détails entourant les manipulations médiatiques autour de cette grève tendent à montrer tout l'arrière-plan concerté d'une opération politique recherchant cette division.

Un seul exemple pour illustrer cette manipulation. Interrogé par un journalise de la BBC, la télévision britannique, un gréviste de LOR déclarait : « On ne peut pas travailler avec des Portugais et des Italiens, on est complètement séparés d'eux, ils viennent avec leurs propres sociétés. » Une telle

crédits hypothécaires spéculatifs que les Etats-Unis et ses banques se trouvent pratiquement toutes dans une même situation de faillite entraînant leur nationalisation de fait. Le secteur du BTP qui avait connu, pour une bonne part à cause de la construction de maisons individuelles, un essor remarquable, a connu en 2008 une chute tout aussi remarquable, entraînant des dizaines de milliers de licenciements.

(3) Cité dans une note de Philippe Marlière, maître de conférence en sciences politiques à Londres, du 11 février 2009.

(4) Cette résistance que l'on a appelée la « maladie anglaise » fut la résistance des travailleurs britanniques aux transformations économiques de l'après guerre jusqu'en 1979. Cette période et ces luttes sont abordées dans l'ouvrage de Cajo Brendel *Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne 1945-1977* (disponible à Echanges).

Dans les publications

◆ Voici, traduit de l'allemand, le post-scriptum à l'article « Angleterre : Solidarité antisociale » paru dans le n° 83 (printemps 2009) de la revue allemande *Wildcat* : « Fin janvier, la colère collective et ses contradictions se sont exprimées dans des grèves sauvages qui ont touché toute l'industrie énergétique. Dans la raffinerie Total de Lindsey, les ouvriers se sont mis en grève contre la décision, fondée en droit sur une directive européenne, du sous-sous-traitant sicilien IREM de faire venir ses "propres" ouvriers italiens et portugais pour des travaux de construction sans consultation des travailleurs locaux. Rien que cette seule manifestation de solidarité avec les chômeurs eût suffi à en faire une grève "politique", donc "illégale" ; en se joignant au mouvement, des ouvriers de onze autres sites se sont à leur tour mis en grèves de solidarité doublement "illégales". Ces grèves reprenaient le slogan de Gordon Brown "des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques", de telle sorte que les journaux ennemis des travailleurs leur apportèrent leur "soutien" et réussirent à en faire une question de "nationalité". Les grévistes s'opposèrent fermement à cette interprétation, mais on ne sait dans quelle mesure leur voix fut entendue, le conflit s'étant achevé sur une promesse d'embauche de cent "Britanniques". C'est pourquoi nous le répétons ici : ce qu'ils ont dit est exact. Si déplorable qu'ait pu être le mot d'ordre, il s'agissait en fait d'un conflit concernant une attaque contre les salaires dans le contexte d'une crise des revenus. Les conventions salariales ne sont pas légalement garanties en Grande-Bretagne, si bien que les travailleurs européens "détachés" conformément aux directives européennes ne sont pas obligatoirement rémunérés selon les salaires usuels de branche. Les grévistes de Lindsey ne demandaient pas l'expulsion des étrangers, mais la même protection pour les travailleurs locaux et étrangers et une solidarité internationale (syndicale). Une centaine d'ouvriers polonais se sont ainsi mis en grève par solidarité dans la centrale nucléaire de Sellafield.

De leur côté, les employeurs disent qu'ils sont contraints de recruter des travailleurs étrangers à cause des nombreux arrêts de travail "dans le style des années 1970". »

◆ « Grande-Bretagne : Racistes, les grèves sauvages ? », dans *Alternative libertaire* n° 182 (mars 2009) : « La majeure partie de la presse bourgeoise a résumé ces grèves à du racisme pour les discréditer (..) [leur] réalité première est pourtant l'opposition à une attaque contre la main-d'œuvre syndiquée c'est-à-dire, dans le système anglo-saxon, disposant de certaines garanties sociales. Ces grèves, qui font partie des plus radicales de la décennie, ont reçu un niveau de solidarité important. »

◆ Voir aussi, sur le site www.marxist.com/britain-lindsey-oil-militancy-pays.htm (en anglais), des entretiens réalisés par Socialist Appeal avec des travailleurs de Lindsey, expliquant que la grève n'était pas dirigée contre les ouvriers étrangers,mais contre les mauvaises conditions de leurs contrats.

◆ Et encore : http://thecommune.wordpress.com/2009/02/03/hundreds-of-polish-workers-join-wildcat-strikes/

◆ « For international solidarity between workers'... », http://links.org.au/node/887/11332

◆ « Racist oil workers? - Blame Nationalism! (not the people). Lindsey Farm, Total and the Media. », http://nobordersnortheast.wordpress.com/2009/02/03/bbc-strike-coverage-outrage/

déclaration relatait simplement un fait, à savoir que non seulement la langue mais l'ensemble de leurs conditions de travail, sans compter leur logement et leur condition juridique d'employés par une société étrangère, rendait particulièrement difficile tout contact voire toute solidarité. La grève de LOR a permis de savoir que ces travailleurs italiens (comme sans doute d'autres immigrés temporaires, « importés » sur un chantier « étranger »), étaient parqués dans des péniches amarrées dans le port proche de Grimsby (avec bar et petit cinéma intégré), derrière un cordon de barbelés de 2,50 m, et que même un représentant de la télévision italienne n'avait pu y avoir accès (évincé par des gardes) et avait dû se contenter d'interroger un représentant britannique du comité de grève.

Ce propos que nous venons de rapporter a été tronqué dans l'émission de télévision, et condensé dans cette seule phrase : « On ne peut pas travailler avec des Portugais et des Italiens », qui insistait sur le rejet de l'étranger et la fermeture à l'immigration.

Ce n'était pas le seul indice de manipulation. Pour autant qu'une pancarte individuelle dans une manifestation ne représente que l'opinion de celui qui la brandit, les reportages sur les manifestations pouvaient insister sur des pancartes anti-immigrés et en ignorer d'autres portant des slogans internationalistes: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. » Derek Simpson, un des leaders du syndicat Unite (5) impliqué dans cette lutte (ayant d'ailleurs plutôt pris le train en marche) pouvait déclarer, sans crainte d'être désavoué par les travailleurs en grève : « Ces grèves n'ont rien à voir avec le racisme ou l'immigration. C'est une question de classe. » Mais en même temps, effet de ce double jeu que nous avons évoqué, il pouvait apparaître sur un tabloïd, le *Daily Star*, entouré de deux filles en maillots de bain aux couleurs du drapeau britannique et portant l'inscription « British Jobs for British Workers ».

A l'appui du refus d'affirmer des positions nationalistes et racistes, on peut citer le rejet par les grévistes de toute tentative d'approche du parti ultra-nationaliste BNP (6), même si ses slogans ont pu être repris par des manifestants de même que par le premier ministre une année auparavant. Il est bien certain qu'une partie des travailleurs peuvent soutenir des positions racistes – en témoignent ces pancartes admises dans les manifestations, ces inscriptions, le déploiement de drapeaux britanniques et cette manifestation hostile aux docks de Grimsby devant la péniche « hébergeant » les travailleurs italiens aux cris de « Go back to Italy » (7). Mais dans l'appréciation de ces paroles ou actes, il faut prendre garde d'une part aux généralisations, aux invectives dans une situation

(5) Unite est le plus grand des syndicats britanniques membre de la confédération TUC, formé suite à la fusion de T&G et Amicus et qui compte 2 millions de membres. Derek Simpson en est le secrétaire général adjoint. GMB est aussi un syndicat général, mais plus axé sur les travailleurs des collectivités territoriales.

(6) Le BNP, British National Party, est l'équivalent britannique du Front National de Le Pen ; il n'a pas connu la même dimension électorale mais compte une fraction activiste beaucoup plus « musclée » dans la pratique de raids anti-immigrés. Le British National Party a mené une propagande importante en soutien aux grévistes. Il s'est même doté d'un syndicat appelé Solidarity qui singe le logo de Solidarnosc, le drapeau britannique en plus. Solidarity est a priori un groupuscule d'à peine plus d'une centaine de membres, donc bien incapable d'avoir eu un rôle majeur dans le conflit. Electoralement, le BNP n'a pu rassembler aux élections locales plus de 200 000 voix, bien loin donc des scores qu'ont pu obtenir le Front National en France, le Vlaams Block en Belgique, l'extrême-droite en Autriche ou en Italie. Il n'est même pas sûr que ce soit le BNP qui ait organisé la manifestation d'hostilité devant la péniche-refuge des travailleurs italiens.

(7) Cité par le quotidien *The Independant* du 31 janvier 2009.

précise et au fait que de tels propos dans la bouche d'un travailleur n'ont pas forcément le même sens que dans la tête d'un intellectuel ou d'un politique.

Unification des droits

Dans les faits, les grévistes n'ont à aucun moment exercé aucun chantage sur les travailleurs italiens ou portugais ou exigé leur rapatriement (8). L'essentiel des actions était dirigé contre le gouvernement et le patronat qui, d'une manière ou d'une autre autorisaient ce dumping social. A Plymouth, la grève de solidarité revendiquait une unification des droits pour tous les travailleurs quels qu'ils soient. De même, dans les meetings, outre la question de l'embauche des Britanniques, les revendications portaient sur les mêmes droits syndicaux pour tous, un accord national pour une unification des salaires et des conditions de travail identiques.

Les débats sur le « racisme ouvrier » ont largement masqué le caractère de classe de la grève et surtout la forme qu'elle prenait, balayant tous les contre-feux édictés durant l'ère Thatcher et maintenus intégralement par la « gauche » travailliste au pouvoir depuis des années. Un article du *Financial Times* (le quotidien de la finance mondiale) du 7 février 2009 relativisait cette grève sauvage axée sur l'utilisation de travailleurs étrangers qui reprenait le style des conflits des années 1970, en la replaçant dans le contexte d'une vague de conflits sociaux au Royaume-Uni au cours des dernières semaines. La préférence donnée aux travailleurs non britanniques (et la motivation de cette campagne) n'est pas tant une question de salaires, mais que ces travailleurs sont beaucoup moins enclins à se lancer dans des grèves sauvages.

La « maladie anglaise » est toujours latente et l'article cite deux exemples récents. Un site de construction d'une centrale thermique à Southampton a connu, en mars, des débrayages de « sympathie » (totalement illégaux), pour la mort d'un retraité ou pour le décès d'un proche d'un des travailleurs. A Lindsey, là où la présente grève a débuté, la raffinerie et l'ensemble du site ont connu en un an (de novembre 2007 à novembre 2008) 22 400 journées de grèves sauvages, une journée pour chacun des 25 000 travailleurs du site, 32 fois plus que l'ensemble des travailleurs britanniques.

Ces débrayages peuvent concerner des sujets apparemment aussi futiles que la pause pour le thé ou le dysfonctionnement d'une chaudière. Les médias gardent le silence sur la persistance des résistances des travailleurs britanniques à la pression de la productivité, que le patronat feint de son côté d'ignorer. Une des raisons données par LOR du non-renouvellement du contrat du sous-traitant Shaw en faveur du sous-traitant italien était la crainte d'une faible productivité qui ne permettrait pas l'achèvement du chantier en temps voulu.

Spontanéité, solidarité

S'il y a une analyse à faire de cette grève, c'est celle de la manière dont des conflits peuvent surgir et se répandre :

– son caractère de grève sauvage spontanée balayant toutes les digues législatives, édifiées précisément pour prévenir leur éclatement et punir les contrevenants. Face à une telle expansion, tout l'arsenal répressif est inopérant. Depuis plus de cinq ans, la base posait ce problème de l'emploi préférentiel des

(8) La plupart des 40 ouvriers portugais concernés seraient repartis au Portugal dès l'éclatement de la grève pour « des raisons de sécurité », sans qu'on sache s'ils avaient fait l'objet de menaces ou de violences. L'un d'eux aurait déclaré que son expérience des multiples chantiers du même genre où il avait travaillé dans le monde, lui avait montré que les travailleurs britanniques étaient parmi les plus racistes.

travailleurs non britanniques, mais la bureaucratie syndicale « traînait les pieds » ;

– le développement d'une grève de solidarité (solidarité d'intérêt et pas idéologique) à l'échelle nationale prend une signification particulière car toute une partie de cet arsenal répressif vise précisément à les éliminer en tant que manifestation de la force d'un prolétariat uni ;

– la formation d'un comité de grève, dont on sait peu de chose. L'affirmation de son existence au moment de participer aux pourparlers a montré qu'il s'affirmait face aux appareils bureaucratiques.

Malgré tout et ignorant non seulement le contexte général et le sens particulier de cette lutte, l'irruption des commentaires politiques et médiatiques plus ou moins manipulés a fait resurgir le vieux débat sur le racisme, la classe ouvrière et la lutte de classe. Ce débat a débordé largement les frontières du Royaume-Uni et, ce faisant, s'est enfoncé de plus en plus dans des méandres idéologiques bien éloignés de la réalité de la lutte de classe. S'il est un pays où ces questions ont fait partie d'une réalité quotidienne comme de débats idéologiques, ce sont bien les Etats-Unis avec le « problème noir », les relations entre les prolétaires blancs et noirs depuis la fin de l'esclavage et leur manipulation tant par le patronat que par les syndicats. Nous pensons que les réflexions de Martin Glaberman et Seymour Faber (9) permettent bien mieux de clarifier ce que peut signifier les constations de racisme dans les luttes ouvrières et que nous n'avons pas à y ajouter d'autres commentaires :

> « Bien que la classe ouvrière constitue un tout bien défini, où tous partagent certaines caractéristiques, elle n'est pourtant pas homogène. On y trouve des différences d'âge, de qualifications, de situations géographiques, de sexe et de race. Ces différences ne sont pas simplement des caractéristiques abstraites. Elles sont source de contradictions et de conflits. Pour bien des observateurs, ces conflits tendent à nier les possibilités de révolte ou, du moins, à dévier l'agressivité contre d'autres sections de la classe ouvrière plutôt que contre les employeurs ou, plus largement, contre le système social. La réalité de ces conflits au sein de la classe ouvrière est complexe : elle a pourtant une dimension historique qui reste souvent ignorée (...)
>
> » (...) La question que l'on pose en général est de savoir si les divisions et les conflits qui tissent l'existence de la classe ouvrière dans cette société rendent impossible tout changement social fondamental. Il me semble que la reconnaissance de ces différences et de ces conflits toujours graves et souvent amers, n'exclut nullement l'éruption de conflits sociaux importants. La preuve en est que dans les grandes crises, le mouvement des masses tend à surmonter les vieilles querelles. La classe ouvrière qui fit la révolution de 1917 était sans doute sexiste, chauvine, en bonne partie illettrée, pourtant elle transforma son monde... On peut dire la même chose des ouvriers hongrois lors de la révolution de 1956 et des ouvriers polonais qui formèrent Solidarité dans les années 1980. Ceci, naturellement, n'est en rien une prédiction. Mais c'est une façon de comprendre que rien dans le passé ni le présent ne justifie l'exclusion de ces possibilités dans l'avenir... » (10). ■

(9) Martin Glaberman et Seymour Faber, *Travailler pour la paie : les racines de la révolte* (éd. Acratie, disponible à Echanges).

(10) *Op. cit.* pp. 125 et 135.

LA RÉCESSION REDONNE VIE AU MOUVEMENT SQUATTER

UN ARTICLE du *Washington Post* du 17 janvier 2009, s'étend sur le squat d'un immeuble dont la caractéristique est de se situer dans Mayfair, un quartier riche de Londres, où il jouxte à la fois des demeures pour milliardaires, l'ambassade d'Arabie saoudite et un des hôtels haut de gamme de la ville. S'il en fallait un, c'est un des symboles de la descente aux enfers de la crise au Royaume-Uni, qui voit renaître une situation qui était celle des années 1970 avec un imposant mouvement squatter organisé.

Il y aurait rien qu'à Londres 80 000 logements vacants et 940 000 pour tout le Royaume-Uni. Il importe de préciser les conditions très particulières du squat dans le pays.

Ces conditions sont pratiquement celles qui avaient favorisé le mouvement des années 1970. Une tentative de les modifier en faveur des propriétaires, notamment de criminaliser le squat, avait alors échoué. Quelques années plus tard, avec la relative « prospérité » de la période Thatcher, une telle réforme n'était plus d'actualité ; la relative permissivité du squat a été maintenue, ce qui lui permet un nouvel essor. Pour résumer, si le propriétaire ne peut prouver qu'on est entré par effraction, il n'a aucune possibilité de faire cesser immédiatement le squat ; il suffit pour le ou les squatters de briser une vitre et de la remplacer ou de forcer une serrure et de la remplacer. Entrer ainsi dans la propriété d'autrui sans titre n'est pas un délit autorisant une plainte, un jugement immédiat et l'éviction policière, mais seulement une infraction ne justifiant qu'une procédure civile. Le propriétaire ne peut obtenir une éviction qu'après avoir prouvé ses droits, ce qui peut demander plusieurs mois, et il peut être poursuivi pénalement s'il tente d'éliminer les intrus par la force. De plus, le fait d'être « occupant » autorise à faire opérer tous les branchements d'eau, gaz et électricité.

Il y aurait aujourd'hui 15 000 squatters dans le royaume et à cause de la crise des « subprimes » (les « repossessions » ont grimpé dans tout le pays, de 8 200 en 2004 à 45 000 en 2008 ; elles avoisineraient 75 000 en 2009) et de la crise tout court, le nombre des candidats comme celui des logements vacants croîtrait rapidement. Non seulement les expériences passées, bien que lointaines, restent très utiles (l'abondante littérature d'alors reste d'actualité), mais un nouveau mouvement squat s'organise, avec recherche des logements vides et des avocats conseils pour ce qui doit être évité et les procédures d'éviction.

Pour en revenir au squat de Mayfair, le lieu n'est pas seulement un lieu d'habitation, mais un lieu public de rencontre pour des conférences, expositions, ateliers dans ce qui est dénommé par les organisateurs « une école temporaire de pensée» s'orientant vers toutes les formes « alternatives » de vie. Ce qui n'était que marginal dans le courant squat des années 1970 peut apparaître comme le principal objectif de ces squats contemporains.■

AU LIEU DE LUTTES PROLÉTAIRES...

*Un point de vue du groupe anarchiste Collective Barricade**

LA CRISE PERMANENTE du capitalisme accumule les bonnes surprises pour la classe ouvrière mondiale : les marchés monétaires viennent de s'écrouler, le volume de production décline partout dans le monde et il y a constamment des fermetures d'usines. La récession fait beaucoup de dégâts en Hongrie aussi. Ici cependant, la situation est différente de celle de l'Europe de l'Ouest dans la mesure où la bourgeoisie hongroise a entrepris une attaque frontale des conditions d'existence de la classe ouvrière bien avant la bourgeoisie d'Europe de l'Ouest.

Au cours de l'été 2006, les prix et les impôts commencèrent à augmenter brutalement, presque tout devint plus cher : nourriture, électricité, gaz, chauffage et transports publics, puisque la bourgeoisie hongroise faisait tout pour maintenir sa compétitivité face aux autres bourgeoisies de la région et aussi parce qu'elle y était poussée par les transformations du marché mondial (1).

En dépit des attaques permanentes contre les conditions de vie de la classe ouvrière, ils sont toujours confrontés à de sérieux problèmes : le déficit budgétaire est très élevé et la dette publique extérieure en augmentation constante, alors que la récession mondiale se fait de plus en plus sentir en Hongrie aussi. Et la stabilité financière est très importante pour eux, d'abord pour pomper de plus en plus d'argent dans leurs entreprises et pour maintenir le fonctionnement de l'état car la bourgeoisie a toujours besoin de la police, de l'armée et de l'administration publique. Bien entendu, il leur faut jeter quelques morceaux de choix à la classe ouvrière, qui braille mais va voter tous les quatre ans comme un troupeau de moutons. Deuxièmement, il faudrait aussi stabiliser la situation économique du pays pour stimuler le flot de capitaux étrangers afin de pouvoir pousser la production (puisque, désormais, on peut compter sur une grave récession économique), et à longue échéance, afin d'introduire l'euro – dont ils attendent qu'il procure des conditions plus sûres et plus prévisibles pour les festivités sur leur petit dépotoir.

Les capitalistes ont déjà essayé de ponctionner la classe ouvrière en 2006. A la suite de cette ponction et au cours de l'année suivante, le niveau de vie de la classe ouvrière chuta considérablement, mais la bourgeoisie au pouvoir en rajouta en introduisant, dans le cadre de la soi-di-

---

* Ce texte fait partie d'une série d'articles commencée en 2005 et dans lesquels legroupe anarchiste hongrois analyse les changements de la situation économique et politique en Hongrie de l'époque Kádár jusqu'à nos jours. Nous en avons publié certains : « Au-delà des Carpates, le cauchemar commence » (*Echanges* n° 114, automne 2005), « Réveillez-vous, sur les événements hongrois d'octobre 2006 » (*Echanges* n° 119, hiver 2006-2007)). Site (en hongrois, en anglais, en russe et en français) : www.anarcom.byethost2.com/, sur lequel on peut trouver ce texte en anglais. Courriel : shmintaka@yahoo.com

(1)Voir « Spend your blood ! » texte de juillet 2006 disponible à Echanges ou accessible en anglais sur www.anarcom.byethost2.com/english/adj_v_rt_angol.htm

sant « réforme du système de santé public », la participation non remboursée à la visite médicale, le forfait journalier d'hospitalisation, et par-dessus le marché, ils ont licencié plusieurs milliers de travailleurs du secteur public. La situation fut aggravée du fait de l'explosion mondiale des prix de l'alimentation qui entraîna une augmentation considérable ici aussi. Pendant le deuxième semestre de 2007, le prix de la farine a augmenté de 60 % en un an et le pain et les œufs de 20 %. Tout ceci explique une montée perceptible du mécontentement dans la classe ouvrière, mais cette fois encore, il n'y a rien eu d'autre que la pratique réformiste habituelle de remuer la merde.

Bien entendu, les syndicats ont saisi cette occasion pour appeler les travailleurs, surpris, à faire grève, pour leur demander de descendre dans la rue et de manifester contre « la réforme du système public de santé », le report de l'âge de la retraite et la suppression de certaines lignes de chemin de fer (2). Le 21 novembre 2007, dans le cadre de la «Journée de Solidarité Sociale », les chemins de fer ont cessé de travailler pendant six heures, une partie des éducateurs se mit aussi en grève, le travail cessa pendant deux heures chez Malév (compagnie aérienne), dans certains services de Volán (compagnie d'autobus) et dans d'autres grandes entreprises. Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs étaient en grève dans tout le pays et le soir, ils défilèrent jusqu'au Parlement pour mendier au moins quelques petites concessions auprès de la bourgeoisie qui, bien sûr, leur chia

Graffiti à Budapest.

dessus. D'un point de vue bourgeois, tout marcha parfaitement bien : il n'y eut pas de rupture significative de production, le contrôle des syndicats fut efficace et les travailleurs purent exprimer leur mécontentement dans le cadre autorisé par les lois de la démocratie. La paix sociale était confirmée.

En conséquence de quoi la bourgeoisie pouvait tranquillement poursuivre la thérapie de choc infligée à la classe ouvrière. Le gouvernement en rajouta même en 2008. Au cours de cette année-là, il augmenta quatre fois le prix du gaz, ce qui fait une augmentation totale de 27 %. Les prix des denrées alimentaires continuèrent aussi à augmenter, et en plus, les effets de la récession économique mondiale atteignirent la Hongrie au deuxième trimestre. De nombreuses usines fermèrent ou réduisirent leur production, surtout dans l'industrie automobile et les usines d'assemblage électro-

(2) On peut trouver un compte-rendu plus détaillé des activités contre-révolutionnaires des syndicats hongrois après la « transition » dans « Le cauchemar hongrois » (*Echanges* n°114).

nique. Plus de 20 000 travailleurs ont été licenciés depuis l'automne 2008, et le nombre des chômeurs enregistrés a atteint 470 000. Et on n'a pas encore tout vu puisqu'on annonce de nouveaux licenciements presque quotidiennement. Au cours de cette année-ci, des dizaines de milliers d'autres travailleurs pourraient encore être licenciés. En attendant, l'Etat a presque fait faillite en octobre à cause du krach mondial du système bancaire et de l'affaiblissement considérable du forint. Afin d'éviter un écroulement total, le gouvernement a demandé au FMI, à la Banque mondiale et à l'Union européenne un crédit de 20 milliards d'euros qui sera réinjecté dans les banques, remplira les réserves de l'Etat et raffermira le forint. Tout ceci, bien sûr, aux frais de la classe ouvrière. L'argent sera remboursé – par nous – en trois à cinq ans.

Alors que la classe ouvrière s'appauvrissait et s'endettait, les syndicats ont mené en 2008 des grèves complètement défensives qui n'avaient rien à voir avec les luttes prolétaires dont on n'a aucun exemple pour l'année écoulée. La carence générale d'auto-organisation prolétaire a de nombreuses causes. D'abord, il y a l'héritage néfaste du passé dont on peut ressentir les effets destructeurs encore aujourd'hui : pendant l'époque Kádár, le pouvoir bolchévique avait pacifié la classe ouvrière en maintenant une relative sécurité d'existence, il avait liquidé toute auto-organisation prolétaire et avait même débarrassé le mouvement communiste de cette terminologie. D'autre part, à la suite de la « transition », la classe ouvrière a été atomisée par la compétition de plus en plus pointue entre les travailleurs, par le chômage, par la fermeture d'entreprises autrefois relativement solides et par la mobilité du marché du travail. Aujourd'hui, les travailleurs n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts individuels, sur le lieu de travail les communautés ont pratiquement disparu, la solidarité de classe est presque inexistante et beaucoup de travailleurs hongrois idiots ne savent même pas qu'ils font partie d'une classe sociale.

Ces travailleurs égoïstes et nihilistes avec leur fausse conscience peuvent être facilement manipulés par les médias bourgeois qui augmentent chaque jour la dose de propagande contre-révolutionnaire, grâce aux prouesses de la soi-disant « société de l'information ».

Mécontentement croissant

C'est pour cette raison que les travailleurs inquiets pour leurs entreprises, mécontents de leurs conditions de vie, imprégnés d'idéologies bourgeoises variées, suivent les syndicats comme des animaux bien dressés. Le 7 avril 2008, les travailleurs de BKV (compagnie de transport de Budapest) ont fait grève de l'aube à 13 heures. Ils demandaient plus d'aide de l'Etat pour leur entreprise afin d'empêcher de futurs licenciements. Fin novembre, les travailleurs du secteur public descendirent aussi dans la rue. Ils manifestaient contre l'annulation du « treizième mois » et les licenciements massifs et exigeaient une augmentation de salaire de 4 % promise antérieurement. Ils brandirent la perspective d'une grève en janvier si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Quelque 10 000 pompiers, enseignants, policiers, travailleurs du secteur public de santé, etc. se rassemblèrent en face du Parlement et, après avoir remis leurs pétitions, tous ces citoyens bien élevés rentrèrent chez eux tranquillement. Et les syndicats firent leur devoir, trouvèrent un accord avec le gouvernement, selon lequel, en 2009,

les travailleurs toucheront le « treizième mois » mensuellement. En échange de quoi les syndicats n'appelleront pas à la grève jusqu'en septembre 2009.

La fin de l'année a été un peu plus mouvementée. Début décembre, les travailleurs de Malév se remirent en grève. Ils exigeaient un nouvel accord collectif, la fin de l'externalisation et le paiement des arriérés de salaires. La bourgeoisie importa des jaunes de Grèce, la grève s'essouffla jusqu'à la deuxième moitié de décembre, et le syndicat la suspendit. Les travailleurs des chemins de fer se mirent en grève plusieurs fois pendant l'année. La dernière grève du 14 décembre est due à l'initiative de VDSZSZ (syndicat libre des travailleurs du chemin de fer) qui flirte ouvertement avec Fidesz, la principale force d'opposition. La revendication était la même que précédemment : une seule prime de 250 000 forints pour chaque travailleur et une augmentation de salaire de 10 % pour les travailleurs externalisés. La grève fut finalement suspendue à l'approche de Noël – lors de cette « fête sacrée », la lutte de classe fait une pause – ensuite tous les syndicats sauf VDSZSZ acceptèrent l'augmentation de salaire de 4,1 % offerte par l'entreprise, mais on peut s'attendre cette année à une reprise de la grève.

Le mécontentement croissant de la classe ouvrière est sans cesse exploité, outre les syndicats, par la droite qui fait campagne avec des slogans anticapitalistes, braillant contre les capitaux « étrangers » et promet que, sous sa direction, « l'Etat hongrois » prendra des mesures contre le prétendu « capitalisme sauvage », c'est-à-dire qu'ils humaniseront l'exploitation capitaliste. Dans le même ordre d'idées, Fidesz a réussi à mobiliser de façon continue les travailleurs tombés sous le charme de Victor Orbán et de l'idée nationale contre la « réforme du secteur public de santé » commencée en 2007. Ils ont organisé plusieurs manifestations à la campagne contre la privatisation des hôpitaux, puis ont entrepris une campagne de signatures en vue d'obtenir un référendum. La campagne a fait bouger énormément de gens. Et enfin, après le référendum du 9 mars 2008, auquel environ 4 millions de personnes ont participé, le gouvernement a été obligé d'annuler la part non remboursée de la consultation médicale, le forfait journalier hospitalier et les frais d'inscription à l'université. Il est évident que cette action a encore accru la popularité de Fidesz, donc il est presque certain qu'en 2010 ces crétins de national-chrétiens vont remettre la main sur les leviers de commande.

La tentation du bouc émissaire

C'est d'autant plus probable qu'une proportion considérable de la classe ouvrière en Hongrie est d'ordinaire composée de brutes nationalistes, antisémites et fortement anti-Rom (3). Dans les circonstances créées par la chute constante du niveau de vie de la classe ouvrière et le mécontentement général, la tentation du bouc émissaire se fait plus forte et certains groupes de travailleurs s'organisent en brigades de lynchage fascistes. La Garde Hongroise, créée en 2007, en est un exemple représentatif. Cette organisation a été fondée par Jobbik, un des partis fascistes. Un de ses buts principaux est le « renforcement de l'auto-défense nationale », et à longue échéance, l'organisation d'une « Garde nationale ». Depuis, ils recrutent en permanence, des organisations

(3) Dans notre article « Connexions », nous avons longuement parlé des racines du nationalisme hongrois et de ses formes d'expression.

ont aussi été créées en province et le nombre de membres dépasse maintenant 2000. De plus, depuis peu, ils initient aussi les enfants de manière à veiller à la continuation de cette noble tâche. Leurs groupes, qui défilent avec des symboles fascistes, ont organisé plusieurs manifestations dans des lotissements à la campagne contre la « criminalité Rom » et ils ont même récemment organisé des exercices de tir. S'il le faut, il est évident qu'ils partiront en guerre contre les prolétaires rebelles et aideront la police comme l'ont fait leurs potes grecs il n'y a pas longtemps...

Cercle vicieux

A part la Garde hongroise, il existe une activité fasciste diffuse. En 2008, il y a eu plusieurs attaques avec des cocktails Molotov, des grenades et des armes contre les maisons des membres de la classe ouvrière d'origine Rom. Comme à leur habitude, les fascistes sont aussi descendus dans la rue le 23 octobre. Bien qu'ils n'aient été que quelques centaines, ils ont essayé de s'organiser de façon plus sérieuse. Ils ont distribué des cagoules, ont apporté beaucoup de cocktails Molotov préparés à l'avance et la police a même trouvé une bombe artisanale dans une voiture. Cette fois, ils ont facilement attrapé les meneurs et gardent le contrôle des groupes fascistes.

On ressent fortement, en Hongrie aussi, les effets des dernières évolutions de la crise mondiale du capitalisme. En dépit d'un prêt de 20 milliards d'euros, on peut s'attendre à une autre récession économique dans le pays et, de plus, le forint baisse à nouveau. Donc la bourgeoisie continue à serrer la vis : pour obtenir certaines allocations, il faudra participer à des travaux communaux, on envisage de nouvelles augmentations d'impôts, d'autres mesures restrictives et des licenciements massifs. Mais à cause du chômage croissant, des restrictions et de la baisse du forint, il sera plus difficile de rembourser les crédits souscrits en monnaies étrangères et les importations deviennent plus coûteuses. Ceci signifie que le niveau de vie de la classe ouvrière va continuer à baisser, qu'il y aura moins de nouveaux investissements, que la consommation va baisser et qu'ainsi la récession s'aggravera. C'est un cercle vicieux et, à courte échéance, cela ne va pas changer pour l'essentiel, ni par un remaniement ministériel en 2010, ni par une augmentation du nombre de fascistes. La bourgeoisie hongroise est en émoi, c'est une telle pagaille qu'ils ont même été obligés de reconnaître qu'ils ne savaient pas de quoi l'avenir sera fait.

Leurs perspectives ne sont pas très réjouissantes : la récession mondiale va ruiner encore plus la classe ouvrière et la même chose se produira en Hongrie. A long terme, le mécontentement des travailleurs s'intensifiera et donc le gouvernement jouera sa carte idéologique en appelant à l'unité nationale et au sacrifice dans l'intérêt du pays. Les syndicats essaieront aussi de donner leurs petites représentations réformistes. Parmi les masses nationalistes et ceux que les syndicats contrôlent, ces manœuvres peuvent réussir un certain temps. Mais si, dans le monde entier, la classe ouvrière comprend enfin, à cause de l'aggravation continuelle de ses conditions d'existence, qu'il n'y a nulle part où se réfugier et se débarrasse de ses illusions démocratiques, alors le prolétariat auto-organisé en classe devra tôt ou tard balayer partout la bourgeoisie – et donc ici aussi – et créer une communauté humaine mondiale : le communisme.

Collectif Barricade
janvier 2009

LE CAPITAL ATTAQUE

La situation dans cette ancienne dépendance de la Russie, vue par un groupe de militants collectivistes

LE SYSTEME CAPITALISTE mondial se dirige à grands pas vers la prochaine crise économique. Bien que son épicentre se trouve aux Etats-Unis, elle touche évidemment d'autres Etats capitalistes, dont l'Ukraine. Toute crise économique a pour conséquence une chute du profit et, aujourd'hui comme toujours, la bourgeoisie, qui ne tolère aucune baisse de ses profits, y répond de préférence par un assaut contre le niveau de vie des ouvriers, une réduction des salaires et la suppression des acquis sociaux, comme on peut actuellement le voir en Ukraine.

Le 22 mai, le Conseil suprême a adopté en première lecture une nouvelle mouture du code du travail. Selon cette nouvelle législation, les capitalistes ont le droit de licencier n'importe quel travailleur sans l'accord des syndicats. Le droit syndical de disposer d'un local à l'intérieur de l'entreprise et le droit d'affichage ont été supprimés. La corruption et la vénalité des syndicats n'est nullement un secret, mais sous l'ancienne législation du travail le capitaliste était obligé de discuter avec la bureaucratie syndicale, ce qui signifiait pour lui une perte de temps et d'argent. Désormais, le capital révèle clairement et sans ambiguïté son caractère dictatorial. En brisant le « partenariat social » encensé de toutes parts, la bourgeoisie a détruit tout ce qui restait du système de compromis social ; c'est de nouveau classe contre classe, pouvoir contre pouvoir. Et il dépend de notre propre classe prolétarienne d'être le vainqueur de cette lutte.

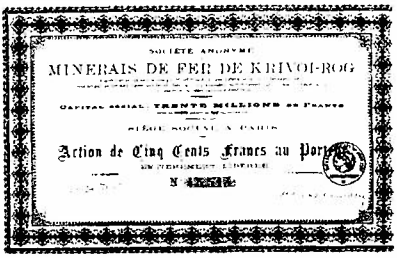
Licenciements

A Krivoï-Rog, région de Dniepropetrovsk : les aciéries de Krivoï-Rog ont été privatisées en 2005. Un millardaire indien [Mittal, dont le groupe bien connu est devenu le premier producteur mondial d'acier – NDE] est devenu le propriétaire de cette énorme entreprise ; il a versé pour cela 24 milliards de hrivnas (environ 2,23 milliards d'euros [1]) à la caisse de l'Etat ukrainien, qui ont été « engloutis » avec profit dans les années suivantes. Actuellement, l'ambiance parmi les travailleurs de Krivoï-Rog est à la morosité. Les ouvriers en âge de partir à la retraite ont été les premières victimes du nouveau maître des

---

* Nous avons reçu il y a quelques mois, dans une version allemande, l'article traduit ici. Le groupe signataire de ce texte, « Union interationale des collectivistes révolutionnaires prolétarienss » (International Union of Proletarian Revolutionary Collectivists [IUPRC]) dispose d'un site Internet en anglais et en russe ; on y trouvera des thèses intitulées « Qui nous sommes » sur http://iuprc.250free.com (en anglais). Rappelons que Gérard Bad avait rédigé une analyse de la situation ukrainienne après la révolution dite orange dans *Echanges* n° 116, p. 16, « Le peuple pris en tenaille ».
Les intertitres sont d'*Echanges*.

(1) 1 hrivna = 0,0930549 euro.
1 euro = 10,7463 hrivnas.


SOCIÉTÉ ANONYME
MINERAIS DE FER DE KRIVOI-ROG
CAPITAL SOCIAL : TRENTE MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : PARIS
Action de Cinq Cents Francs au Porteur
N

lieux. Ils ont été immédiatement chassés de l'entreprise, sans possibilité de recours. Peu après, c'était le tour de ceux à qui il ne restait que quelques années à faire avant de pouvoir partir en retraite.

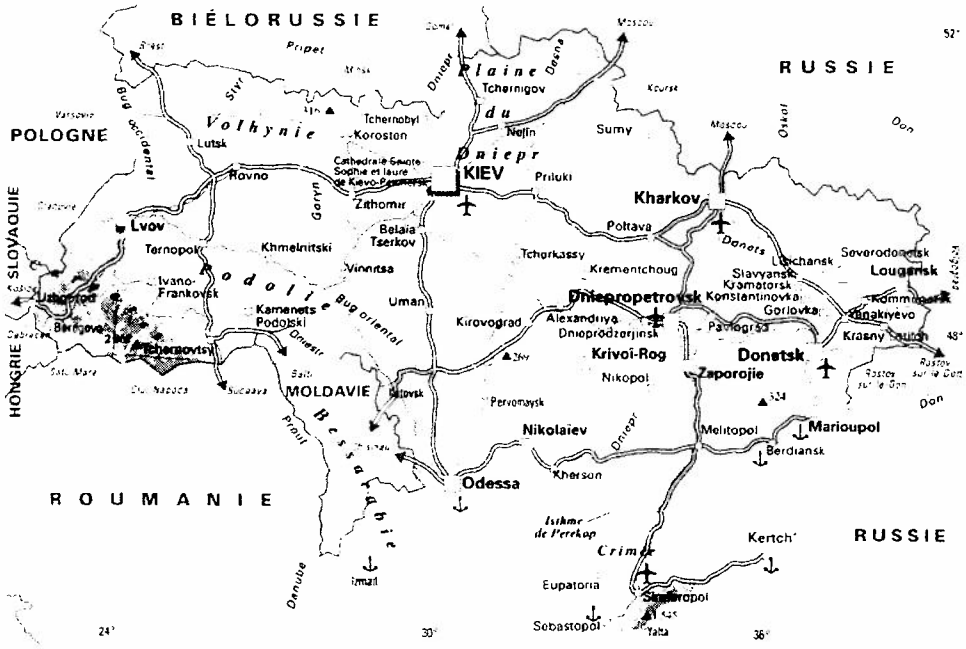
De nouveaux plans de licenciement sont actuellement en préparation et des milliers de jeunes ouvriers qualifiés vont perdre leur place. Krivoï-Rog est une ville de métallurgistes et de mineurs dont le sort dépend de la situation à Kriworoshstal (2), et les licenciements massifs qui y ont lieu vont avoir des effets sur la vie de la ville dans son ensemble.

A Tchernigov (3), sur le site de production de fibres synthétiques Chimwolokno, la section des produits de consommation courante rapportait des profits élevés et stables à toute l'entreprise. Mais la situation a radicalement changé après la privatisation de Chimwolokno qui a eu pour conséquence de transférer la propriété de cette branche au patron de la banque UkrSibbank (4), Jaroslawski. Le salaire des travailleurs de la section des produits de consommation courante a été fortement diminué. Les ouvriers mécontents ont envoyé une pétition au directeur général de l'entreprise, Michalevitch, fils d'un ancien fonctionnaire syndical. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, celui-ci et les véritables maîtres des lieux qui se cachent derrière son dos n'ont tenu aucun compte des plaintes formulées.

Espérant en l'« immaculé syndicat », les ouvriers ont envoyé un courrier aux chefs syndicaux, mais ceux-ci, depuis longtemps de connivence avec les commanditaires des privatisations, ont répondu par le silence aux doléances des travailleurs. Reportant leurs espoirs sur la justice, les prolétaires ont alors déposé une requête auprès du parquet. Ces pétitions et requêtes ont provoqué la fureur des autorités bien qu'elles n'eussent en rien outrepassé les frontières de la légalité bourgeoise. Le tout-puissant directeur général a alors déclaré la liquidation de la section des produits de consommation courante, et le 15 juin 2008, 200 travailleurs sont venus grossir les rangs des chômeurs.

A Vinnitsa, après avoir acquis l'usine de roulements à billes, les nouveaux patrons ont décidé d'étrangler l'entreprise. Plusieurs centaines d'ouvriers s'attendent à être licenciés. Réclamant justice, les ouvriers se sont adressés au tribunal. Celui-ci, après avoir découvert certaines irrégularités juridiques dans la manière d'agir des entrepreneurs, a émis une ordonnance provisoire suspendant la fermeture de l'usine. Mais ce n'était que provisoire ! Quelques mois ont passé, et le patron, après avoir apporté les corrections juridiques nécessaires, a jeté à la rue plus de mille ouvriers de l'usine de Vinnitsa. Entre-temps, entre un procès par-ci et un jugement par-là, il a proposé aux ouvriers de former une commission qui aurait pour tâche de chercher les voies et les méthodes pour accroître les bénéfices de

(2) Krivoroshstal : ancien nom des aciéries de la ville, devenues en 2006 ArcelorMittal-Kriwoï-Rog (NDE).
(3) A 140 km au nord de Kiev (NDE).
(4) Quatrième banque d'Ukraine, détenue à 51 % par BNP Paribas (NDE).
(5) Au sud-ouest de Kiev (NDE).



l'entreprise, en d'autres mots de renforcer leur propre exploitation.

Jusqu'en 1991, l'usine d'appareils de radio (aujourd'hui nommée Tschesar) de Tchernigov, qui travaillait pour la défense et l'aérospatiale, était la plus grosse entreprise de la ville. Après cette date, le nombre des employés est tombé de 17 000 à 3 000 et elle survit tant bien que mal. L'actuelle direction, avec à sa tête Kolesnikow, a décidé de vendre un paquet d'actions à la société transnationale Arka Kapital, contrôlée par le Slovaque Pavol Krúpa. L'entourage de Kolesnikow espérait qu'Arka Kapital donnerait l'argent et laisserait en place la direction. Mais Arka Kapital avait ses propres vues sur l'entreprise : elle n'était pas intéressée par la production, mais par le terrain et l'immobilier qu'elle espérait revendre un bon prix. Il s'ensuivit une lutte entre ces deux clans bourgeois pour le contrôle de l'entreprise. A la fin avril 2008, le groupe Kolesnikow a organisé une « grève de la direction » ; de son côté, Arka Kapital lui a reproché d'avoir conduit l'entreprise à sa perte et d'être un groupe d'intrigants. Les prolétaires n'ont aucune raison de soutenir un clan plutôt que l'autre ; tous deux vivent en parasites du travail des ouvriers et se retrouveront toujours ensemble lorsqu'il s'agira de taper sur la tête des prolétaires qui leur auront fait confiance.

Quant à la lutte entre la bourgeoisie russe et la bourgeoisie ukrainienne à propos de la question de l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, c'est un moyen de faire oublier aux prolétaires ukrainiens et russes que leur exploitation empire par suite de la crise économique. Rien ne saurait séparer les prolétaires d'Ukraine et de Russie ; le même destin misérable les unit ainsi que la lutte commune contre leurs exploiteurs. Ils doivent abattre les frontières qui les di-

visent et créer une seule union de classe, une union d'hommes libres et égaux, chose impossible tant que la bourgeoisie est au pouvoir et que le monde est soumis à une concurrence de prédateurs. La lutte contre l'OTAN ne peut pas se faire dans une alliance avec la Russie impérialiste mais avec les prolétaires des pays appartenant à l'OTAN, et ce n'est pas en s'alliant à l'OTAN que l'on pourra combattre l'impérialisme russe, mais en s'alliant avec les prolétaires russes qui sont victimes de l'ordre bourgeois en Russie.

Tout prolétaire ukrainien allant à Kiev pour gagner son pain par son travail peut constater que la bourgeoisie et les flics ukrainiens ne les escroquent et ne les volent pas moins que la bourgeoisie et les flics de Moscou ; et tout travailleur originaire des provinces russes travaille à Moscou dans les mêmes conditions esclavagistes que ceux venus d'Ukraine. La bourgeoisie actuellement au pouvoir, qui excite les prolétaires russes et ukrainiens les uns contre les autres, ne doit pas oublier que la première guerre impérialiste s'est achevée sur une révolution prolétarienne en Russie et en Allemagne.

Hausse des prix

L'année 2008 a été marquée par une nouvelle hausse des prix en Ukraine. Ce fut tout d'abord le prix des billets des trains longue distance et régionaux ; puis le prix des tickets de bus urbains. Des augmentations de prix consécutives au renchérissement continu de l'approvisionnement énergétique. La participation aux colonies de vacances pour les enfants a augmenté de 35 % et les frais de scolarité de 20 %. Les prix des médicaments n'ont, eux non plus, pas cessé d'augmenter, et le système de santé est devenu un outil majeur de l'exploitation des travailleurs. De janvier à mars, le prix des produits alimentaires a augmenté de manière continue. Là-dessus, Ioutchenko (6) nous dit que riches et pauvres doivent partager ! Cette hausse des prix alimentaires ne concerne pas seulement l'Ukraine ; c'est actuellement une tendance mondiale contre laquelle les masses paupérisées ont réagi par des révoltes de la faim en Algérie, en Egypte, au Pérou et dans d'autres pays.

La cause en est le renchérissement de l'approvionnement énergétique, dû au fait que le pétrole et la gaz se raréfient au niveau mondial et que leur extraction devient toujours plus difficile. Selon certains scientifiques, l'apogée historique de l'exploitation pétrolière est d'ores et déjà dépassé : ily aura de moins en moins de pétrole dans les années à venir et son prix ne cessera d'augmenter. Au rythme actuel de production, les réserves pétrolières seront épuisées vers 2050, ce qui entraînera inévitablement le déclin de la civilisation capitaliste moderne toute entière, incapable d'exister sans une abondance de ressources énergétiques bon marché.

Le capitalisme est condamné à périr. Il disparaîtra sous l'action des forces conscientes d'une révolution sociale, des prolétaires conquérant leur liberté et la justice par leurs propres forces, ou bien, comme un sorcier maudit consumé par le génie qu'il a lui-même appelé, sous l'action de catastrophes naturelles et sociales croissantes, conséquences de l'économie capitaliste prédatrice. Finalement, le capital emportera peut-être toute l'humanité avec lui dans sa tombe.

Les famines, les épidémies, le spectre de

---

(6) Viktor (Andriïovytch) Iouchtchenko, président de la république d'Ukraine depuis le 23 janvier 2005. (NDE).

la guerre entre bandes impérialistes afin de contrôler les ressources naturelles en voie d'épuisement, la déshumanisation généralisée de la société, tel est l'avenir que le capitalisme promet à l'humanité ; les prolétaires d'Ukraine ou de Russie peuvent le constater unanimement.

Les forces productives modernes – résultat du travail collectif et de l'intelligence de l'espèce humaine – seraient en mesure de nourrir tous les affamés et d'habiller tous les mal vêtus, de permettre à tout le monde de suivre ses penchants, de garantir à chacun le plaisir d'un travail créatif, de l'amour fraternel et du savoir désintéressé. Au lieu de quoi la bête immonde – l'ordre bourgeois – reproduit à l'infini la misère de la majorité et le parasitisme d'une minorité, de même qu'elle reproduit une déshumanisation généralisée et une chute vertigineuse vers l'abîme par la destruction de la nature et, pire encore, du genre humain.

Seules la révolution prolétarienne mondiale, la destruction de l'ordre bourgeois et l'instauration du contrôle de l'humanité sans classe sur son propre sort en finiront avec la misère actuelle et ouvriront la voie à une véritable histoire humaine.

Union internationale
des révolutionnaires
prolétariens collectivistes.

DANS LES PUBLICATIONS

EUROPE

Italie

◆ Un mélange explosif de crise économique, de répression, de racisme et de fascisation menace l'Italie selon le n° 352 (janvier 2009) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ « Du séisme institutionnel à l'éruption populaire ? » dans *Courant alternatif* n° 186 (janvier 2009).

Islande

◆ « De la crise à la révolte » dans *Courant alternatif* n° 188 (mars 2009).

Migrations

◆ « Patras, l'impasse des clandestins » dans *CQFD*, n° 64 (février 2009), également sur http://cequilfautdetruire.org/spip.php?article1940

Révoltes en Grèce

◆ Dans Echanges n° 127, p 32 et s., figurent des textes sur la Grèce notamment des extraits d'une chronologie en anglais établie par le groupe grec TPTG. La traduction intégrale en français peut être trouvée sur le site de « Des Nouvelles Du Front » : http://dndf.org/?s=gr%C3%A8ce

Ce blog comporte des articles et de nombreux liens, dont un vers le site des camarades de Blaumachen, groupe qui a fourni beaucoup des informations qui ont constitué *Les Emeutes en Grèce* (éd. Senonevero). http://www.blaumachen.gr/blaumachen/en_index.php

◆ « Vers un mouvement en profondeur » dans *Anarcho-syndicalisme* n°111 (mars-avril 2009).

◆ « Sur les futurs vestiges du décor contemporain. Philosophie de l'émeute. La critique sociale s'élargit » : deux pages de témoignages sur les émeutes dans *CQFD* n° 63 (15 janvier 2009).

◆ Un entretien avec Yanis Androulikadis de l'ESE (Union syndicaliste libertaire, anarcho-syndicaliste) dans *Barricata* n° 18 (mars 2009).

◆ « Brève présentation des récents événements d'Athènes », « Fin de l'occupation

de l'Ecole Polytechnique », « Une première mise à jour sur le récent soulèvement à Thessalonique » et différents communiqués diffusés au cours de ces luttes dans *Cette Semaine,* (décembre 2008).

◆ Dans *Courant alternatif* n° 187 (février 2009), un « dossier Grèce » : un reportage « Exarchia, la pépinière de l'insurrection (« L'article qui suit ne constitue qu'une vision parcellaire de ce qui se passe en Grèce depuis décembre : il est le fruit d'un modeste séjour à Athènes, début janvier, volontairement limité au quartier d'Exarchia »), « Quelques réflexions autour des événements » (« Un mouvement pas vraiment généralisé. Et c'est là sans doute sa principale limite. Il aura sans doute manqué quelques assemblées communales supplémentaires pour faire tache d'huile. Auront sans doute également fait défaut des mobilisations d'acteurs sociaux [les travailleurs,les salariés notamment]... ») ; « Un mouvement mythique, le N17 » (un groupe d'« actions armées », baptisé par référence au 17 novembre 1973, date d'une répression sanglante de la dictature des colonels, mais prélude à son effondrement – et dont plusieurs membres ont été condamnés en 2003 à de multiples peines d'emprisonnement à vie) ; un entretien avec Dimitri, militant de l'ESE.

◆ « C'est bien un authentique soulèvement populaire »dans *Alternative libertaire* n° 180, janvier 2009, accompagné du texte d'une « Déclaration des travailleurs insurgés d'Athènes », émanant d'une centaine d'occupants, le 17 décembre, du siège de la centrale syndicale unique du pays, la GSEE (Confédération syndicale des travailleurs de Grèce).

◆ « Ces jours sont les nôtres » dans *Courant alternatif* n° 186 (janvier 2009).

◆ Plusieurs articles sur les manifestations en Grèce après l'assassinat d'Alexandros Grigoropoulos en décembre 2008 dans le n° 352 (janvier 2009) de *CNT,* l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole ; et « La situation des mouvements sociaux en Grèce » dans le n° 353 (février).

◆ Le n° 2 des *Habitants de la Lune* avec un article unique « Adresse du plus grand financier de tous les temps aux insurgés de Grèce » (copie à Echanges). Courriel : leshabitantsdelalune@yahoo.fr

AFRIQUE

Madagascar

◆ « Bienvenue chez Tiko : corruption et misère assurée », sur les émeutes et les événements récents dans *Courant alternatif* n° 188 (mars 2009).

Algérie

◆ Sur de nombreuses émeutes en Algérie « Bref aperçu sur de bien vives flammes algériennes » dans *Cette semaine* (décembre 2008).

Le pillage du Congo

◆ « Congo (RDC) les dessous d'une guerre. Sur le pillage des ressources minières du Kivu », dans *Partisan* n° 226, mars 2009.

« LES DROITS DES IMMIGRÉS SONT LES DROITS DU TRAVAIL »

Une rafle d'immigrés à Postville (Iowa), vingt-cinq ans après les leçons de la grève au sein de la chaîne alimentaire Hormel

Le 12 mai 2008, à l'usine AgriProcessors de la petite ville (2 200 habitants) de Postville (Iowa), 900 agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, police de l'immigration et des frontières) ont procédé à une rafle, la plus importante de ce genre dans l'histoire des Etats-Unis. Près de 400 ouvriers sans papiers, hommes et femmes originaires, pour la plupart, du Guatemala, se sont vus rassemblés et accusés du crime d' « usurpation d'identité aggravée » pour avoir utilisé de faux numéros de sécurité sociale.

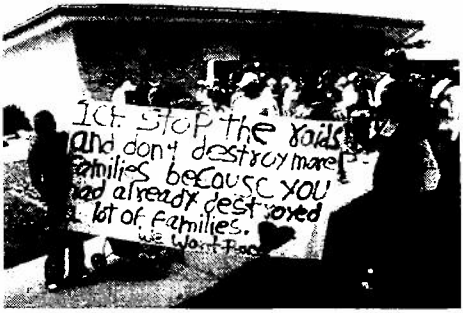
Séparés de leurs enfants et de leurs familles, ces ouvriers ont été enchaînés, internés sous des tentes dans le parc à bestiaux de Waterloo (ville d'Iowa) et on les a fortement incités à plaider coupables. Presque tous l'ont fait et ont écopé de cinq mois de prison tandis que les femmes étaient assignées à résidence, portant des bracelets électroniques aux chevilles, sans pouvoir travailler. Quand les hommes sortiront de prison, elles prendront leur place. Et lorsqu'à leur tour elles sortiront de prison, tous seront expulsés.

Cette rafle de l'ICE à l'abattoir de Postville, le plus grand abattoir cachère du pays, et les effroyables conditions de travail dans l'entreprise qui ont été révélées depuis, ainsi que d'autres rafles semblables dans tout le pays (fin août, le *New York Times* a fait état d'une rafle semblable à Laurel, Mississipi), comptent parmi les défis les plus urgents auxquels le mouvement ouvrier doit faire face aujourd'hui. Mais les bases de la situation actuelle des travailleurs migrants aux Etats-Unis ont été jetées il y a longtemps, depuis qu'on a cassé les syndicats dans l'industrie de l'abattage et du conditionnement de la viande, depuis que le néolibéralisme a restructuré l'économie mondiale.

Dans le Midwest, les Libériens et les Guatémaltèques ainsi que de nombreux autres immigrés deviennent clandestins à cause d'une bureaucratie qui invoque le terrorisme pour justifier les augmentations de budget de l'ICE tout en coupant les crédits des services sociaux. Selon la logique étatique, les frontières et les limites sont clairement définies, certains d'entre nous sont à l'intérieur et les autres à l'extérieur. Des hommes, des femmes et des enfants fuient des régimes qui ont malmené leurs communautés, cherchant à survivre. Quand ils arrivent aux Etats-Unis, certains trouvent un travail mal

---

* Ce texte est une synthèse de deux articles de Peter Rachleff, professeur d'histoire au Minnesota, qui ont été publiés par plusieurs revues et sites Internet américains : « Immigrant Rights Are Labor Rights » http://monthlyreview.org/mrzine/rachleff190808.html et « Postville and the lessons of the Hormel strike. » (*Dollar and Sense*, n° 278 (sept-oct. 2008), et sur le Web : http://www6.lexisnexis.com/publisher/EndUser?Action=UserDisplayFullDocument&orgId=574&topicId=100046854&docId=l:944759206&start=11



« ICE, arrêtz les rafles et la destruction desfamilles... » : à Postville le 27 juillet.

payé, sale et dangereux. D'autres s'en tirent mieux économiquement mais vivent dans la peur de l'expulsion et de la perte de tout ce qu'ils ont construit ici.

Les Twin Cities (1) sont devenues le domicile de la plus importante communauté libérienne des Etats-Unis, même si le gouvernement fédéral refuse à nombre d'entre eux le statut de résident permanent. Deux décennies de guerre civile et de désordres, à la suite d'un siècle de néocolonialisme économique, en grande partie favorisés par l'armement, l'argent et l'intervention des Etats-Unis, ont détruit les infrastructures du Liberia et maintenu son taux de chômage autour de 80 %.

Pendant ce temps, d'après leurs propres calculs, les Libériens qui travaillent dans le Minnesota envoient chez eux entre 8 et 10 millions de dollars par mois pour leurs familles. Et pourtant, Washington n'a qu'un « statut protégé temporaire » à offrir à des dizaines de milliers de Libériens déplacés et un compte à rebours pour une expulsion – celle-ci était prévue en mars 2009.

Pour couronner le tout, le gouvernement a instauré un programme de test ADN à Monrovia, capitale du Liberia, exigeant des aspirants à l'immigration qu'ils « prouvent » leur relation familiale avec les immigrés qui sont déjà aux Etats-Unis. Les immigrés libériens sont traités comme des criminels en puissance avant d'avoir mis les pieds dans le pays et ils y vivent chaque jour en regardant par-dessus leur épaule (lorsque les immigrés de Sierra Leone ont perdu leur statut protégé temporaire en mai 2004, un trait de plume bureaucratique les a fait passer de « réfugiés » à « clandestins sans papiers »).

Les immigrés d'Amérique centrale ne s'en sont pas mieux sortis. Dans les dernières décennies de la guerre froide, des gouvernements militaires et dictatoriaux, souvent financés par les Etats-Unis, ont littéralement fait la guerre à leurs propres populations. Avec la montée en puissance du libre-échange et du néolibéralisme, la production artisanale et agricole auto-suffisante a été mise à mal par les importations de produits agricoles bon marché et de marchandises produites en série. Les paysans et les villageois déplacés ont émigré pour nourrir leurs familles. A cause des restrictions à l'immigration, beaucoup sont entrés dans le pays clandestinement et sans papiers. Avec l'aggravation de l'insécurité économique pour de nombreux travailleurs américains blancs et la peur qu'entretiennent les démagogues, ces immigrés sont de plus en plus souvent dans la ligne de mire des autorités.

Comment s'est développée la politique de l'immigration ?

En avril 2006, des centaines de milliers d'immigrés qui militaient pour la reconnaissance de leurs droits organisèrent des manifestations dans plusieurs grandes villes des Etats-Unis. Ils ripostaient à de longs débats sur le pour et le contre d'une réforme

(1)L'expression « Villes jumelles » désigne Saint-Paul et Minneapolis au Minnesota.

en profondeur de l'immigration par des banderoles affichant un texte court mais génial : « Aucun être humain n'est illégal ». Cette revendication catégorique défiait les pratiques profondément enracinées de notre gouvernement ainsi qu'une profonde source intarissable de racisme dans notre culture. Leurs actions évoquaient aussi les traditions d'engagement, d'organisation et de résistance.

Depuis l'époque de l'esclavage – bien avant la formation des Etats-Unis proprement dits – le gouvernement, soutenu par la culture populaire, incluait certains résidents en tant que citoyens et en excluait d'autres en tant qu'étrangers, que l'historienne Mae Ngai a appelés « ressortissants impossibles ». Non seulement les esclaves n'appartenaient pas à la communauté politique et sociale, mais les esclaves affranchis et leurs enfants étaient habituellement exclus de la citoyenneté. La Constitution américaine comptait chaque esclave comme trois cinquièmes d'une personne tandis que la loi de naturalisation de 1790 offrait la citoyenneté aux « personnes blanches libres ». La loi sur les étrangers de 1798 autorisait le président à ordonner l'expulsion de tout étranger « dangereux pour la paix et la sécurité des Etats-Unis » en temps de paix. Le professeur Ngai affirme que le gouvernement a inventé les « immigrés clandestins » à partir du moment où il a commencé à réguler l'immigration.

Le critère principal de ce genre de décision était la race, et la réflexion sur la race était influencée par les passions, les croyances et les préjugés populaires. Un double processus faisait d'une personne d'une race différente un « autre », tout en assurant une place à l'intérieur à tous ceux à qui on accordait le statut de « Blanc ».

A partir de leur propre position précaire, menacée à la fois par la richesse et le pouvoir de ceux qui les dominaient et par l'impuissance de ceux qui se trouvaient en dessous d'eux sur l'échelle socio-économique, les Blancs de la classe ouvrière luttaient pour conserver leur part de statut et de privilèges. Tout en pratiquant la discrimination et même, parfois, la justice expéditive, ils désiraient aussi des lois et un Etat qui les respectent. C'est là l'origine d'un modèle qui allait être profondément gravé dans le corps politique américain. A chaque montée de la précarité dans la classe ouvrière blanche et à chaque menace de mécontentement populaire, les élites et l'Etat allaient riposter en diabolisant et en transformant « l'autre » en victime expiatoire, c'est-à-dire à la fois les personnes de couleur et les immigrés.

Lorsque la révolution industrielle, dans la première moitié du XIXe siècle, fragilisa l'indépendance des artisans blancs, ceux-ci se mirent à organiser des syndicats et des partis politiques indépendants. Mais, l'un après l'autre, les Etats révisèrent leurs critères d'aptitude pour le droit de vote, passant de la condition de propriétaire à celle de mâle de race blanche, et le mécontentement cessa.

La profonde dépression des années 1870 et l'agitation politique qu'elle engendra conduisirent à la loi d'exclusion des Chinois de 1882, la première loi à proscrire une race particulière. Au milieu des turbulences économiques et politiques nées de la première guerre mondiale, le Congrès passa en 1924 la Loi Johnson-Reed, première restriction nationale complète de l'immigration, pour laquelle elle fixait des quotas numériques, établissait une hiérarchie raciale et nationale qui favorisait les Européens du Nord et de l'Ouest – la plupart de ceux du Sud, du Centre et de l'Est n'étaient pas considérés comme « blancs » au départ. On vit rapidement se développer une bureaucratie chargée de faire respecter ces lois, non seulement sur les frontières et dans les ports, mais

aussi dans les villes, les champs, les usines et les mines du pays tout entier.

On ne se contenta pas d'ériger des barrières contre l'immigration, car les ressortissants de ces groupes interdits qui vivaient tout de même dans ce pays furent traités en suspects. Les attitudes populaires dominantes, mises en forme et illustrées dans des bandes dessinées, des spots publicitaires, des journaux, des émissions de radio, des films et de l'humour, rendaient les membres de ces groupes « étrangers », « autres », pas très américains. Les autorités, depuis la police locale jusqu'à la Cour suprême des Etats-Unis, traduisirent ces attitudes en lois d'exclusion et actions punitives.

Et même les groupes qui avaient vu leur statut atteindre un certain niveau « d'intégration » allaient découvrir avec quelle facilité on pouvait le révoquer. Pendant la grande dépression des années 1930 et la seconde guerre mondiale, des résidents mexicains, philippins et japonais furent désignés comme « clandestins » malgré leur entrée légale dans le pays, bien qu'ils soient devenus citoyens américains ou même bien qu'ils fussent nés ici. Ils furent dépouillés de leurs biens et de leurs droits, certains furent internés et d'autres expulsés. Même des citoyens américains de la troisième génération se retrouvèrent « clandestins ».

La loi sur l'immigration de 1965, influencée à la fois par le mouvement des droits civiques et par la guerre froide, allait mettre de côté les vieux préjugés et entamer une nouvelle ère d'ouverture et d'équité. On abandonna les quotas raciaux et on créa de larges catégories régionales.

Paradoxalement, la période d'après-1965 amorçait aussi la transformation des économies mondiale et américaine qui entraient dans les turbulences du néolibéralisme et du libre marché. Le libre-échange, les importations de produits agricoles moins chers, l'exportation de capitaux et l'ouverture d'usines, la recherche de matières premières, la guerre et la présence militaire américaine lièrent les Hmong, les Vietnamiens, les Salvadoriens, les Mexicains, les Libériens et d'autres aux Etats-Unis. En même temps, la guerre, les discriminations, la sécheresse, les crises économiques et politiques poussèrent les Somaliens, les Erythréens, les Oromos, les Guatémaltèques, les Indiens, les Pakistanais et d'autres, à quitter leurs pays et à rechercher ailleurs la paix et la sécurité.

Et ces mêmes mutations économiques balayaient l'économie intérieure aux Etats-Unis, déstabilisant la production et détruisant la sécurité économique des travailleurs américains. Ils craignaient de perdre leur travail et prenaient de plus en plus conscience de la présence, dans leurs communautés, d'immigrés non blancs dont beaucoup étaient prêts à travailler plus pour gagner moins. Des hommes politiques, des démagogues et des animateurs d'émissions de radio puisèrent dans ce sol fertile pour rejouer le vieux scénario de la loi du sol natal. Faire des immigrés, surtout des immigrés non blancs, des boucs émissaires conduisait à la célébrité, à la fortune et au pouvoir politique.

Les prises de position du mouvement social

Tout au long de l'histoire américaine, le mouvement social dominant a volontiers participé à ces processus. Pendant la vague d'immigration en provenance d'Europe du Sud et du Centre, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, l'AFL (American Federation of Labor), dominée par des syndicats d'artisans, chercha à créer des niches sûres pour les ouvriers blancs qualifiés originaires d'Europe du Nord et de l'Ouest.

L'AFL et ses sections ne s'efforçaient pas seulement – sans succès d'ailleurs – de préserver les privilèges de leurs adhérents, mais ils méprisaient le travail non qualifié. Même les Knights of Labor, plus ouverts et qui admiraient les Afro-Américains et certains nouveaux immigrés, rejetèrent l'adhésion des travailleurs immigrés chinois. Pendant les deux premières décennies du XXe siècle, une partie de l'antipathie que les syndicats dominants éprouvaient à l'égard des International Workers of the World (IWW) résultait de leur accueil des immigrés et des travailleurs de couleur.

Lorsque, pendant la grande dépression, on vit les Afro-Américains et les immigrés jouer un rôle positif au sein des nouveaux syndicats industriels de la CIO, les syndicats de l'AFL se vendirent souvent aux employeurs contre promesses de loyauté et contrats favorables aux deux parties, mais pas aux travailleurs. Dans les années 1960 et 1970, alors que certains syndicats s'ouvraient au mouvement des droits civiques, beaucoup ne le firent pas. A l'arrivée de la nouvelle vague d'immigration, dans le climat d'insécurité économique né du néolibéralisme, de nombreux syndicats adoptèrent une position protectionniste et de droit du sol, dénonçant non seulement les immigrés mais aussi leurs familles restées au pays et travaillant dans des ateliers clandestins appartenant à des Américains.

A la fin des années 1990, le militantisme des travailleurs immigrés de l'hôtellerie et des services lors d'une succession de luttes très visibles et de l'accession au pouvoir de la clique Sweeney, amenèrent l'AFL-CIO à renoncer à militer en faveur des restrictions à l'immigration et aussi à son refus d'organiser les travailleurs immigrés. Malgré ce revirement, le discours de la fédération resta empreint de nationalisme, de patriotisme et de la protection du « standard de vie américain ». Le racisme, le droit du sol et la xénophobie n'étaient jamais loin, et cela n'ouvrait guère de perspectives encourageantes aux adhérents de base.

Remise en cause du racisme

Mais tous les Américains ne se satisfaisaient pas de cet état de choses.

Au courant des protestations, de l'organisation et de la résistance qui font aussi partie de l'histoire de ce pays, certains n'ont cessé de remettre en cause à la fois le racisme et les agissements de l'Etat. Maintes fois, ceux que le racisme et la politique de l'Etat frappaient de plein fouet ont été rejoints par ces gens ordinaires que leur conscience poussait à organiser des mouvements en faveur de la justice sociale.

Certains s'organisèrent pour libérer les esclaves dans le cadre de l'Underground Railroad (2) ou bien remirent en cause l'institution même de l'esclavage en devenant abolitionnistes. Dans les générations suivantes, des ouvriers, des fermiers et des ouvriers agricoles de couleur s'organisèrent avec leurs collègues blancs dans les Knights of Labor, le Mouvement Populiste et les IWW. Ils voulaient une Amérique démocratique et égalitaire face au pouvoir crois-

Guerre

◆ « Projet de guerre des USA, l'arme ultime » dans *Regroupement communiste* n° 26 (janvier 2009),à propos des recherches militaires sur la manipulation de l'ionosphère comme arme multifonction de déstabilisation d'un adversaire.

(2) Réseau clandestin qui permettait aux fugitifs noirs des États esclavagistes de rejoindre le nord des Etats-Unis ou le Canada.

sant des élites entrepreneuriales. Les immigrés d'Europe du Sud et de l'Est se joignirent aux Afro-Américains qui avaient quitté le Sud pour conduire le mouvement des syndicats industriels des années 1930. Dans le cadre de la grande dépression, ce mouvement recherchait la sécurité économique, l'équité et la dignité sur le lieu de travail et à faire entendre la voix des travailleurs dans la vie politique de la nation. Les porteurs des wagons-lits, les travailleurs hospitaliers, les ouvriers de l'automobile, les mineurs de charbon et beaucoup d'autres mobilisèrent leurs syndicats pour soutenir le mouvement des droits civiques. Les travailleurs migrants latinos et philippins étaient l'épine dorsale des United Farm Workers of America. Des organisations sur le lieu de travail et dans les communautés, des églises et des groupes de toutes sortes œuvrant pour la justice sociale se sont dressées maintes fois pour obtenir l'équité, l'égalité et l'intégration, même quand ce n'était pas populaire.

Actuellement au Minnesota, des organisations et des individus – organisations confessionnelles de travailleurs, défenseurs des droits et de la justice – fonctionnent en réseau pour soutenir le droit permanent à résidence pour les Libériens, un traitement équitable et la possibilité d'obtenir la citoyenneté pour les travailleurs immigrés de Postville. L'Action communautaire juive basée dans les Twin Cities, puisant dans son interprétation de l'histoire compliquée des Juifs – en tant qu' « étrangers » d'une part et défenseurs de la justice sociale de l'autre – a joué un rôle de premier plan dans l'organisation du Comité pour la résidence permanente (CPR), qui s'est concentré sur l'immigration précaire des Libériens et dans l'organisation de l'aide matérielle et d'un rallye de soutien à Postville en juillet 2008. Les immigrés eux-mêmes ont fortement participé à ces efforts en amenant leurs voisins, en offrant des contacts et des informations critiques, en puisant dans leur expérience d'union et de courage pour agir.

Le 27 juillet, des bus convergèrent sur Postville en provenance des Twin Cities, Chicago, Milwaukee et LaCrosse, tandis que des groupes arrivaient en voiture de Madison, Iowa City et DesMoines. Les participants à ce rallye – presque 2 000 – réclamaient le paiement des arriérés de salaires et des congés pour les immigrés emprisonnés, la création d'un fonds d'aide de 100 000 dollars par AgriProcessors, la neutralité de la direction face aux tentatives de syndicalisation et le vote en Iowa d'une version de la loi sur les droits des abatteurs de boucherie approuvée en 2007 par le corps législatif du Minnesota. Les manifestants demandaient aussi une « réforme complète de l'immigration », un meilleur contrôle fédéral des conditions de travail, et un environnement national respectueux de la justice pour les travailleurs.

Au cours des semaines suivant la manifestation de mars, les organisations de la base se sont rencontrées et ont décidé d'un plan d'action, y compris un plan d'éducation interne sur les droits des travailleurs et des immigrés par le biais des églises, des synagogues et des organisations communautaires. Elles ont décidé de développer le hekhsher tzedek dans les organisations et les familles juives et non-juives, de récolter de l'aide matérielle pour les familles immigrées toujours persécutées par le raid de l'ICE, d'organiser un réseau de réaction rapide en cas de raids ultérieurs, de faire du lobbying au Congrès pour une réforme de l'immigration favorable aux migrants et d'étendre le réseau aux personnes qui militent en faveur de la justice pour les immigrés, les travailleurs, immigrés ou non.

Bien que dans les Twin Cities on puisse parler d'une participation et d'un soutien significatifs de la part de l'United Food and Commercial Workers (UFCW) Local 789 et de quelque soutien de la part de Unite-Here, Service Employees International Union (SEIU) et le Réseau œcuménique des travailleurs, il reste encore beaucoup à faire pour amener le mouvement social officiel à s'impliquer dans ce projet. S'il y a quelque chose à apprendre des échecs du milieu des années 1980, lorsque les principales fédérations syndicales se tenaient à l'écart, allant jusqu'à miner les luttes des syndicats locaux, avec des conséquences désastreuses, les militants à l'intérieur comme à l'extérieur des syndicats doivent exiger que le mouvement social, à tous les niveaux, apporte sa solidarité et ses ressources à cette nouvelle campagne historique et reconnaisse que les droits du travail et des immigrés sont intimement liés.

Car actuellement, AgriProcessors tente activement de séparer droits du travail et droits des immigrés. Fin août, l'entreprise a remis une pétition à la Cour suprême des Etats-Unis pour annuler l'élection de 2005 des délégués du NLRB (National Labor Relations Board, agence fédérale créée en 1935 pour l'application des lois sur le travail votées cette année-là), qui s'était tenue dans leur centre de distribution de Brooklyn (New York), car ces travailleurs n'avaient pas de papiers et n'avaient donc pas le droit de voter pour leurs délégués syndicaux. Les travailleurs immigrés, citoyens ou non, exercent ce droit depuis bientôt soixante-quinze ans et une décision de la Cour suprême l'a confirmé en 1984.

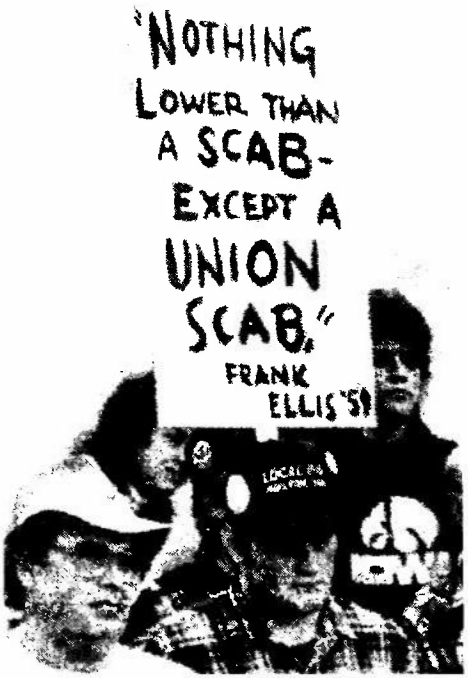
Mais voilà que cet employeur-voyou demande à la Cour suprême de revenir sur ces précédents au motif que les travailleurs (qu'ils ont embauchés !) n'auraient pas dû être autorisés à travailler et n'auraient pas dû pouvoir voter lors d'une élection syndicale. Il est temps que le mouvement social tout entier réponde d'une seule voix : « Les droits des immigrés sont les droits du travail. »

P. R.

LA GRÈVE DE HORMEL : 1985 - 1986

Il y a vingt-cinq ans, les militants syndicalistes américains se sentaient empêtrés dans une lutte contre les concessions, alimentée par un processus de désindustrialisation et de fuite des capitaux. Dans le Midwest, l'épicentre du dispositif fut la grève de Hormel en 1985-1986. La direction de la société alimentaire Hormel voulait réorganiser tout le processus de travail dans sa nouvelle usine modèle à Austin, Minnesota, depuis le calcul des salaires jusqu'à l'aiguisage des couteaux, dans le but de reproduire cette stratégie dans toutes ses établissements. Elle poussait les ouvriers expérimentés à prendre leur retraite tout en insistant bien sur le fait que les ouvriers en place et les nouveaux embauchés n'auraient d'autre choix, dans une industrie compétitive, que d'accepter les conditions de la direction. Ils exigeaient la même chose des autorités de la ville d'Austin : avantages fiscaux, construction de l'infrastructure financée par l'argent public et accès subventionné à l'énergie électrique.

Le comportement de Hormel était tout à fait représentatif de l'industrie de l'abattage balayée par des mutations frénétiques de la première moitié des années 1980. Des entreprises faisaient faillite, et d'autres, souvent des conglomérats, les rachetaient et réemployaient leurs ouvriers à des salaires inférieurs. On



« Rien de plus bas qu'un jaune, sinon un syndicat jaune » : des grévistes d'Hormel (1985).

ouvrait de nouvelles usines dans de petites villes, loin des centres urbains, à la recherche d'une force de travail isolée et captive.

Ici et là, surtout dans la chaîne Hormel, des syndicats locaux cherchaient la bagarre, mais le syndicat international UFCW (United Food and Commercial Workers) réduisait chaque fois ces efforts à néant. La stratégie nationale de l'UFCW, dite de « retraite contrôlée », vira à la débâcle totale. Dès 1990, les salaires dans l'industrie de l'abattage étaient inférieurs de 44 % à ceux de 1980. Ils ne s'en sont jamais remis et, en même temps, les conditions de travail dans cette industrie dangereuse se sont encore détériorées.

L'industrie de l'abattage et du conditionnement se révéla précurseur de la dégradation des relations sociales américaines à la fin du XXe siècle. Les industries de l'acier, de l'automobile, de l'électronique, de la transformation du maïs, de la fabrication d'outillage agricole lui emboîtèrent le pas, ainsi que les transports, les services et l'emploi public qui périclitèrent aussi. Dès le début des années 1990, il devint évident que ce qui était à l'œuvre dépassait la « désindustrialisation de l'Amérique » et les exigences patronales de concessions de la part de la main-d'œuvre syndiquée.

L'économie mondiale était en proie à un changement capital de modèle, le néolibéralisme et sa « course au plus petit commun dénominateur (3) » supplantant l'économie keynésienne basée sur la demande d'après la seconde guerre mondiale. Dans le monde entier, les ouvriers, les paysans et les citoyens étaient entraînés dans une spirale de marchandisation et de concurrence, leurs systèmes de protection mis en pièces. Certains perdirent leurs terres, d'autres leur travail et beaucoup leur mode de vie. Sous cette pression, de nombreux individus et de nombreuses familles émigrèrent.

Aux Etats-Unis, l'immigration atteignit des niveaux sans précédent. Des individus et des familles cherchaient à travailler plus en occupant deux ou trois emplois différents ou en envoyant se salarier de nouveaux membres de la famille, mais les marchés les payaient de moins en moins. Les mêmes forces qui ont réduit les salaires et les profits et sapé les conditions de travail dans une industrie comme l'abattage et le conditionnement de la viande ont aussi obligé les ouvriers et les paysans du sud du Mexique, du Guatemala, du Salvador, de Bosnie, d'Inde ou du Pakistan et de bien

(3) C'est à qui trouvera les conditions d'exploitation les plus avantageuses (en offrant le moins possible à la main-d'œuvre) pour être compétitif.

d'autres pays à quitter leurs foyers et leurs communautés pour trouver du travail – dans l'abattage, dans les usines de conditionnement de volailles, au volant d'un taxi, dans les hôpitaux pour pousser un brancard ou dans une tour de bureaux pour pousser une serpillière, dans des métropoles comme New York ou Los Angeles ou dans de petites villes du Midwest comme Worthington ou Willmar, Minnesota – ou encore Postville, Iowa.

L'emprise du néolibéralisme sur l'économie mondiale a créé, d'une part, certaines catégories de métiers, et d'autre part les travailleurs qui n'ont d'autre choix que d'exercer ces métiers.

En menaçant la sécurité économique des travailleurs autochtones dans les pays industrialisés, le néolibéralisme attise aussi les flammes du droit du sol et de la xénophobie, offrant à des travailleurs apeurés et en colère des boucs émissaires immigrés. Aux Etats-Unis, cette dynamique existe en filigrane dans une longue histoire de racisme et de politique anti-immigrés mise en œuvre par les lois fédérales (loi sur l'exclusion des Chinois de 1882, quotas d'immigrants de 1923-1924, expulsion des Mexicains et des Philippins dans les années 1930, internement des Nippo-Américains pendant la seconde guerre mondiale, etc.). On n'est que peu surpris qu'un régime qui fête le démantèlement du Mur de Berlin cherche à construire un mur le long de sa frontière avec le Mexique.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les événements de Postville (2 200 habitants), dans le Nord-Est de l'Iowa, où une société d'abattage nommée AgriProcessors a réuni une main-d'œuvre prête à travailler dur et longtemps pour de maigres salaires. Répondant aux offres d'emploi d'AgriProcessors, des centaines d'indigènes guatémaltèques, chassés de leurs communautés rurales par des politiques économiques néolibérales, sont venues jusqu'à Postville pour occuper ces emplois. Ajoutons à ces conditions une administration fédérale discréditée et inefficace, très préoccupée en cette année d'élections de se montrer dure sur l'immigration « clandestine », et on obtient la descente de l'ICE en mai, la plus important de toute l'histoire des Etats-Unis.

Ces raids et ces pressions par la force de loi montrent le redoublements d'efforts déployés par l'ICE pour criminaliser les immigrés dans une période de difficultés économiques croissantes. Au Minnesota, par exemple, les arrestations et les poursuites judiciaires de l'ICE ont augmenté de 650 % dans les cinq dernières années. L'administration républicaine du Minnesota a refusé de délivrer des permis de conduire aux immigrés sans papiers, d'accorder des prêts aux jeunes sans papiers diplômés des lycées locaux pour s'inscrire à l'université, et d'ordonner aux forces de police de ne pas interroger les immigrés sur leur statut lorsqu'ils sont entendus dans le cadre d'autres enquêtes.

Tout ceci a alimenté les représentations qui font des immigrés sans papiers des « clandestins » et des « criminels », nourrissant ainsi l'idéologie du droit du sol et du racisme. Il n'est pas surprenant que ces tendances aient tenu dans l'ombre et opprimé les mouvements des immigrés pour le droit du travail qui ont fait une apparition publique fracassante en avril et mai 2005.

L'usine Hormel d'Austin ne fut pas seulement l'emblème des attaques des grandes entreprises contre les travailleurs au milieu des années 1980, mais elle fut aussi l'épicentre d'un fervent mouvement de solidarité pour résister à ces attaques. Aujourd'hui, Postville est le haut lieu d'un mouvement renaissant des droits des immigrés et du travail qui avait faibli après les grandes manifestations des immigrés au printemps 2005.

P. R.

LA SITUATION DES CLASSES LABORIEUSES AU JAPON (XI)

Les partis de gouvernement. Les socialistes. Les anarchistes. Le bolchevisme

SYNDICATS ET PARTIS politiques tirent leur force des faiblesses des classes laborieuses : nous avons vu dans les chapitres IX et X (1) que si les syndicats ouvriers et paysans japonais avaient fédéré les luttes des classes laborieuses au niveau national, ils les avaient dans le même temps canalisées dans un cadre réformiste ; ils n'avaient en outre jamais rassemblé plus que cette petite partie qui aspirait à profiter des avantages espérés du développement de l'industrie.

Les travailleurs japonais ne cherchant pas tant, dans les années 1920 et 1930, à s'opposer à l'expansion du capitalisme qu'à négocier les conditions de cette expansion ou, pour la majorité, à préserver ses conditions de vie antérieures, les syndicats n'étaient qu'une projection de la liberté qu'ils n'exerçaient pas directement.

Les partis, quant à eux, sont la forme qu'ont pris les anciennes coteries sous le capitalisme et qui, contraintes de se plier à un cadre national, ont perdu de ce fait leur unité économique et sociale. Depuis qu'ils sont apparus sous leur forme moderne, aux XVIIIe et XIXe siècles, les partis politiques ont partout dans le monde servis d'organes de division des classes laborieuses par leur encouragement de la passivité comme mode de vie.

(1) Voir *Echanges* nos 121, p. 21, et 124, p. 23.

Les partis de gouvernement

Dès décembre 1912, des étudiants, des journalistes, des éditeurs et des avocats protestent contre la politique menée par les clans de Satsuma et de Chôshû, qui dominaient le gouvernement depuis la restauration de Meiji, et contre l'augmentation des dépenses militaires. Ce mouvement de protestation s'étend à tout le pays : la foule incendie des sièges de journaux à la solde du gouvernement et des postes de police à Tôkyô, Ôsaka, Kôbe, Hiroshima et Kyôto. Face à ces troubles, Katsura Tarô (1847-1913), alors premier ministre, annonce, en février 1913, la fondation d'un nouveau parti, la Rikken dôshikai (Association des partisans de la Constitution) (2) ; elle ne naîtra que le 23 décembre, après la mort de Katsura survenue le 10 octobre (3). Il s'agissait pour les créateurs de ce nouveau

(2) Voir le tableau des partis politiques de gouvernement dans le chapitre II, *Echanges* n° 108, p. 36.

(3) Selon Jean Lequiller, « (...) dans le conflit entre Katsura et Yamamoto, on retrouvait les rivalités des han *[fiefs]* qui n'ont pas cessé de nourrir la vie politique de l'ère Meiji, puisque l'un était de Chôshû tandis que l'autre était de Satsuma. » (Jean Lequiller, *Le Japon*, éd. Sirey, 1966, p. 197).

parti de contrecarrer l'influence de la Rikken seiyûkai (Association des amis du gouvernement constitutionnel).

L'amiral Yamamoto Gonnohyôe (ou Gonbei) (1852-1933), s'alliant à la Rikken seiyûkai, chassait Katsura Tarô et accédait au pouvoir le 20 février 1913, mais est contraint de se démettre le 23 mars 1914 à la suite d'accusations de corruption : poursuivant l'application des programmes navals adoptés depuis 1903, il avait favorisé l'armement de la marine par rapport aux autres branches de l'armée, et avait, pour ce faire, passé de fortes commandes à la maison allemande Krupp-Siemens ; des employés de cette maison, un peu trop bavards, révélèrent qu'ils avaient graissé la patte de plusieurs officiers de haut rang pour obtenir ces commandes. Le comte Ôkuma Shigenobu (1838-1922) le remplace le 16 avril, et le baron Katô Takaaki (4). (1860-1926), codirigeant de la Rikken dôshikai, est nommé aux Affaires étrangères.

Le 10 octobre 1916, la Rikken dôshikai, la Chûseikai (Association pour la justice, créée le 24 décembre 1913 par d'anciens membres de la Rikken seiyûkai) et le Kôyû kurabu (Club des amis du bien public, créé par des députés indépendants le 27 novembre 1915) se réunissent pour fonder la Kenseikai (Association pour un gouvernement constitutionnel) *(voir le tableau des partis politiques de gouvernement, p. 48)*, qui regroupe alors plus de la moitié des députés. Katô Takaaki devient président du parti et entre ouvertement en rivalité avec la Rikken seiyûkai.

Après-guerre, un système de partis de gouvernement commence à se substituer au règne de l'oligarchie des clans du sud-ouest, Satsuma et Chôshû. Le premier gouvernement à parti majoritaire prend le pouvoir en 1918. La période de domination des partis politiques, entre 1918 et 1932, permet l'accès au pouvoir d'Etat des petits et moyens entrepreneurs : les industriels, qui s'étaient déjà constitués en syndicats, créent en 1923 un parti, la Jitsugyô dôshikai (Association des industriels) ; quoique peu important électoralement, ce parti leur accorde un rôle dans les coulisses de la politique gouvernementale. Ce rôle nouveau des industriels et des politiciens de profession attire évidemment l'attention publique et les met au cœur des turbulences de l'époque : le 28 septembre 1921, Yasuda Zenjirô (1838-1921), fondateur du groupe financier Yasuda, est assassiné par un nationaliste, Asahi Heigo, et le 4 novembre, le premier ministre, Hara Takashi (1856-1921), chef de la Rikken seiyûkai, qui prétendait imposer son autorité à l'armée, est lui-même assassiné à la gare de Tôkyô.

Le règne des partis politiques, en supplantant celui des clans, déchaîne les ambitions personnelles, et les diverses factions de la classe dirigeante se déchirent autour de la question du scrutin électoral : le 8 mars 1919, la Chambre des représentants approuve, après la Chambre des pairs, la baisse du cens de 10 yen à 3 yen, et le 23 mai la nouvelle loi entre en vigueur ; le 20 décembre, les membres de la Kenseikai se divisent sur la question du suffrage universel. Mais ce n'est qu'en 1925 qu'une loi sur le suffrage universel, uniquement masculin, sera finalement adoptée, qui s'appliquera pour la première fois lors des élections législatives de 1928.

En réaction au déchaînement des ambitions personnelles incarné dans le foisonnement des partis politiques, le gouvernement cherche, dès le milieu des années 1930, à soumettre les intérêts par-

(4) Son prénom peut aussi se lire Kômei.

Kôtoku Shûsui (1871-1911) et Ôsugi Sakae (1885-1923), deux figures du mouvement anarchiste japonais.

ticuliers aux intérêts de l'Etat. Peu à peu l'armée intervient dans la politique du pays, et en octobre 1941, tous les partis politiques, y inclus ceux de gouvernement, sont interdits ; le Japon est alors soumis au pouvoir personnel du Premier ministre Tôjô Hideki (1884-1948) qui décidera de l'attaque de Pearl Harbor (7 décembre 1941), faisant entrer les Etats-Unis dans la deuxième guerre mondiale.

Les socialistes

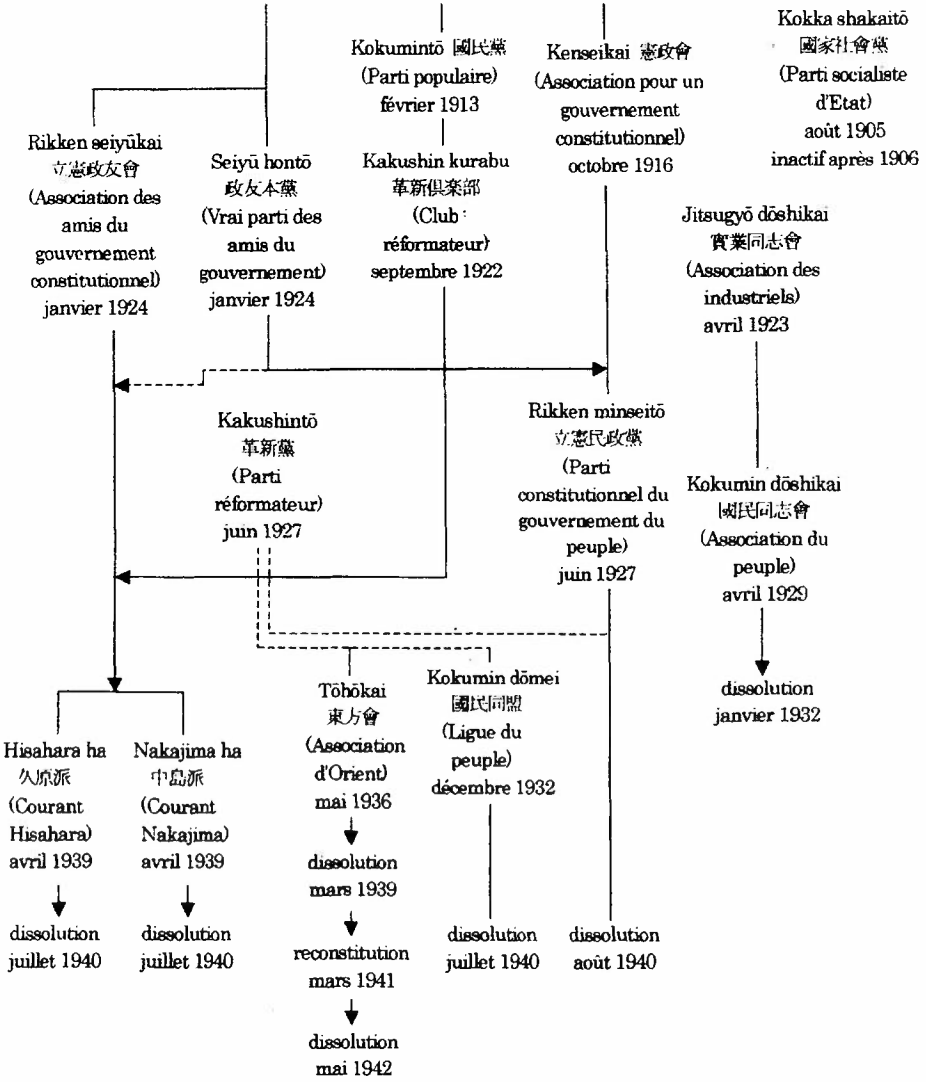
Comme à ses débuts (5), et malgré une base industrielle en expansion et un accroissement du nombre des ouvriers pendant la première guerre mondiale, le socialisme au Japon reste dans l'entre-deux-guerres une affaire d'intellectuels. Souvent issus de l'ancienne classe guerrière, déclassés parce qu'appartenant aux clans des vaincus en 1868 ou parce que de trop humble extraction pour pouvoir bénéficier de la protection des nouveaux dirigeants, ils avaient trouvé, avant 1914, dans la social-démocratie allemande et l'anarchisme de Pierre Kropotkine (1842-1921) les théories qui leur permettaient de croire en l'avenir de leur propre émancipation.

Au début du XXe siècle, le parti pris du Parti social-démocrate allemand (SPD) contre la Russie dans la guerre russo-japonaise (1904-1905) avait rejeté nombre de socialistes japonais, emmenés par Kôtoku Shûsui, vers l'anarcho-communisme professé par Kropotkine (6). Après la pendaison de Kôtoku en janvier 1911, le mouvement socialiste japonais semblait définitivement laminé (7). Il renaît pourtant dès 1914 : le 25 mai de cette année-là, Fukuda Kyôji fonde le Parti du travail japonais (Nihon

(5) Voir *Echanges* n° 110, p. 26

(6) Voir *ibid.*, p. 39.
(7) Voir *ibid.*, p. 41-42.

Les partis politiques de gouvernement au Japon dans l'entre-deux guerres



(*Source* : Tada Michitarō 多田道太郎 (sous la direction de), *Ōsugi Sakae* 大杉栄, Chūō kōron sha 中央公論社, Chūō backs 中央バックス, Nihon no meicho 日本の名著 (chefs-d'œuvre du Japon), n° 46, rééd. de 1990, p. 512)

rôdôtô), qui sera interdit le 15 juin ; le 23 juin, d'autre militants forment le Parti du prolétariat japonais (Nihon heimintô) (8), interdit le 3 juillet ; enfin, le 27 janvier, Sakai Toshihiko crée une nouvelle revue socialiste, *Hechima no hana* (Fleurs de luffa), qui comptera 19 numéros jusqu'en août 1915, avant de se transformer, en septembre, sous l'influence de Takabatake Motoyuki (1886-1928), en une revue d'études socialistes, sous le nom de *Shin shakai* (Société nouvelle). Yamakawa Hitoshi (1880-1958), futur membre du Parti communiste japonais, viendra compléter l'équipe de la revue en janvier 1916. Il s'agit pour ses rédacteurs de relancer le mouvement socialiste ; *Shin shakai* comptera 50 numéros jusqu'en janvier 1920 ; le 1er février 1920, elle devient *Shin shakai hyôron* (Débats sur la société nouvelle ; elle portait le titre en anglais de *The socialist review*), puis le 1er septembre, *Shakaishugi* (Socialisme), et servira, à partir de décembre, d'organe à la Ligue socialiste du Japon (Nihon shakaishugi dômei), précurseur du Parti communiste japonais.

Des universitaires se rapprochent des doctrines plus ou moins teintées de socialisme ; souvent à leur détriment. Certains s'engagent en faveur du bolchevisme après 1917 ; je parlerai plus bas de Kawakami Hajime, professeur de droit et d'économie à l'université impériale de Kyôto *(voir aussi l'encadré p. 56)*. Ou bien en faveur de la démocratie (minponshugi), tels que Yoshino Sakuzô (1878-1933), professeur à l'université impériale de Tôkyô, qui, en janvier 1916, écrit un article à ce sujet dans la revue *Chûôkôron* qui le rendra suspect aux yeux des nationalistes et des militaristes ; d'autres rédigent simplement des études théoriques sur les divers courants socialistes européens, tels que Morito Tatsuo (1888-1984), assistant en économie à l'université impériale de Tôkyô, qui est limogé, et condamné à trois mois de prison ferme le 3 mars 1920 pour infration à la loi sur la presse, après avoir publié, le 10 janvier 1920, dans le premier numéro de la revue *Kei - zaigaku kenkyû* (Recherches en sciences économiques), un article intitulé « Kuropotokin no shakaishisô no kenkyû » (Etude sur la pensée sociale de Kropotkine).

Les mouvements coopératifs ne manquent pas non plus. Le plus important fut celui du Nouveau village (Atarashiki mura) de Mushanokôji Saneatsu (1885-1976). Ce dernier fonde une communauté qui s'installe dans un village de la préfecture de Miyazaki le 14 novembre 1918 (9) et répand ses idées dans la revue *Atarashiki mura,* dont la première série paraîtra jusqu'en décembre 1923. Sakai Toshihiko, futur membre du Parti communiste japonais critique ce courant dans la revue *Chûô - kôron* en juin 1918. Mushanokôji Saneatsu collaborera avec les militaristes pendant le deuxième guerre mondiale, semble-t-il, ce qui lui vaudra quelques ennuis judiciaires après 1945.

D'autre part, une école idéaliste, mêlant boudhisme et christianisme, apparaît en 1919. Des intellectuels, influencés par les œuvres du bonze Shinran (1173-1262), fondateur de l'Ecole de la terre pure (Jôdo shinshû) et par le christianisme primitif, se proposent d'aller vers la classe ouvrière ou les pauvres en général afin de leur porter secours. Un des représentants les plus

(8) Ces deux partis n'apparaissent pas dans le tableau dressé par Tada Michitarô ; sans doute parce que trop éphémères, ils sont demeurés sans descendance.

(9) Voir dans *Echanges* n° 110, note 15, p. 36. Dans cette note la date donnée, 1919, est erronée.

connus de cette tendance fut Kagawa Toyohiko (1888-1960) qui, après avoir donné aux pauvres tout ce qu'il possédait, partagea leur vie. Albert Maybon rapporte à ce propos qu'« en 1919, des ouvriers des chantiers navals de Kobé cessèrent le travail. A la tête des grévistes marchait Kagawa, d'un pas lent, le regard illuminé » (10). Pour Kagawa, il fallait « dérailler » (en japonais « dassen »), un mot qu'il aimait à répéter, pour changer la société. La curiosité publique fut éveillée par le personnage, et pour y répondre, il se mit à écrire énormément, et devint rapidement un auteur à succès, mais fut perdu par sa prolixité même : on ne manqua pas de se gausser du succès commercial de cet auteur qui avait fait vœu de pauvreté.

De même, l'élément protestant, qui avait été actif aux origines du mouvement socialiste japonais (11), demeure influent ainsi que la confiance de nombreux socialistes dans l'action de l'Etat. On peut ainsi voir dans le tableau des partis politiques de gouvernement, p. 48, qu'il y a eu entre 1905 et 1906 un Parti socialiste d'Etat (Kokka shakaitô) ; dès 1903, Yamaji Aizan (1864-1917), le fondateur de ce parti, défendait un règlement des questions sociales par l'Etat dans sa revue *Dokuritsu hyôron* (Critique indépendante). Ce courant reparaît, à gauche cette fois-ci : de mai 1932 à juillet 1933, des sociaux-démocrates regroupés autour d'Akamatsu Katsumaro (1894-1955) reprennent un nom identique et créent un autre Parti socialiste d'Etat, auquel ils ont ajouté « du Japon » (Nihon kokka shakaitô), avec la même conception du rôle réformateur de l'Etat dans le règlement des questions sociales posées par le capitalisme *(voir le tableau des partis et groupes socialistes, p. 52)*.

C'est donc naturellement qu'à partir du vote de la loi sur le suffrage universel masculin par le Parlement en 1925, les groupes et partis socialistes japonais adoptent majoritairement l'action parlementaire, malgré la répression policière. Mais de 1928, date des premières élections législatives au suffrage universel masculin, à 1937, qui marque la fin des libertés électorales, les socialistes ont peu attiré les électeurs, sauf

(10) Albert Maybon, *Le Japon d'aujourd'hui*, Ernest Flammarion éditeur, 1924, p. 114.
(11) Voir *Echanges* n° 110, p. 38.

Ôsugi Sakae (1885-1923)

Ôsugi Sakae est né en janvier 1885 dans la préfecture de Kagawa, dans l'île de Shikoku. Son père était officier dans l'armée. En avril 1899, il entre à l'école des cadets de Nagoya. Deux ans plus tard, en avril 1901, il reçoit 31 jours d'arrêts disciplinaires, probablement pour homosexualité, et sera finalement expulsé de l'école des cadets après avoir reçu un coup de couteau lors d'une querelle avec un congénère.
Il déménage à Tôkyô en 1902. En septembre 1903, il se rapproche du christiannisme et en décembre adhère à la société Heiminsha (Société du peuple) de Kôtoku Shûsui (1871-1911). Il est arrêté en mars 1906 lors d'une manifestation contre l'augmentation du prix des tickets des trolleybus à Tôkyô ; il sera libéré sous caution en juin, et en septembre commence à enseigner l'espéranto. Il fait plusieurs séjours en prison entre 1907 et 1910, pour diverses raisons, entre autres à la suite de l'incident du drapeau rouge (Akahata jiken). En octobre 1912, il commence à publier la revue *Kindai shisô* (La Pensée mo-

en 1937. D'après Jean Chesnaux, « c'est à cette dernière élection, alors que la guerre est imminente et l'opinion inquiète, que le socialisme japonais a ses meilleurs résultats, bien éphémères : plus d'un million de voix, 38 élus au Parlement » (12).

(12) Voir Jean Chesneaux, dans Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, Presses universitaires de France, 1997, tome 3, p. 647 ; et, p. 650, le tableau sur la participation des socialistes aux élections générales japonaises entre 1928 et 1937.

Les anarchistes

De leur côté, les anarchistes refont aussi parler d'eux. C'est Ôsugi Sakae *(voir l'encadré ci-dessous)* qui, après l'exécution de Kôtoku Shûsui, incarne par son activité, l'anarchisme japonais jusqu'à son assassinat en septembre 1923.

Kôtoku était un croisement de traditions guerrières et de modernité (13), socialiste d'une époque où la classe ouvrière commençait seulement à apparaître au Japon.

(13) Voir *Echanges* n°110, p. 35.

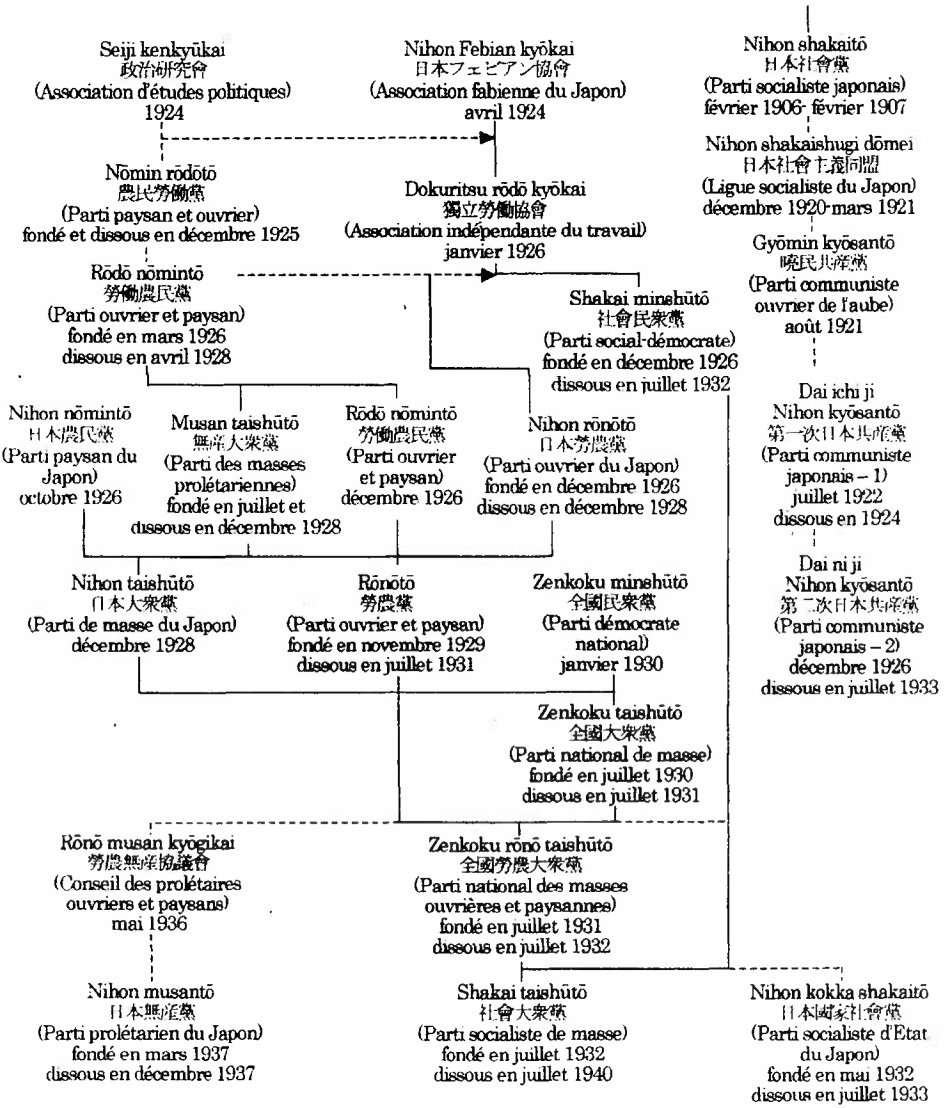
derne) qu'il arrêtera en septembre 1914, et reprendra en octobre 1915 jusqu'en janvier 1916. Il est l'éditeur de nombreuses revues plus ou moins éphémères : du *Heimin shinbun* (Le Journal du peuple) d'octobre 1914 à mars 1915 ; de la *Bunmei hihyô* (Critique culturelle) de janvier à avril 1918 ; du *Rôdô shinbun* (Journal ouvrier) jusqu'en juillet de la même année. En octobre 1919, il commence à publier *Rôdô undô* (Mouvement ouvrier), jusqu'en juin 1920.

En octobre 1920, il assiste à Shanghai (Chine) au Congrès socialiste d'Extrême-Orient, auquel les marxistes bolchevisants invités le délèguent, faute d'avoir, semble-t-il, le courage d'y aller eux-mêmes. En décembre, il est arrêté à Tôkyô au congrès fondateur de la Nihon shakaishugi dômei (Ligue socialiste du Japon), une organisation précurseur du Parti communiste japonais.

En janvier 1921, il reprend la publication de *Rôdô undô,* aidé financièrement par le Comintern ; il l'arrêtera en juin, puis entreprendra une troisième fois de le faire reparaître ; le dernier numéro est daté de juillet 1923. En septembre 1922, il participe à une réunion pour fonder un syndicat d'envergure nationale à Ôsaka, où anarchistes et bolcheviks s'opposeront avec violence, tuant cette tentative dans l'œuf. En novembre de la même année, il est invité à assister au Congrès anarchiste qui devait se dérouler au début 1923 à Berlin. Il arrive en France en février 1923, et participe à la manifestation du 1er mai, où il sera arrêté par la police ; en juin, il est expulsé de France vers le Japon, où il arrive en juillet.

Ôsugi Sakae, Itô Noe (1895-1923), qui avait quitté son mari Tsuji Jun (1884-1944), poète influencé par le mouvement dada et traducteur de Max Stirner, en mai 1916, pour vivre avec Ôsugi, et un des neveux dÔsugi, Tachibana Sôichi, sont massacrés par des gendarmes (kenpeitai) au poste de police de Kôjimachi le 16 septembre 1923, faisant partie des nombreux opposants politiques et Coréens assassinés dans les jours qui ont suivi le tremblement de terre du Kantô du 1er septembre.

Les partis et groupes socialistes au Japon dans l'entre-deux guerres



(*Source* : Tada Michitarō 多田道太郎 (sous la direction de), Ōsugi Sakae 大杉栄, Chūō kōron sha 中央公論社, Chūō backs 中央バックス, Nihon no meicho 日本の名著 (chefs-d'œuvre du Japon), n° 46, rééd. de 1990, p. 512)

Kropotkine.

Ôsugi, bien que lui aussi issu d'une famille de militaires, est né dans un milieu qui diffère de celui de Kôtoku : le père d'Ôsugi, membre de l'armée gouvernementale d'après la restauration de Meiji, ne possède rien de commun avec celui de Kôtoku, samurai de l'ancien régime, sinon, en dernière instance, les illusions de servir l'empereur. Le capitalisme étant passé par-là, le samurai et ses valeurs surannées ont cédé la place au fonctionnaire.

Ôsugi Sakae a animé de nombreux périodiques, écrit et traduit beaucoup. Il serait fastidieux de donner ici une liste exhaustive de sa production intellectuelle. Citons, pour exemples de revues, *Kindai shisô* (La Pensée moderne), qu'il publie avec Arahata Kanson à partir du 1er octobre 1915, et qui sera rapidement interdite (4 numéros jusqu'en janvier 1916) ; *Bunmei hihyô* (Revue de critique culturelle), qu'il fonde le 1er janvier 1918 avec Itô Noe (1895-1923), et qui paraîtra jusqu'en avril ; puis, à partir du mois de mai de la même année, le *Rôdô shinbun* (Jounal ouvrier) avec Wada Kyûtarô (1893-1928), qui comptera 4 numéros. Relevons qu'en 1915, il publie un livre intitulé *Shakaiteki kojinshugi* (L'Individualisme social), qui fera passer l'expression « kojinshugi » (individualisme) dans le langage courant (14) ; enfin, qu'il a traduit *Mutual Aid : A Factor of Evolution* (*L'Entraide, un facteur de l'évolution*) de Pierre Kropotkine en octobre 1917 (15).

Ôsugi représente, à mon avis, le cas très rare d'une tension entre jouissance de la vie et action militante. Son engagement auprès de la classe ouvrière le mène naturellement vers l'anarcho-syndicalisme sans qu'il renonce pour autant à vivre à sa guise. Il fait scandale depuis son plus jeune âge pour la liberté de ses mœurs, et son activité dans le mouvement ouvrier ainsi que ses analyses théoriques expriment la quête d'une cohérence entre développement personnel et action collective (16).

Le vote des crédits de guerre le 4 août

---

(14) En décembre 1921, Tsuji Jun (1884-1944), poète influencé par le mouvement dada, fera paraître, une traduction de *Der Einzige und sein Eigenthum* (1845) (*L'Unique et sa propriété*), de Max Stirner (1806-1856), sous le titre *Jiga kyô* (*Le Livre sacré du Moi*). Pour la petite histoire, qui permet souvent de comprendre la grande, Tsuji Jun fut l'époux d'Itô Noe avant qu'elle devienne la compagne dÔsugi, aux côtés de qui elle sera assassinée en septembre 1927.

(15) Voir Thomas A. Stanley, *Ôsugi Sakae. Anarchist in Taishô Japan. The Creativity of the Ego* (Ôsugi Sakae, un anarchiste dans le Japon de l'ère Taishô. La Créativité de l'ego), Harvard University Press, 1982.

(16) Voir Ôsugi Sakae, *Jijoden* (Autobiographie), première édition en japonais entre septembre 1921 et janvier 1923 dans la revue *Kaizô* (Reconstruction) fondée en avril 1918 par Yamamoto Sanehiko (1885-1952). Cette autobiographie n'a, à ma connaissance, jamais été traduite en français, hormis une mauvaise traduction du chapitre 6 dans une thèse inédite de maîtrise de japonais, *Ôsugi Sakae (1885-1923), Mémoires d'un anarchiste dans le Japon moderne*, soutenue à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) en 1997 par Gilles Bieux, visiblement réalisée à partir de sa version en anglais, *The Autobiography of Ôsugi Sakae* (University of California Press, 1992). On trouvera quelques informations sur Ôsugi Sakae dans le dossier « Anarchisme et mouvements libertaires au début duXXe siècle » paru dans le n° 28 (printemps-été 2002) de la revue *Ebisu. Etudes japonaises*, dont j'ai dit ce que j'en pensais dans la note 8 du chapitre IV (*Echanges* n° 110, p. 29).

1914 par le SPD en Allemagne et la participation de Kropotkine à l'Union sacrée en faveur des gouvernements alliés (17), publié entre les conférences de Zimmerwald et de Kienthal (18), troublent les socialistes et les anarchistes japonais. Ignorants des courants internationalistes européens, ils seront séduits par le bolchevisme et le mot d'ordre de « guerre à la guerre » défendu par Lénine, puis par l'action des bolcheviks au cours de la révolution russe en 1917.

Le bolchevisme

Les premiers socialistes japonais, marxistes et anarchistes confondus, s'étaient donné pour tâche d'éclairer et de guider le peuple, et fixé pour but de l'instruire par la propagation des idées européennes des Lumières. Après la première guerre mondiale, les partisans des bolcheviks au Japon trouvèrent tout naturellement dans les écrits de Lénine des raisons d'agir conformes à ces conceptions, bien que peu de Japonais sachent qui était ce Lénine (19).

Au Japon, comme en Europe, les anarchistes se sont enthousiasmés pour la révolution russe avant les autres socialistes, et bon nombre d'entre eux se firent les propagateurs du bolchevisme que presque personne, eux-mêmes y inclus, ne connaissait alors précisément (20). C'est ainsi que, le 7 avril 1918, Ôsugi Sakae organise avec Watanabe Seitarô une réunion pour célébrer la révolution russe. Et, en octobre 1920, les autres socialistes ayant renoncé face aux menaces de répression policière, seul Ôsugi se rend à Shanghai pour participer au premier Congrès des socialistes d'Extrême-Orient (21).

Il en revient en novembre avec des fonds du Comintern qui lui permettent de relancer sa revue, *Rôdô undô* (Mouvement ouvrier). Le 9 décembre, Ôsugi, Sakai Toshihiko et Yamazaki Kesaya appellent les socialistes à s'unir, et forment la Ligue socialiste du Japon (Nihon shakaishugi dômei), dont le gouvernement ordonnera la dissolution le 28 mai 1921. Entre temps, le 9 mai 1921, les anarchistes s'étaient opposés aux pro-bolcheviks lors du deuxième congrès de la Ligue ; à partir de ce moment-là la polémique entre anarchistes et pro-bolcheviks ne cesse de se radicaliser, et le bolchevisme s'affirme nettement aux dépens de l'anarchisme, malgré l'activisme d'Ôsugi Sakae. En décembre 1922, désabusé, il donnera sa vision de la révolution russe dans un ouvrage, *Museifushugisha*

---

(17) En février 1916, quinze militants anarchistes, dont Kropotkine, signaient un manifeste, passé dans l'histoire sous le nom de manifeste des Seize, dans lequel ils appelaient à se mobiliser contre l'impérialisme allemand, prenant ainsi fait et cause pour les alliés ; voir Jean Grave, *Quarante ans de propagande anarchiste*, éd. Flammarion, 1973, p. 499 et suivantes.

(18) Des socialistes de plusieurs pays ont organisé, en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, une première conférence, puis une deuxième à Kienthal en avril 1916, afin de trouver une position commune dans leur opposition à la guerre. Ces réunions furent les premières manifestations internationales contre l'union sacrée entre partis socialistes et partis gouvernementaux des nations belligérantes.

(19) Selon Thomas A. Stanley, Yamakawa Hitoshi se rappelait que lorsque le nom de Lénine apparut pour la première fois au Japon, les Japonais pensaient qu'il s'agissait d'un nom de médicament (*Ôsugi Sakae. Anarchist in Taishô Japan. The Creativity of the Ego*, Harvard University Press, 1982, p. 128).

(20) « C'est seulement après que Lénine eut attaqué les anarchistes en mars 1921 que le sens exact de dictature du prolétariat devint évident. » (Thomas A. Stanley, *op. cit.*, p. 132).

(21) Voir Manfred Pohl, *Die Bauernpolitik der kommunistischen Partei Japans. 1922-1928* (La Politique paysanne du Parti communiste du Japon. 1922-1928), Deutsche Gesellschaft für Natur- und Völkerkunde Ostasiens (Société allemande des sciences naturelles et d'ethnologie d'Extrême-Orient), 1976, p. 83 ; et Thomas A. Stanley, *op. cit.*, p. 132.

no mita Roshia kakumei (La Révolution russe vue par un anarchiste).

En 1907, les mineurs d'Ashio en lutte, en faisant usage de la dynamite, avaient montré qu'ils n'étaient pas sans savoir ce qui se passait en Russie (22) et les premiers socialistes japonais s'étaient, eux aussi, intéressés aux doctrines et aux pratiques des populistes russes à l'époque de la guerre russo-japonaise (1904-1905) (23). Il semble, par contre, que la révolution russe de 1917 n'ait eu de répercussions immédiates que parmi les élites japonaises, et, singulièrement, universitaires. Un professeur d'économie politique à l'université Keio, Fukuda Tokuzô (1874-1930) signifiait clairement à Albert Maybon le fossé qui séparait ces élites de la classe ouvrière en des termes que nos modernes intellectuels pourraient entonner sans rougir : « Le socialisme au Japon n'est qu'un objet de curiosité intellectuelle. Nos ouvriers n'ont pas conscience des nécessités de la lutte. »(24).

Ces marxistes compatissaient à la misère ouvrière dans un esprit mystique et prétendaient sauver les miséreux malgré eux. Kawakami Hajime *(voir encadré p. 56)* est l'un des plus importants de ces marxistes de l'entre-deux-guerres parce qu'il influença non seulement la réception de Marx au Japon mais aussi en Chine (25). Entre le 11 septembre et le 26 décembre 1916, il publie une série d'articles intitulés « Binbô monogatari » (Récits de pauvreté) dans le quotidien *Ôsaka asahi shinbun* (Le

(22) Voir chapitre III, *Echanges* n° 109, p. 33.
(23) Voir chapitre IV, *Echanges* n° 110, p. 37.
(24) Albert Maybon, *op. cit.*, p. 192-193.
(25) Voir le tableau des ouvrages ayant trait à la théorie marxiste qui ont influencé les premiers marxistes chinois dans la période du 4 Mai (1919-1920), où sont recensés pas moins de cinq livres de Kawakami Hajime, dans Arif Dirlik, *The Origins of Chinese Communism*, Oxford University Press, 1989, p. 99-103.

La situation des classes laborieuses au Japon, de 1853 à nos jours, dans « Echanges » :

I. Introduction. La bureaucratie. Les employeurs. Les travailleurs
n° 107, hiver 2003-2004, p. 37.
II. La guerre sino-japonaise (1894-1895). L'entre-deux guerres (1896-1904). La guerre russo-japonaise (1904-1905). Lutte de clans au sein du gouvernement
n° 108, printemps 2004, p. 35.
III. Avant 1914 : La composition de la classe ouvrière. La discipline du travail et l'enseignement. Industrialisation et classe ouvrière . Les luttes ouvrières. Les syndicats
n° 109, été 2004, p. 25.
IV. Les origines du socialisme japonais : Le socialisme sans prolétariat. Ses origines intellectuelles japonaises, le bushidô. Ses origines intellectuelles étrangères. Marxisme contre anarchisme
n° 110, automne 2004, p. 25.
Chronologie juillet 1853-août 1914
n° 112, printemps 2005, p. 18.
V. Bouleversements économiques et sociaux pendant la Grande Guerre. Un ennemi : l'Allemagne. Le commerce. L'industrie. La classe ouvrière. Les Coréens au Japon.
N° 114, automne 2005, p. 32.
VI. Les grèves pendant la première guerre mondiale. Les conflits du travail de 1914 à 1916. Un tournant : 1917-1918. Les émeutes du riz
n° 115, hiver 2005-2006, p. 41.
VII. La dépression de 1920-1923. Le grand tremblement de terre du Kantô. La crise bancaire de 1927. La crise de 1929.
n° 117, été 2006, p. 39.
VIII. Entre première et deuxième guerres mondiales. Le taylorisme. Les zaibatsu.La lutte des classes. Les Coréens.
n° 119, hiver 2006-2007, p. 24.
IX. Les origines réformistes du syndicalisme ouvrier. Parlementarisme et syndicalisme. Les conflits entre syndicats prennent le pas sur la lutte de classes. La guerre contre la classe ouvrière.
n° 121, été 2007, p. 21.
X. Les travailleurs des campagnes. Les Coréens. Les burakumin. Patronat et fonctionnaires. Les yakuza.
n° 124, printemps 2008, p. 23.

Matin dÔsaka) (26), qui sera rassemblée en un seul volume le 1er mars 1917. C'est ce point de vue moralisant, sans doute combiné à quelques frustrations dues à la mainmise des clans de Satsuma et de Chôshû sur le pouvoir, qui mène de nombreux intellectuels à s'intéresser à ce qui peut servir stratégiquement dans les écrits de Marx et Engels à asseoir leurs propres prétentions, à la manière de Lénine.

Contrairement aux marxistes d'avant 1914, ceux d'après guerre ne se contentent pas de traduire des textes des épigones sociaux-démocrates mais entreprennent, souvent en ordre dispersé, la traduction des propres écrits de Marx : en 1920, Kawakami Hajime publie des traductions de *Travail salarié et capital* (*Lohnarbeit und Ka -*

Kawakami Hajime (1879-1946)

Kawakami Hajime est né dans une famille de notables locaux à Iwakuni, dans l'actuelle préfecture de Yamaguchi qui recouvre l'ancien fief de Chôshû, un des quatre clans promoteurs de la restauration impériale. Le fait qu'il soit né peu de temps après la chute de l'ancien régime des Tokugawa et ses origines familiales et géographiques expliquent qu'il personnifie les contradictions du Japon, à la fois contraint de s'industrialiser pour ne pas subir la domination des grandes puissances et désireux de conserver ses traditions.

Il fut éduqué dans les meilleures écoles aux classiques chinois et japonais, mais aussi aux sciences et aux langues étrangères telles qu'elles pouvaient être enseignées à l'époque. Son appartenance au fief de Chôshû lui ouvrait les portes du pouvoir, mais refusant tout rôle politique, il entame une carrière universitaire à Tôkyô dès 1903.

Convaincu que la richesse des nations industrielles était le résultat des idées défendues par leurs élites intellectuelles, il cherche à se former aux doctrines philosophiques et économiques européennes, puis, particulièrement, aux doctrines socialistes. Entre 1905 et 1913, année où il part étudier en Europe, il rédige alternativement manuels sur le socialisme ou l'économie et écrits moralisants. A son retour, en 1915, il est nommé professeur de droit à l'université impériale de Kyôto, où il enseigne aussi l'économie.

De septembre à décembre 1916, il publie une série d'articles intitulée « Binbô monogatari » (Récits de Pauvreté) dans le quotidien *Ôsaka asahi shinbun* ; ces articles, rassemblés en recueil en 1917, marquent le début de son évolution vers l'étude des œuvres de Karl Marx et le militantisme politique. Auparavant, ses connaissances du marxisme se limitaient à ses interprètes. Il commence à traduire *Das Kapital* en 1919.

Cette même année 1919, il est nommé professeur du nouveau département d'économie de l'université impériale de Kyôto, en mai, et devient, en septembre, conseiller auprès de la *Dai Nihon rôdô sôdômei Yûaikai* (Confédération générale du travail du Grand Japon – Société fraternelle), fondée le 1er août. En 1921, il traduit deux autres ouvrages de Karl Marx, *Lohnarbeit und Kapital* (1849) et *Value, Price and Profit* (1865).

Alors que Kawakami passe au Japon pour un expert en économie et le meilleur connaisseur de l'œuvre de Marx, un de ses anciens étudiants de l'université de Kyôto, Kushida Tamizô (1885-1934), attaque sa conception moraliste du marxisme dans un article paru en 1924 ; il est suivi, en 1925, par Fukumoto Kazuo (1894-1984), de retour d'un voyage de presque trois années aux Etats-Unis et en Europe. Ces cri-

pital, 1849) et de *Salaire, prix et plus-value* (*Value, Price and Profit*, 1865) ; Takabatake Motoyuki, une de *Das Kapital*. En 1922, Sakai Toshihiko une de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880) d'Engels, tandis que la traduction du *Manifeste du parti communiste* (*Manifest der kommunistischen Partei*, 1848) circule clandestinement.

Le 1er janvier 1922, Yamakawa Hitoshi, Tadokoro Teruaki et Nishi Masao créent la revue *Zen.ei* (Avant-garde), et le 22, Katayama Sen, Takahashi Kiyoshi et Tokuda Kyûichi assistent à une session du Soviet des nationalités de l'Extrême-Orient à Moscou. En avril, Ichikawa Shôichi et Aono Suekichi publient la revue *Musan kaikyû* (Classe prolétarienne).

Cette agitation aboutit à la formation officielle, en juillet 1922, d'un Parti communiste japonais (Nihon kyôsantô) sous l'impulsion du Comintern par les socialistes de la Suiyôkai (Association du mercredi), de la Gyôminkai (Société des gens de l'aube) (27) et de la Kensetsusha dômei (Société des bâtisseurs), entre autres (28). Entièrement inféodé aux directives de Moscou, c'est Katayama Sen (voir sa biographie dans *Echanges* n° 110, p. 34), qui avait quitté définitivement le Japon le 9 septembre 1914, qui le dirigera en sous-main jusqu'à son décès en 1933.

La répression gouvernementale, les querelles de tendances et les incessants changements de ligne conduisent la direction du Parti à prononcer sa dissolution en 1924. Il est reconstitué en 1926 *(voir le tableau des partis et groupes socialistes, p. 52)* sur les instances de Moscou, mais les luttes de factions se poursuivent (29).

tiques incitent Kawakami à approfondir sa connaissance du marxisme et du léninisme. Elles l'incitent aussi à se lancer dans l'action ; en avril 1928, il démissionne de son poste de professeur de l'université impériale de Kyôto et, en décembre, participe à la conférence de fondation du Nouveau Parti ouvrier et paysan (Shin rônôtô), où il sera arrêté pour la première fois par la police aux côtés des autres participants. A partir de cette année-là, il mêle militantisme et activité éditoriale, et publie en feuilleton dans la revue *Kaizô* (Reconstruction), en 1929, des Seconds Récits de Pauvreté (« Dai ni binbô monogatari »), qui seront rassemblés en recueil l'année suivante. En 1930, il s'éloigne du Nouveau Parti ouvrier et paysan et du militantisme politique. Il renoue avec l'activité politique en 1932 en adhérant au Parti communiste japonais et entre dans la clandestinité. Il est arrêté en janvier 1933 et condamné à cinq ans de prison. En 1937, il bénéficie d'une remise de peine à l'occasion de la naissance du prince héritier et est libéré en juin. Après sa libération, il délaisse totalement l'activisme politique et se consacre essentiellement à l'écriture de poèmes et de textes divers, non politiques. Son autobiographie (*Jijoden*), encore beaucoup lue par les Japonais jusqu'à il y a quelques années, a été publiée après sa mort le 30 janvier 1946.

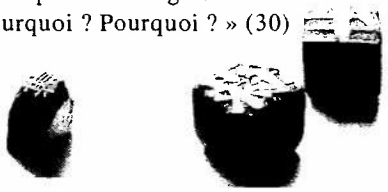
---

(26) L'*Ôsaka asahi shinbun* a fusionné avec le *Tôkyô asahi shinbun* le 1er septembre 1940 pour devenir l'*Asahi shinbun* (Le Quotidien du matin), journal existant aujourd'hui encore, situé à gauche de l'échiquier politique.
(27) Voir *Echanges* n° 124, note 16, p. 29.
(28) Pour ce chapitre sur le Parti communiste japonais, je me suis servi principalement des deux ouvrages suivants : George M. Beckmann et Okubo Genji, *The Japanese Communist Party. 1922-1945*, Stanford University Press, 1969 ; et Robert A. Scalapino, *The Japanese Communist Movement. 1920-1966*, University of California Press, 1967.
(29) Fukumoto Kazuo (1894-1984) critique Kawakami Hajime dès 1925. Fukumoto Kazuo a voyagé en Europe

Elles sont d'autant plus violentes que le parti reste généralement étranger à la classe ouvrière japonaise et que ses groupes dirigeants successifs obéissent mécaniquement aux directives de Moscou.

En août 1922, Yamakawa Hitoshi proposait aux intellectuels d'aller vers le peuple (Taishû no naka e) dans un article « Musan kaikyû undô no hôkô tenkan » (Changement de direction du mouvement prolétarien) paru dans le numéro de juillet-août de *Zen.ei*. Pour lui, le mouvement socialiste était trop éloigné de la réalité des masses. Son appel semble être resté sans effet. Une chanson populaire de l'époque disait :

« Profitant de la question ouvrière
Editeurs et intellectuels prospèrent
Tandis que les typographes
Sont pâles et maigres.
Pourquoi ? Pourquoi ? » (30)



et aux Etats-Unis de 1922 à 1924. De la fin 1922 au printemps 1923, il a suivi les cours de Karl Korsch à l'université de Iéna ; voir Karl Korsch, *Gesamtausgabe* (Œuvres complètes), tomes 8 et 9, *Briefe* (Correspondance), Stichting beheer IISG/Offizin, 2001. A partir de février 1925, il publie des articles dans l'organe théorique du Parti communiste japonais, *Marukusushugi* (Marxisme), et devient un des théoriciens du Parti. Mais en 1927, le Comintern critique le « fukumotoïsme » et stoppe son ascension dans le Parti. En 1928, il est condamné à dix ans de prison, et passera quatre ans de plus aux arrêts. De 1942 à 1950, il s'éloigne du Parti. Il rentre dans le nouveau Parti communiste en 1950 et est emprisonné en 1951 par les forces américaines. Après avoir formé un groupe d'opposition interne en 1955, il sera exclu du Parti en 1958. Il est l'auteur jusqu'à sa mort de nombreux écrits sur le capitalisme japonais et les questions du socialisme.

(30) « Rôdô mondai tane ni shite/ Honya gakusha wa hanjô suru/Katsuji hiroi no shokkô wa/Aoku natte yasete iru /Hatena hatena » ; Soeda Tomomichi, *Enka no Meiji Taishô shi* (Histoire des enka aux ères Meiji et Taishô), Iwanami shoten, 1965, p. 208. Les enka sont des chansons populaires en vogue depuis les années 1880, époque du mouvement pour la liberté et les droits du peuple.

DANS LES PUBLICATIONS / ASIE, AMÉRIQUES

Chine

◆ www.gongchao.org/de/texte/2009/krisenpanik (en allemand, sur la crise en Chine.

Femmes en Inde

◆ « Women Workers and Globalisation : Emergent contradictions in India », Indrani Mazumdar.
Centre for Women's development Studies, Delhi, 2007.

Mexique

◆ « Un récit d'un séjour au Chiapas » dans *Barricata* n°18, mars 2009.

◆ « Dignes et rageurs zapatistes » dans *CQFD* n° 64 (février 2009).

◆ Le *Rendez-vous de Vicam. Rencontre de peuples indigènes d'Amérique*, de Joani Hocquenghem, aux éditions Rue des cascades (192 p., 10 €)
Les éditions Rue des cascades ont dorénavant un site Internet où l'on peut découvrir l'ensemble des livres publiés et les commander :
http://ruedescascades.net
Courriel :
ruedescascades@no-log.org

De partout

◆ Dans *Collegamenti* n° 13 (janvier-juin 2008, en italien), des articles sur les problèmes internationaux (« De Washington à Pékin – en passant par New Delhi » ; « Primaires et politique étrangère états-uniennes » ; « Mexique blessé » ; De l'usage belliqueux de l'Histoire).

« Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts ! »

(Slogan des émeutiers de Kabylie, printemps 2001)

Nous avons reçu d'un camarade qui a voulu rester anonyme le texte suivant :

31 décembre 2008, Marseille, un bureau de poste, trois jeunes (de 16 à 20 ans) y tentent un braquage. La police intervient, un des braqueurs est abattu. Aucune réaction, quelques flash-infos, et dès le lendemain, ce « fait divers » est oublié.

Quelques centaines d'euros à rafler ce jour là dans cette poste. Peut-être pour pouvoir se payer un réveillon. Le nombre de braquage a augmenté sur tout le territoire français en 2008, souvent pour de faibles butins. De petites équipes se montent, souvent jeunes et inexpérimentées, et attaquent des cibles proches (épiceries, station-service, poste...) pour rafler l'équivalent d'un RMI. Le procureur de Marseille déclara après le braquage du 31 décembre: « En cette période de fête, nous sommes confrontés à une accélération surprenante. Même si le plan Danton, anti hold-up, est activé, il est difficile de dissuader une certaine catégorie de malfaiteurs, souvent des petites frappes déterminées, à la dangerosité difficile à cerner » [*La Provence*, 1er janvier 2009].

Le marché de la drogue dure est lui aussi en pleine expansion, la vente de cannabis ne suffit plus. Règlements de compte avec armes à feu en banlieue, baisse des prix, consommation de plus en plus courante d'héroïne ou de cocaïne dans de larges couches de la population... Les effets de la crise sûrement, ou le vrai visage du capitalisme.

Pour dépeindre un tableau exhaustif, il faudrait revenir sur les bouleversements des rapports de classes dans la société capitaliste de l'après-fordisme qui ont déterminé les mutations du capitalisme ces trente dernières années. On pourrait aussi répertorier les différents effets de la crise financière actuelle, et les formes de résistance qui s'y affirment.

Ce que l'on voit aujourd'hui, c'est la perte de reconnaissance des organes de représentation convenus, syndicats, partis de gauche et leurs kyrielles d'associations.

Lors des émeutes de 2005, aucun dans le spectre de la gauche n'émit, même du bout des lèvres, le caractère social et politique de ce qui se jouait. Ils en restèrent à constater une délinquance juvénile généralisée. Ce sont les renseignements généraux, lorsqu'un de leurs rapports fut publié dans la presse, qui les premiers affirmèrent observer une révolte sociale dans ce soulèvement.

C'est que le refus de toute représentation dans la révolte en cours du mois de novembre 2005, fut tellement fort que personne – même chez les apprentis politiciens – ne se risqua à se brûler à ce jeu-là.

Durant l'automne 2005, suite à un nouvel assassinat de la police, se sont cristallisés tous les refus, les frustrations, les désirs de ne plus subir sa condition des classes les plus pauvres. Les attaques contre les institutions, contre les entreprises, la destruction de ce qui est le plus proche de soi physiquement (comme les voitures sur les parking) pour déclarer son quartier en guerre, les affrontements directs avec la police en sont les expressions. Et personne ne pouvait alors y apposer son discours. Les plus hardis ne pouvaient qu'endosser les habits de pompiers. Reconnaissant

avec des pincettes les raisons des violences, mais pour appeler à leur arrêt et à rentrer dans le jeu démocratique. Piètre cinéma face à l'urgence et l'obstination de la situation.

C'est que la modernité de ces émeutes est d'avoir compris l'escroquerie du jeu des représentations politiques et de ne pas les avoir singées. C'est de ne pas avoir agité un mythique rapport de forces, mais de l'avoir créé, d'être le rapport de forces. On ne peut pas nier que l'Etat n'a pour autant pas vacillé, même si partiellement la peur a pu changer de camp, et que lors de ces événements, aussi, la campagne de la présidentielle était en cours.

Aujourd'hui le capital ne peut plus proposer d'amélioration des conditions de vie, mais au contraire leur appauvrissement. Cette situation détermine les raisons, la constitution et les perspectives des mouvements de résistances et/ou de révolte. D'autant que les appareils habituels de la gauche ne peuvent plus contenir les révoltes sociales.

Lors des grèves des cheminots en 2007, l'Etat a cantonné ces mouvements dans des règles qu'il a déterminé. Une vieille forme de la contestation sociale, appareil syndical tenant les outils de communication et les revendications, s'est alors téléscopé avec les nouvelles dynamiques sociales. Comme le disaient des jeunes conducteurs de la RATP : « On veut pas faire une grève juste en mangeant des merguez dans notre dépôt. » Et c'était novembre 2005 qui était cité comme exemple de rapport de forces. Symptomatique de cette époque, les syndicats ont alors voulu terminer une grève avant de l'avoir commencée. La « gestion de conflit » recèle encore de la modernité de la part des vieilles centrales. La grève d'octobre a aussi révélé de nouvelles combativités, les nouvelles formes que prendront les luttes.

C'est ce que l'on voit et verra encore dans ce nouveau cycle des luttes. Novembre 2005 en est l'expression, face à l'Etat : ne plus revendiquer, mais se battre, affirmer sa position dans la société. Et donc sa position de classe. A Paris, à la gare Saint-Lazare, s'est déroulée une grève de plus d'un mois, avec une forte mobilisation qui n'écoutait pas les centrales syndicales quand elles étaient contre la grève. La direction de la SNCF en a été réduite à fermer les accès de la gare et le chef de l'Etat à menacer le syndicat le plus radical. C'est que de nombreux jeunes ont été recrutés ces dernières années dans ce secteur. A Saint-Lazare, cette masse de nouveaux travailleurs est beaucoup plus combative, et les règles du jeu politique et syndical ne sont plus pour eux des évidences.

Indéniablement, pour défendre sa survie, le

prolétariat se doit de passer à l'offensive. L'émergence d'un collectif contre la vie chère en Guadeloupe découle de la compréhension du fait qu'à priori il n'y a rien pour ces anciennes colonies de la république. Et que seul un bras de fer pourra desserrer l'étau.

L'émeute généralisée durant plusieurs semaines en Grèce au mois de décembre, a eu un large écho car elle correspond aux mêmes conditions d'exploitation que chacun connaît, dans les banlieues françaises, les grands centres urbains, les usines d'Europe, les boulots intérimaires du marché du travail. Son intensité n'est pas dans la publicité des groupes gauchistes ou anarchistes, mais dans la reconnaissance de sa condition, et le refus de laisser à l'Etat le monopole de la rue et de la violence.

Ces révoltes ne sont pas des événements isolés et séparés. Elles correspondent à l'état du rapport de forces social, aux contradictions internes du capital et à ses moyens de gérer les conflits de classe. Ces mouvements se confrontent alors aux forces institutionnelles, l'Etat et sa police, mais aussi à tout le maillage des rapports sociaux capitalistes. Et, de fait, aux forces politiques de gauche qui ne manquent pas alors de se recomposer.

Au vu du peu de marge de manœuvre dont dispose le capitalisme dans la période actuelle, ces mouvements font nécessairement partie du paysage social. La question est de savoir quelles perspectives ils pourront se donner, en se reconnaissant les uns et les autres. Toute intervention de l'Etat sous la forme de la répression ou sous la forme sociale du vieil Etat-providence, ne fera que reculer la prochaine offensive. Elle ne lui enlèvera pas ses raisons profondes. Ces offensives seront toujours à reprendre, tant que subsistera ce à quoi elles se butent : le rapport de classe capitaliste.

■

LA CRISE ÉCONOMIQUE

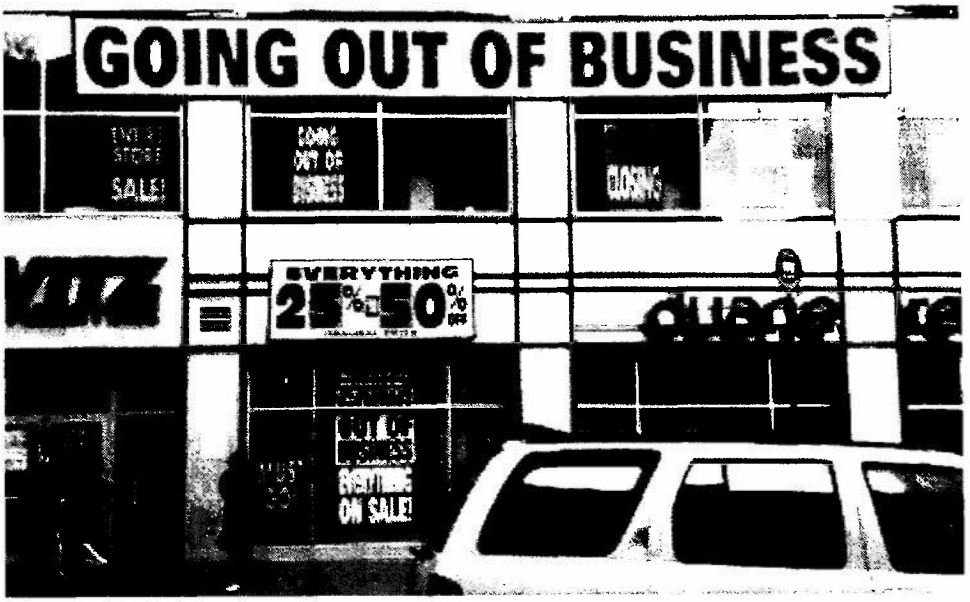
DES HAUTS ET DES BAS

La suite de l'analyse de Paul Mattick Jr *

ALORS QUE, en 2008, la récession économique devenait une crise financière et que la crise financière se transformait en une récession globale, les références à la Grande Dépression des années 1930 se sont faites de plus en plus nombreuses, et on s'est mis à parler de la crise économique la plus grave depuis la seconde guerre mondiale. On a cependant peu mentionné le fait que les dépressions économiques ont été récurrentes dans l'économie capitaliste depuis le début du XIXe siècle, ce qui a inspiré une abondante littérature théorique essayant de les comprendre et a fait accumuler des matériaux statistiques afin de les définir et les repérer.

Peut-être le vénérable concept de « cycle économique » fera-t-il quelques réapparitions dans les commentaires économiques du jour, en partie parce que les dépressions de l'après-guerre furent brèves et faibles, comparées aux précédentes (l'histoire économique, du début des années 1800 à la fin des années 1930, a été divisée en périodes à peu près égales de prospérité et de dépression, ces dernières devenant au fil du temps plus profondes et plus longues). La prétention des économistes keynésiens, après 1945, d'avoir mis

* Voir « En plein brouilllard », *Echanges* n° 126, et « Entreprise hasardeuse », *Echanges* n° 127.



fin aux cycles économiques en réglant minutieusement l'économie grâce aux contrôles gouvernementaux n'a pas survécu à la combinaison d'inflation et de stagnation apparue dans les années 1970. La capacité de l'économie de rebondir rapidement après chaque période difficile conduisit alors des économistes néolibéraux pleins d'une confiance nouvelle à prétendre que le capitalisme était tout simplement prospère par nature.

En réalité, la crise mondiale actuelle, loin d'être une mystérieuse anomalie, représente le retour de l'économie capitaliste aux plus sombres aspects de son histoire antérieure à la seconde guerre mondiale.

Les cycles prospérités/faillites sont apparus dès que la croissance d'une économie basée sur la monnaie et la révolution industrielle eut conduit à l'établissement du capitalisme sur d'assez vastes territoires, où il devint le système social dominant. Auparavant, bien sûr, la vie économique était affectée par toutes sortes de calamités : guerres, peste, mauvaises récoltes. Mais le développement du capitalisme amena quelque chose de nouveau : la famine accompagnant de bonnes récoltes et des montagnes de nourriture, des usines fermées et des travailleurs mis au chômage en période de paix, même s'ils avaient besoin des marchandises qu'ils produisaient. De telles ruptures dans le processus normal de production, distribution et consommation étaient dues non à des troubles naturels ou politiques, mais très précisément à des facteurs économiques : le manque d'argent pour acheter les marchandises nécessaires, des profits trop bas pour qu'il vaille la peine de maintenir la production. Des dépressions majeures ont été observées chaque décennie à partir des années 1820, grandissant en importance jusqu'à la « Grande Dépression» de 1929.

A chaque fois, on a vu le déclin de la production industrielle, une montée brutale du chômage, la chute des salaires (et d'autres prix) et la faillite des institutions fi-

nancières, précédée ou suivie de paniques financières et de restrictions du crédit. Chaque fois, la chute a été suivie d'un retour à un niveau de production (et d'emploi) supérieur à ce qu'il était avant la crise. D'abord, seules les nations les plus développées en terme de capitalisme furent affectées (la crise de 1825 ne toucha que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis). Mais au cours du siècle suivant, comme le capitalisme s'était étendu dans le monde entier et que les Etats étaient de plus en plus liés par les échanges de biens et de capitaux, le cycle des crises et des relances envahit de plus en plus de territoires, même si tous ne vivaient pas ces phases de la même manière, ni avec la même intensité, ni au même moment.

Alors que les champions du libre marché au XIXe siècle (les ancêtres des « néolibéraux » d'aujourd'hui) insistaient sur l'impossibilité d'une crise générale du système économique (opposée à des déséquilibres temporaires), d'autres économistes répondaient à ces arguments par des hypothèses sur les causes de ce mécanisme cyclique. Dans une économie de marché, les décisions concernant l'endroit où investir, par suite pour quelle production et en quelle quantité, sont prises avant de savoir quelle quantité d'une marchandise particulière sera réellement achetée par les consommateurs et à quel prix ; ces décisions semblent de toute évidence relever des fluctuations de l'activité économique, dans lesquelles les différentes parties d'un système complexe s'ajustent les unes aux autres avec le temps.

Un autre aspect fondamental du capitalisme – pour que le profit existe, la valeur monétaire totale des marchandises produites doit être supérieure au montant total des salaires – suggère un déséquilibre congénital entre la production et la consommation éventuelle. Comme ces deux caractéristiques sont constantes dans cette société, cependant, il est difficile de voir comment elles peuvent expliquer cette alternance de périodes de croissance et d'effondrement. Ces dernières assez sérieuses, parfois, pour donner à un grand nombre de gens l'idée que le système est réellement en train de sombrer. Les économistes cherchent des explications hors de l'économie elle-même, comme par exemple les taches du soleil dont la croissance et la décroissance paraissent correspondre étroitement aux statistiques économiques ; on pourrait en effet concevoir qu'elles affectent l'économie par leurs effets sur l'agriculture. D'autres théories cherchent à expliquer l'augmentation ou la diminution des investissements industriels en examinant les vagues d'optimisme et de pessimisme qui pourraient être causées par des variations du taux de mortalité.

Une explication plus plausible des schémas cycliques, en termes de variations de la rentabilité des investissements, ressort des statistiques économiques dressées depuis des décennies par le Bureau national des recherches économiques de Washington telles que les ont examinées l'économiste Wesley C. Mitchell et ses collaborateurs. Le profit – je cite Mitchell, mais c'est presque un lieu commun – est « la différence entre la somme qu'une entreprise paie pour tout ce qu'elle doit acheter et la somme qu'elle reçoit pour tout ce qu'elle vend ». Comme une entreprise doit constamment réaliser des bénéfices pour continuer à prospérer, la formation du profit est nécessairement le but de la direction et de l'encadrement. Les décisions d'investissement – où produire et que produire – sont conditionnées par cette quête même du profit. Parfois, les en-

treprises font mieux que l'ensemble de l'économie, dégageant en moyenne plus de profit qu'en d'autres périodes. Et quand la moyenne des bénéfices est élevée, la société dans son ensemble profite de cette prospérité ; par contre, la baisse des bénéfices conduit à la dépression.

Qu'est-ce qui détermine ces variations de la rentabilité des investissements en capital ? Cette question, à laquelle Mitchell ne répond pas vraiment, concerne non seulement les espoirs des capitalistes (et par suite leur volonté d'investir) mais aussi leur capacité à investir. En effet, l'argent disponible pour l'investissement est soit tiré des profits existants soit emprunté sur la garantie des bénéfices à venir. Ceux-ci, en fait, ne se matérialisent d'ailleurs que lorsque les emprunts ont été remboursés. Justement parce qu'elle est fondamentale, la question du niveau moyen des profits produits à n'importe quel moment, nous emmène au cœur même du système économique. Comme Mitchell expliquait les décisions des dirigeants par la nécessité de dégager du profit, l'industrie est subordonnée aux affaires : la fabrication de la marchandise à la fabrication de l'argent. Mais qu'est-ce qui détermine la taille de la différence entre les coûts financiers et les prix de vente, différence qui est empochée comme profit ?

Pour citer encore Mitchell, dans une économie moderne, « la plupart des activités économiques consistent désormais à faire de l'argent et à le dépenser ». Nous sommes tellement habitués à cette situation que nous ne percevons même pas sa spécificité historique et oublions que, dans le passé – presque partout dans le monde, et même dans un passé récent –, la plupart des gens produisaient eux-mêmes une bonne partie de leur nourriture, de leur habillement et autres choses nécessaires à leur vie. Cela vaut la peine de se souvenir que si la monnaie apparaît dans nombre de sociétés, le capitalisme est la seule dans laquelle l'argent joue un rôle central dans la production et la distribution des marchandises et des services, au point que tous les objets et services utilisés quotidiennement doivent être achetés avec de l'argent.

L'argent est essentiel au capitalisme, parce que celui-ci est le premier système social dans lequel la plus grande partie de l'activité productrice – mises à part les quelques tâches que les gens accomplissent encore eux-mêmes, comme (parfois) cuisiner le dîner, se brosser les dents ou avoir quelque hobby –, est un travail salarié, accompli contre de l'argent. La plupart des gens, ne pouvant avoir accès à la terre, aux outils ou aux matières premières ou n'ayant pas assez d'argent pour en acheter, ne peuvent produire les marchandises – habitations, habillement, nourriture – dont ils ont

Tu veux être banquier ? ! Idiot ! Essaie déjà d'avoir une bonne éducation à l'école des beaux arts !

besoin pour vivre ; ils doivent travailler pour d'autres qui ont l'argent permettant de les embaucher et de leur fournir matériaux et outils. Ainsi l'argent afflue vers les employeurs quand les employés achètent les marchandises qu'eux-mêmes, en tant que classe, ont produites. Au même moment, les employeurs achètent et vendent des marchandises – matières premières, machines, biens de consommation – les uns aux autres. Ainsi des flux de monnaie connectent les individus inclus dans un système social unique.

Tous ceux qui produisent des marchandises au sein d'une entreprise n'ont pas de relations directes avec ceux qui achèteront et consommeront ces biens ou services, alors même que c'est pour ces consommateurs qu'en dernière instance ils produisent ces marchandises. Les travailleurs des boulangeries ou des usines d'automobiles ne savent pas qui va acheter le pain ou les voitures qu'ils fabriquent, ni quelle quantité ces acheteurs désirent et peuvent se procurer. Ceci est également vrai pour les employeurs. Bien que les entreprises capitalistes produisent pour satisfaire les besoins de quiconque peut payer, en tant que propriété d'individus ou de sociétés elles ne sont liées au reste de la société que par l'échange de biens et d'argent, quand elles achètent des matériaux et du travail ou quand elles vendent leurs produits. C'est pourquoi chaque entreprise n'apprend que par l'échec ou le succès de ses ventes, à un prix suffisant pour réaliser un bénéfice, dans quelle mesure elle satisfait les besoins de ses clients. C'est seulement quand les marchandises sont vendues et consommées que le travail qui les a produites peut être compté comme part du travail total utilisé dans le système employeur-salarié qui est la forme dominante de la production. Si les marchandises ne sont pas vendues, le travail exécuté pour les produire pourrait aussi bien ne pas avoir existé, car elles ne seront pas utilisées. C'est tout ce réseau d'échanges de marchandises contre de l'argent qui, reliant toutes les formes de travail, constitue le système économique. L'argent est le pivot de la société moderne, une société basée sur le principe de la propriété individuelle (même si la grande majorité des gens ne possèdent guère), parce qu'il représente le caractère social de l'activité productive sous une forme (pièces de monnaie, symboles de papier et impulsions électroniques) que pratiquement tout individu peut posséder.

Comme toutes les formes de représentation, l'argent est un mécanisme abstrait : comme il peut être échangé contre n'importe quel produit, l'argent transforme n'importe quel travail concourant à la fabrication de ces produits en éléments d'une abstraction, l'« activité sociale productrice ». Le caractère abstrait de la production moderne n'est pas seulement une idée, mais possède une réalité sociale : pour les entreprises, le produit spécifique qu'elles vendent ne présente d'intérêt que comme moyen d'acquérir de l'argent qui, comme représentation de l'activité sociale de production en général, peut être échangé contre n'importe quoi. Les dirigeants déplacent le capital d'un secteur d'activité vers un autre, non parce qu'ils s'intéressent plus aux voitures qu'au soja ou aux animaux empaillés, mais pour faire de l'argent. C'est ça, le « capital » : de l'argent servant à faire de l'argent. Une entreprise qui cesserait de faire du profit cesserait d'exister, de sorte que la capacité de faire de l'argent – pour accroître la quantité possédée de représentation de l'activité sociale productrice –, détermine quelles mar-

chandises on doit produire, ou même fait décider de ne pas investir du tout dans la production de marchandises.

Le fait que l'argent soit la manière pratique la plus importante de représenter l'aspect social de l'activité productrice lui permet aussi de représenter faussement la réalité sociale. En étant échangées contre de l'argent, les ressources naturelles comme la terre ou les gisements de pétrole sont représentées dans les mêmes termes – en sommes d'argent – que les objets produits par les humains. L'intérêt – encore plus d'argent – doit être payé pour utiliser l'argent de quelqu'un d'autre. Des choses qui sont tout simplement des symboles monétaires, comme des reconnaissances de dette, y compris des reconnaissances de dette complexes comme les billets de banque, les actions et les obligations émises par les sociétés, peuvent être achetées et vendues, car elles permettent à leurs détenteurs de percevoir des revenus et peuvent dès lors être traités comme des marchandises vendables. Et comme les marchandises doivent avoir un prix qui permette aux entreprises de réaliser des bénéfices, même dans le cas de marchandises réelles, le coût de toutes ces choses est modifié par le nombre de gens qui peuvent et veulent dépenser de l'argent pour les acheter.

Le résultat est que c'est à tort que le profit, comme part du prix de vente, paraît provenir des activités d'une entreprise particulière, notamment parce qu'elle se le serait approprié par son activité propre, dans la concurrence avec les autres entreprises, afin d'en réaliser le plus possible. En réalité, le profit – parce qu'il existe sous la forme abstraite de l'argent plutôt que sous celle d'un produit particulier – doit être produit par tout le réseau des activités productives liées les unes aux autres par l'échange des marchandises contre de l'argent. C'est dans le but de faire de l'argent que les employeurs achètent les uns aux autres des équipements et des matières premières et achètent le travail de leurs employés, qui, à leur tour rachètent la partie de ce qu'ils ont produit qui n'a pas été utilisée pour renouveler ou accroître l'appareil productif, et pour fournir (on ne doit pas l'oublier) aux dirigeants leur propre – généralement très coûteuse – consommation. Le résultat capilistiquement désiré de tout ce processus, le profit, est la représentation-argent du travail accompli en aval, qui exige la reproduction de la classe des employés (payés sous la forme de salaires) et la fourniture des marchandises nécessaires à la production. C'est le système social tout entier qui produit du profit, même si chaque entreprise individuellement le conserve pour elle.

Le caractère social du profit peut être perçu dans le fait même que le niveau de rentabilité d'un investissement en capital se modifie avec le temps, indépendamment des vœux des hommes d'affaires ; ceux-ci doivent, comme n'importe qui, s'adapter au mouvement des prix qui indique s'ils agissent correctement (c'est ce qui fait naître l'idée que « l'économie » peut être vue comme un ensemble de forces impersonnelles comme les lois de la nature). La course au profit force les entreprises à pratiquer des prix semblables pour des produits semblables ; comme elles doivent elles-mêmes acheter des marchandises (travail et matières premières), leurs possibilités de concurrencer les autres en abaissant les prix dépend des techniques de production qu'elles utilisent. De cette façon, le caractère social du système s'affirme par la pression exercée sur les entreprises individuelles pour accroître la

productivité afin d'obtenir des profits plus élevés.

Historiquement, cela a conduit à une tendance forte à une réduction de la force de travail, si on la compare avec les quantités produites (alors même que, naturellement, le nombre de travailleurs augmente, en valeur absolue, en même temps que grandit le système). Les employeurs ont d'abord augmenté la productivité en rassemblant les travailleurs dans de grands ateliers où le travail était divisé en tâches de plus en plus réduites. Cela a conduit à remplacer les hommes par des machines, chaque fois que cela permettait d'augmenter la productivité, et à l'invention de la chaîne de montage dont le rythme permet une forte intensité du travail. A la fin du XXe siècle, la plus grande partie de la production était devenue une production de masse mécanisée, demandant toujours moins de travail pour toujours plus de machines et, bien sûr, de matières premières.

Cette mutation a d'évidentes conséquences sur la rentabilité du capital. Si le profit est la représentation monétaire du travail accompli par les salariés dans la société toute entière en excédent du travail requis pour remplacer les matières premières, les outils et ces salariés eux-mêmes, alors il va diminuer par rapport à l'investissement total, si les entreprises investissent plus d'argent dans les machines et le matériel que dans le travail. Karl Marx, qui a été le premier à analyser de manière approfondie ce phénomène, l'appela « la loi la plus importante de l'économie politique moderne » : la baisse tendancielle du taux de profit. L'explication de Marx à la tendance des profits à décliner, signalée avant lui par les économistes du XIXe siècle, est controversée. Mais elle a conduit à une prédiction qui s'est révélée plus que correcte : l'histoire du capitalisme prendrait la forme d'un cycle de dépression et de prospérité. Et cela explique la corrélation montrée par Mitchell entre les variations de la rentabilité et le cycle de l'économie.

Marx soulignait que la croissance du capitalisme, avec sa tendance à la mécanisation, conduirait à un accroissement de la quantité de monnaie nécessaire au développement de la production et donc à une augmentation de la taille des entreprises individuelles. Pour les cent plus grandes entreprises des Etats-Unis, par exemple, le montant en termes réels de l'argent investi en équipement par travailleur a doublé entre 1949 et 1962. Et, bien sûr, comme la mécanisation accroît la productivité du travail, il leur faut acheter une quantité croissante de matières premières. Une des conséquences en est que si la rentabilité du capital baisse, à un certain point le montant du profit sera insuffisant pour que le système puisse encore se développer. (En 1966, l'usine de General Motors de Lordstown, dans l'Ohio, qui était alors l'usine la plus automatisée du monde, avait coûté 100 millions de dollars ; en 2002, GM a dépensé 500 millions de dollars pour la moderniser, ce qui a permis de réduire la force de travail de 7 000 à 2 500 ouvriers. Sept ans plus tard seulement, GM mendie auprès du gouvernement des subsides pour éviter la faillite.)

Des investissements qui ralentissent ou qui stagnent, cela signifie une contraction

du marché pour les marchandises produites. Les employeurs n'investissent plus, ni dans des bâtiments, des machines et des matières premières, ni dans des salaires que les travailleurs auraient dépensés en biens de consommation. Un ralentissement des investissements en tant que tel signifie pour les travailleurs une croissance du chômage et pour les patrons une contraction des marchés. Cela fait boule de neige : la baisse de la demande entraîne des faillites, une augmentation du chômage et une nouvelle baisse de la demande. En même temps comme les patrons (et autres emprunteurs) peuvent de moins en moins faire face à leurs obligations financières, les différentes formes de crédits accordés par les banques et autres institutions financières perdent de plus en plus leur valeur, entraînant une crise financière ; la chute du marché boursier reflète le déclin de la valeur des entreprises. Individus et institutions mettent leur argent de côté au lieu de l'investir. En bref, le capitalisme se trouve lui-même en dépression.

Mais dans l'économie capitaliste, ce qui fait souffrir les individus peut être bénéfique pour le système. Comme les entreprises sombrent dans la faillite et que les productions de toutes sortes restent invendues, les sociétés survivantes peuvent acheter des bâtiments, des machines et des matières premières à bas prix, alors que le prix des terrains dégringole. Sous la pression du marché apparaissent des machines nouvelles, plus efficaces et moins chères. Ce qui veut dire que le coût des investissements diminue. En même temps, l'augmentation du chômage fait baisser les salaires. Les coûts de production des capitalistes diminuent en même temps que le travail qu'ils utilisent devient plus productif , car les gens doivent travailler plus dur sur de nouveaux équipements. Le résultat est un relèvement du taux de profit qui rend possible un nouveau cycle d'investissements et par suite une expansion des marchés pour la production de marchandises et de biens de consommation. Une dépression, en fait, est un traitement pour profits insuffisants ; elle rend possible la prochaine période de prospérité, qui à son tour créera les conditions de la prochaine dépression.

Selon ce schéma, l'originalité de la situation actuelle ne réside pas dans la baisse des profits visible dans l'économie globale à la fin des années 1960 ou la sérieuse dégringolade du début des années 1970, mais dans le fait qu'une véritable dépression ne se soit pas matérialisée avant 2008. Comme les crises précédentes, la Grande Dépression des années 1930, accentuée par l'énorme force destructrice de la seconde guerre mondiale, avait posé les fondations d'une nouvelle prospérité, qui s'est épanouie au cours des « trente glorieuses » [voir « Entreprie hasardeuse », *Echanges* n° 127]. Il n'y a aucune surprise, si l'on considère l'histoire des cycles économiques, à conclure que cette nouvelle prospérité a commencé à décliner à la fin des années 1960. Mais si le capitalisme restait au fond le même système, la politique économique mise en œuvre par les gouvernements avait changé. D'une part, le danger politique que représentaient les mouvements sociaux de masse provoqués par la précédente dépression, comme le chômage de masse radicalisant la population, était intolérable pour les élites gouvernant les Etats capitalistes. Cela apparaissait particulière-

ment dans le contexte de ce qu'on croyait être une confrontation épique avec le communisme. D'autre part, on avait aussi imaginé que les méthodes keynésiennes de financement des déficits pouvaient permettre de contrôler les ravages des cycles économiques. Et en fait la croissance continuelle des dépenses des gouvernements dans des projets militaires et civils après 1945, qui provoquèrent une demande en biens et services supérieure à la production de l'économie capitaliste propre, créèrent les conditions de la prospérité malgré la baisse de la rentabilité.

De plus, l'argent que les gouvernements – et surtout celui des Etats-Unis – imprimèrent pour payer toutes ces dépenses, combiné au crédit que les établissements financiers privés encouragés par les banques centrales étendirent aux emprunteurs individuels et professionnels, rendit possible une expansion sans précédent de la dette. Ce qui permit non seulement le développement de la consommation individuelle, les acquisitions professionnelles, mais aussi, spécialement depuis les années 1980, l'essor de différentes formes de spéculations, dans l'immobilier, sur les marchés boursiers et (avec le raffinement des produits dérivés) les hauts et les bas de la spéculation elle-même. Cette dette publique, professionnelle et individuelle toujours croissante était inscrite aux bilans des banques et autres établissements financiers comme bénéfices, malgré leur absence d'appui sur une entreprise productrice réelle.

Pendant ce temps, tout comme dans les périodes précédentes de déclin économique, la pression s'exerçait sur les ouvriers pour qu'ils produisent plus alors qu'on baissait le prix du travail, grâce au déplacement des usines des zones à haut salaires vers celles à bas salaires, ou grâce à la simple menace de ces délocalisations permettant de diminuer salaires et avantages. A partir des années 1980, les dépenses en salaires socialisés [différés] que représentaient les programmes du Welfare [l'aide sociale fédérale aux Etats-Unis] furent diminuées, ce qui libéra de l'argent qui put être utilisé dans l'économie. Comme on pouvait le supposer, cela contribua à une croissance réelle des profits en abaissant les coûts de production, mais pas suffisamment bien sûr, étant donné le coût de production des marchandises, pour rendre possible un nouveau cycle d'investissement en capital à une échelle permettant de contrebalancer les charmes de la spéculation et de ses hauts rendements à court terme.

Le résultat fut la situation économique qui surgit si brutalement en 2008, même si depuis des décennies les signes avertisseurs – crises de la dette, récessions, faillite de banques, effondrement des marchés boursiers – avaient été assez clairs. Fustigé comme laxisme dans les contrôles financiers, rapacité ou mauvaise politique des banques centrales, l'effondrement économique actuel est dans la ligne de toute l'histoire du capitalisme comme système. Ce que nous affrontons aujourd'hui est, plus ou moins, la dépression qui aurait dû survenir beaucoup plus tôt, mais que la politique économique avait pu différer – en partie en la reportant vers les parties les plus pauvres du monde mais en créant pendant toute cette période, dans les parties les plus riches du monde, une dette d'une dimension sans précédent – pendant une trentaine d'années.

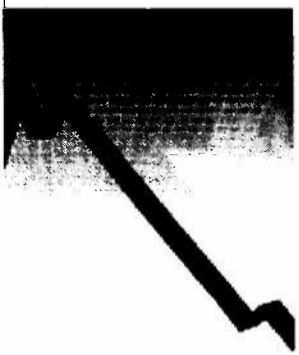
Maintenant, la crise est là. Quelle forme va-t-elle prendre ? Que peut-on faire pour y répondre ? J'aborderai ces questions dans le prochain et dernier article de cette série.

Paul Mattick Jr

DANS LES PUBLICATIONS

La crise

◆ Tout le n° 83 (printemps 2009) de la revue allemande *Wildcat* est consacré à la crise économique et à ses conséquences attendues en termes de luttes de classes : « Tout remettre en question », « La fin de l'automobile » et un entretien avec des cheminots allemands, articles de portée générale, sont complétés par une revue des effets de la mondialisation du capital en Grande-Bretagne (« Solidarité anti-sociale »), en Californie (« Les effets de la crise »), en Chine (« Prolétarisation, classe ouvrière mondiale, la Chine et nous » et « Raison de paniquer ? »), en Inde (« La crise globale »), en Pologne (« La plate-forme des exportations part en vrille »), en Roumanie (« Le tourniquet de la migration »), en Italie (« Lampedusa : Régime frontalier et travail au noir ») et en Espagne (« Briques, bulles et banqueroute »).



◆ « Les mobilisations contre la crise commencent » en Espagne selon le n° 354 (mars 2009) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole avec « la première grève générale contre la crise et une juste répartition du travail » qui s'est déroulée à Lebrija le 18 février.

◆ « Quel avenir pour les LBO ? » dans *La Gazette de la société et des techniques* n° 49, novembre 2008 (copie à Echanges).

Démocratie ?

◆ « Et si on essayait la démocratie ? », dans la revue *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* n°6 (mars 2009) : les mots valsent entre sens commun : « La démocratie, c'est le pouvoir au peuple », et déclarations d'intention sur cette démocratie « véritable » à laquelle chacun serait tenu de participer. Une démocratie obligatoire en quelque sorte.

◆ « Le débat public : du dialogue de sourds à l'exploration de sujets complexes », dans la *Gazette de la Société et des techniques* n° 30 (janvier 2009) (copie à Echanges).

Herr Vogt

◆ « De l'actualité de *Herr Vogt* (1860) de Karl Marx » dans le n° 6 (mars 2009) de la revue luxembourgiste *Critique sociale. . Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* - Rappelons que Franz Mehring, proche compagnon de Rosa Luxemburg, écrivait quant à lui, en 1918, dans *Karl Marx. Histoire de sa vie,* qu'une réédition de Herr Vogt « (...) ne vaut nullement la peine » et qu'à la lecture de cet ouvrage « (...) on n'est pas sans ressentir un certain malaise quand on voit [Marx] obligé de riposter [aux] propos calomniateurs [de Mr Vogt] d'un si bas niveau qu'ils ne pouvaient l'éclabousser. » (Editions sociales, 1983, p. 334).

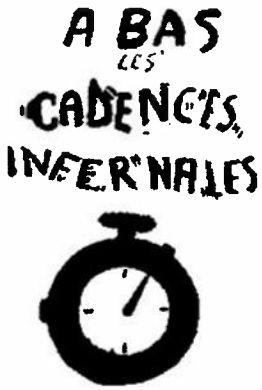
Classe ouvrière

◆ « Le concept de "classe ouvrière" », dans le n° 352

(janvier 2009) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

Autonomie ouvrière et opéraïsme

◆ Le supplément au n° 83 (printemps 2009) de la revue allemande *Wildcat* rassemble, sous le titre « Exhumations. Redécouvertes d'une brûlante actualité à partir de la revue *Primo Maggio* », deux articles de Karl Heinz Roth et un de Steve Wright : « Externe et interne : L'autonomie ouvrière de Porto Marghera dans sa perception en Allemagne de l'Ouest », « Défaite bénie ? La revue *Primo Maggio* dans la troisième phase de l'opéraïsme » et « Révolution d'en haut ? L'argent et la composition de classe dans l'opéraïsme italien ». Les initiés comprendront qu'il s'agit de revisiter certaines théories élaborées par l'opéraïsme italien depuis les années 1970. Sans taire leurs divergences, les camarades de *Wildcat* pensent que les analyses parues dans *Primo Maggio* à propos de la politique monétaire et du crédit dans ses rapports avec la lutte des classes acquièrent une force nouvelle dans le contexte de la crise économique actuelle. Signalons, pour les lecteurs français intéressés, une traduction de textes de Karl Heinz Roth : *L'Autre mouvement ouvrier en Allemagne. 1945-1918*, (éd. Christian Bourgois, 1979) qui, quoique anciens, demeurent valides pour se familiariser avec les recherches théoriques de cet auteur ; et la traduction d'un ouvrage de Steve Wright : *A l'assaut du ciel*, éd. Senonevero, 2007.



Arts « embedded »

◆ Le n° 215 (janvier 2009) de la revue allemande *Die Aktion* est un cahier spécial conçu pour accompagner une exposition intitulée « Embedded Art – Kunst im Namen der Sicherheit » organisée ce printemps à Berlin par le groupe d'artistes BBM (Beobachter der Bediener der Maschinen ; Observateurs des utilisateurs de machines). Dans le titre de cette exposition, qui peut être traduit Art accrédité – L'Art au nom de la sécurité, le terme anglais *embedded* rappelle le contrôle appliqué aux journalistes massivement contraints de s'embarquer avec l'armée américaine et de répandre la bonne parole militaire s'ils voulaient rendre compte du conflit sans risquer leur propre vie lors de

ICO

◆ Un camarade a scanné la collection d'*ICO* (*Informations correspondance ouvrières*) (1958-1973). Nous pouvons la fournir sur CD, ainsi qu'une série de textes annexes. Demander à Echanges. Le trimestriel *Offensive* revient, dans son n° 21 (février 2009) sur l'histoire d'*ICO*, à travers un entretien avec Henri Simon.

la deuxième guerre en Irak. On trouve dans ce numéro des critiques du tout-répressif législatif par Fritz Sack, professeur émérite de droit, et des techniques par Wolfgang Pircher, professeur universitaire de philosophie, et Olaf Arndt, cofondateur du groupe BBM ; ainsi que le script d'une pièce radiophonique condamnant la torture pratiquée au nom de la défense contre le terrorisme, du même Olaf Arndt.
Die Aktion, Schützenstraße 49a, 22761 Hamburg, Allemagne ; www.edition-nautilus.de

En France

◆ « Eléments d'histoire de la gauche en France », dans *A Contre Courant* n°s 201 (janvier 2009) et 202 (mars).
◆ « Histoire des luttes antinucléaires en France (1re partie 1958-1975) » dans *A Contre Courant* n° 202 (mars 2009).
◆ *Bulletin de Contre-Info en Cévennes* n° 6 (octobre 2008) et 7 (janvier 2009) relève sur le plan local de cette partie des Cévennes dans un large périmètre autour d'Alès (Gard) les faits et méfaits que l'on peut dénoncer sur le plan national. http://contreinfo7.internet-down.org – collectifcevennes@no-log.org

Théorie libertaire

◆ « Pour une théorie critique libertaire », *Collegamenti Wobbly* n° 13 (janvier-juin 2008).

Un anarchiste roumain

◆ Zamfire Arbure (Ralli) « Mémoires d'un anarchiste en Roumanie (1848-1933) » dans *Kate Sharpley Library* n° 57, mars 2009 (en anglais).

68 japonais

◆ « Il y a quarante ans,le mai 68 japonais s'achève dans la confusion » dans *Alternative Libertaire* n° 181 (février 2009).

Proudhon

◆ « Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) , L'ennemi du communisme » n° spécial (74, février 2009) de *Présence marxiste.*

◆ « Proudhon, fondateur de l'anarchisme ? » dans *Alternative libertaire* n°180 (janvier 2009).

Babeuf

◆ *Babeuf et la Conjuration des Egaux,* de Maurice Dommanget, réédition avec une présentation de Serge Bianchi et de nouvelles notes (éd. Spartacus).

De tout un peu

◆ *Le Pouvoir invisible* veut proposer « une alternative à la culture de consommation ». Albums (hip-hop) téléchargeables sur http://lapageinternet2.free.fr
◆ Dans *Collegamenti* n° 13 (janvier-juin 2008, en italien), problèmes internatio-

Souscription

◆ Les éditions Acratie annoncent deux parutions (en souscription, 25 euros les deux) : *Le Travail à l'école : contribution à une critique prolétarienne de l'éducation,* de Philippe Geneste (15 €) ; *Histoires de guerres, de révolutions et d'exil,* de Nestor Romero (17 €). Acratie, L'Essart, 86310 La Bussière.

naux (voir p. 58), des débats, Histoire et mémoire ; sur le Droit...

◆ *A corps perdu* : n° 1 (décembre 2008) de cette nouvelle publication, « revue anarchiste internationale ». Rubriques : « Oui, mais » (sur le terrorisme, le droit à la paresse et à l'expropriation individuelle), « Etrangers de partout » (sur les immigrés, les centres de rétention,etc.), « Commentaires déplacés » (où en sommes-nous ?), « Le fil noir de l'histoire » (le groupe De Mokers, la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des années folles).

◆ *Présence marxiste* n° 73, février 2009 contient pour l'essentiel des débats entre cette publication et des proches.

◆ *Bulletin nexialiste* n° 7 (février 2009), Underbelly Institute, c/o V. Dupont, 10 rue Bara, 11000 Carcassonne.

Santé

◆ « La santé maltraitée, mise au régime marchand » dans A Contre Courant, n° 201, janvier-février 2009.

Gauche communiste sur Internet

◆ Pour ceux qui errent dans l'abondance de matériaux disponibles sur Internet on peut en trouver beaucoup en anglais sur la gauche communiste à http://www.marxists.org/subject/left-wing/index.htm

◆ Ce site permet automatiquement l'accès à un nombre incroyable de sites essentiellement des innombrables variantes léninistes, marxistes-léninistes, etc.. variantes douces ou dures du monde entier http://w1.1559.telia.com/~u15 5900373/links_org.htm Tous les liens cependant ne fonctionnent pas (mal indexés ?).

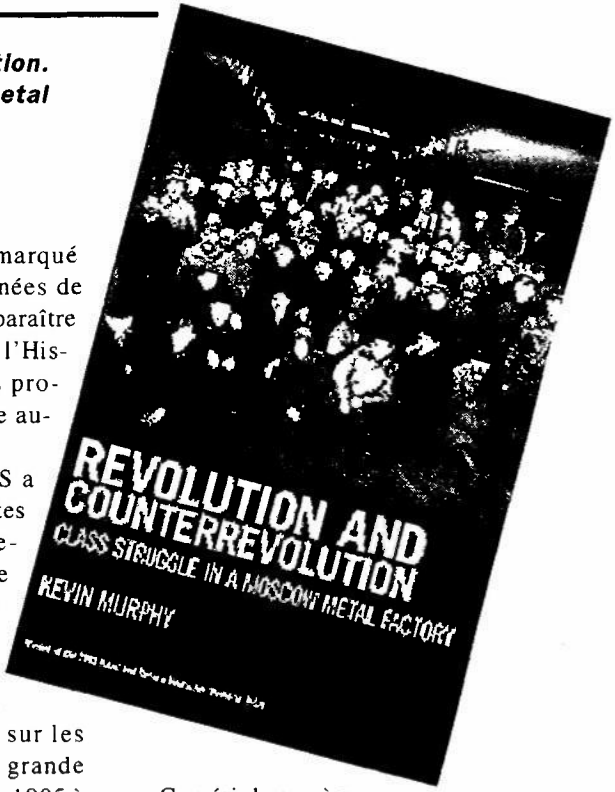
Gavroche

◆ Au sommaire de *Gavroche. Revue d'histoire populaire* n° 158 (avril-juin 2009) : « Un libertaire et antifasciste (presque) inconnu : George Seldès », « 1000, le Mouvement ibérique de libération », « Pelletier de Chambure et la bataillon des corps-francs de la Côte-d'Or en 1815 », « Sur six proscrits sarthois, compagnons d'exil de Victor Hugo à Jersey », « "Tout film est politique !", entretien avec Régis Dubois » et « Anatole France (1844-1924), un sceptique passionné et engagé ».

NOTE DE LECTURE

Revolution and Counterrevolution. Class Struggle in a Moscow Metal Factory

Kevin Murphy
Bergham Books, 2005
(en anglais)



Les études et débats qui ont marqué les quelque soixante-dix années de la Russie soviétique peuvent paraître aujourd'hui relégués bien loin dans l'Histoire et de peu d'intérêt pour les problèmes posés par la lutte de classe aujourd'hui.

Le démantèlement de l'URSS a pourtant permis l'ouverture de toutes sortes d'archives jusqu'alors secrètes et, rétrospectivement, une approche beaucoup plus concrète et plus exacte, notamment de l'action et des luttes du prolétariat russe pendant toute cette période.

En se basant essentiellement sur les documents concernant une seule grande usine métallurgique de Moscou, de 1905 à la fin des années 1930, le chercheur américain Kevin Murphy produit un récit et une analyse fine et minutieuse de l'activité des prolétaires qui y étaient exploités. Ils doivent passer non sans mal d'agents d'une révolution qu'ils espéraient libératrice à la mise en vigueur des méthodes productivistes, non seulement sous le joug stalinien, mais déjà dans la période léniniste.

Ballottés au début entre les différents courants issus de la révolution de 1917, ils finiront par se voir imposer la condition de prolétaires « modernes » par ceux-là mêmes qu'ils ont contribué à porter au pouvoir.

Ce périple pas à pas dans les luttes quotidiennes apporte une vision plus proche des réalités ouvrières et de leur lutte que les débats idéologiques qui se partageaient entre l'apologie (parfois critique) et le dénigrement tout autant sectaire. Ce travail d'historien contribue à replacer la lutte de classes en Russie soviétique dans le mouvement général contre le capital qui, dans ce pays, avait pris la forme d'un capitalisme d'Etat dominé par une classe bureaucratique. Une classe issue d'un parti centralisé dont la tâche historique était de réaliser le passage d'une société quasi médiévale à une société industrielle moderne.

H. S.

BROCHURES DISPONIBLES

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,
Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internatinale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classse ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

DANS LE MONDE UNE CLASSE EN LUTTE

Echanges et Mouvement édite depuis 1993 le bulletin gratuit *Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*), recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euros.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net